

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

FORMULE EXÉCUTOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le vendredi 7 juin 1901, à 1 heure

PAR

LÉON CHEVILLOTTE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. GLASSON, Professeur.

Suffragants : { MM. Ambroise COLIN } *Agrégés.*
BARTIN }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
FORMULE EXÉCUTOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera présenté et soutenu le vendredi 7 juin 1901, à 1 heure

PAR

LÉON CHEVILLOTTE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. GLASSON, Professeur.

Suffragants : { MM. Ambroise COLIN } *Agrégés.*
BARTIN

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

A MON PÈRE

ET A MA MÈRE

Hommage d'affectueuse reconnaissance



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550226_0059

LA FORMULE EXÉCUTOIRE

INTRODUCTION

« Nul jugement ni acte ne pourront être mis à exécution s'ils ne portent le même intitulé que les lois, et ne sont terminés par un mandement aux officiers de justice, ainsi qu'il est dit article 146 ».

Ainsi s'exprime le législateur à l'article 545 du Code de procédure civile, où se trouve posé le principe fondamental de l'exécution forcée. Matière importante entre toutes ! Il ne suffit pas en effet au plaideur d'avoir fait reconnaître son droit en justice ; il ne suffit pas au contractant d'avoir fait consigner dans un acte, avec les formalités requises, la convention en vertu de laquelle une autre personne s'est obligée envers lui. Pour que les garanties accordées au créancier ne soient pas illusoires, et que satisfaction lui soit donnée, il faut de plus, que le jugement qui proclame son droit, ou l'acte authentique qui le consacre, puissent, de façon certaine, recevoir une complète exécution.

Sans doute, il serait préférable que le plaideur con-

damné ou la partie obligée, s'acquittassent de plein gré des prestations mises à leur charge. Mais il fallait prévoir leur résistance et réglementer les moyens de la briser. En sorte que le législateur devait avoir une double préoccupation : d'une part assurer l'exécution des droits du créancier ; d'autre part garantir le débiteur contre toute violence inutile, donner au premier, sous certaines conditions, des armes sûres, qui lui permettent d'agir avec rapidité et précision ; enlever au second la crainte des rigueurs excessives inspirées par la passion ou la haine ; prohiber le droit d'exécution d'autorité privée — source d'excès de toutes sortes et de troubles pour la société — attribuer enfin à la force publique, qui seule peut être à la fois invincible et impartiale, un pouvoir de contrainte exclusif et absolu.

C'est pourquoi aujourd'hui, le créancier, dont la créance est certaine, liquide et exigible, et qui est porteur d'un titre spécial, appelé titre « exécutoire » ou « paré », a sous la main une arme précieuse, qui lui permet, au cas de refus du débiteur d'exécuter volontairement les condamnations subies ou les engagements régulièrement pris de s'adresser directement à la force publique et d'obtenir ainsi une complète et immédiate satisfaction.

Mais, pour que l'exécution forcée puisse ainsi suppléer l'exécution volontaire, il faut, avons nous dit, que le créancier soit porteur d'un titre exécutoire, d'un titre lui donnant le droit de mettre la force publique en mouvement.

Le chef de l'Etat seul a qualité pour conférer à un acte l'exécution parée, parce que le pouvoir exécutif, dont il est le chef, est seul dépositaire de la force publique. Dans ce but, il revêt l'acte d'une formule spéciale que l'on appelle : « La Formule Exécutoire. »

Le titre exécutoire, jugement ou acte, se reconnaît aujourd'hui à l'intitulé des lois : — « République Française, au nom du Peuple Français » — par lequel il débute, et qui est suivi d'un mandement spécial du chef du pouvoir exécutif ainsi conçu : « En conséquence, le Président de la République Française, mande et ordonne à tous huissiers, sur ce requis, de mettre le dit arrêt (ou le dit jugement ou le dit acte) à exécution ; aux procureurs généraux et aux procureurs près les Tribunaux de première instance d'y tenir la main ; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis. »

Le trait caractéristique du titre paré, est donc la formule, par laquelle le chef du pouvoir exécutif ordonne aux agents de la force publique, qui lui doivent obéissance, d'en poursuivre l'exécution.

On comprend toutefois qu'il ne soit pas possible au chef de l'Etat d'apposer ce mandement sur chaque jugement rendu en France, ni sur chaque acte qui y est passé.

Aussi le pouvoir de conférer en son nom la force exécutoire aux titres susceptibles d'en être revêtus, a-t-il dû être délégué aux greffiers, pour les jugements des tribunaux auxquels ils sont attachés et les ordonnances des

membres de ces tribunaux ; aux notaires, pour les actes de leur étude. De sorte que les actes passés, les ordonnances et les jugements rendus au nom du Président de la République, peuvent être mis à exécution de plein droit, sur tout le territoire français, sur la simple production de ces titres, faite aux agents compétents, et sans qu'il soit besoin de recourir à l'autorité des magistrats.

Les titres parés, c'est-à-dire tout prêts à être exécutés, dont on comprend sans peine l'immense avantage, ont-ils été de tous les temps ? — Quelle fut leur origine, quel fut leur développement ? Spécialement quelle fut l'histoire de la formule — expression de l'autorité souveraine — qui les distingue aujourd'hui ? — Quels sont aussi les principes qui la gouvernent, les règles qui en déterminent l'usage ? — Telles sont les questions que nous nous sommes proposé d'examiner dans la modeste étude qui va suivre.

Elle montrera que si, d'une part, on a connu de tout temps les clauses exécutoires dont on appréciait déjà les avantages au triple point de vue de l'économie, de la rapidité, et de la sécurité, d'autre part la théorie de la formule exécutoire proprement dite, et telle que nous la concevons aujourd'hui, n'a pu résulter que d'un état social assez avancé, puisqu'elle suppose accomplies la centralisation et l'unification de l'autorité.

Nous diviserons donc notre travail en deux parties ; la première relative à l'historique général du titre paré,

dans laquelle nous établirons des rapprochements entre la législation grecque, la législation romaine, et notre ancien droit ; la seconde ayant trait à la formule exécutoire actuelle, et aux questions qui en dépendent.

Parmi elles, se trouve la question de la mise à exécution en France des jugements et des actes étrangers. — Cette importante matière pourrait, à elle seule, faire l'objet d'un travail considérable. Elle a d'ailleurs déjà servi de base à de nombreux ouvrages, et particulièrement à plusieurs thèses.

Nous nous bornerons donc à la signaler à sa place, et à indiquer sur ce point les décisions de la jurisprudence récente.

PREMIÈRE PARTIE

DU TITRE PARÉ EN GÉNÉRAL

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

DROIT GREC

L'ancien droit grec — c'est un point maintenant acquis — a connu le titre exécutoire. L'acte de cette nature s'appelait *συγγραφή*. On cite, comme constituant la *συγγραφή* la plus ancienne, un contrat de prêt à la grosse rapporté tout au long dans le plaidoyer de Démosthène contre Lacrite. D'autre part, la découverte de nouveaux fragments dans lesquels sont exposés plusieurs contrats exécutoires, a permis de reconstituer de façon assez précise les caractères distinctifs du titre grec ayant force parée (1).

C'est par exemple un texte datant du II^e siècle avant notre ère et provenant de la ville carienne de Mylasa ; il contient un fragment d'un décret de la tribu des Otorcondes. Cette tribu, après avoir discuté et fait rédiger un

(1) DARESTE, HAUSSOULLIER et REINACH. — *Recueil des Inscriptions juridiques Grecques* — V. l'Index qui suit le 3^e fascicule, au mot *συγγραφή*.

projet de bail, ne se contente pas, pour la conclusion du contrat, d'un simple accord verbal, mais exige un acte en forme exécutoire, une *συγγραφή* passée devant les juges, et le nomophylaque (Gardien des Lois).

C'est encore une inscription relatant un contrat en forme exécutoire, intervenu au commencement du II^e siècle et intéressant les cités d'Orchomène et de Thespies, ou tout au moins leurs habitants. Ce contrat était un prêt, ou mieux encore un renouvellement de créance sous forme de prêt.

Ce sont enfin des textes provenant de l'île d'Amorgos, qui nous montrent des *συγγράφαί* par lesquelles une ou plusieurs villes empruntent des sommes considérables, dont elles promettent le remboursement avec intérêts — souvent fort élevés.

Qu'était-ce donc que la *συγγραφή* telle qu'elle nous apparaît dans ces divers monuments ?

C'était sans doute un acte écrit, passé devant témoins, scellé par chacun des contractants, gravé sur une stèle, et déposé chez un tiers. — On y trouve toujours la formule exécutoire, et parfois diverses autres clauses intéressantes, telles que la clause à ordre, ou la clause au porteur, en ce sens que le porteur est présumé mandataire, etc.

Voici un passage tiré des fragments d'Amorgos, et qui fixe nettement la plupart des formalités exigées : « Les Arkésiniéens sont en outre convenus de faire graver et d'exposer le présent contrat à Arkésiné, dans le temple

de sur une stèle de marbre, dans les soixante jours, à partir du jour où les commissaires de l'emprunt auront fait leur rapport ; sinon, une amende de sera dûe, conformément au contrat qui est déposé chez Euryclès.

... Témoins : Euryclès, Atésidès... Antipappos, appelé aussi Aristodémos, fils de Nicosthénès, N... fils d'Eualkos, Théopompos... Thorax... Héracléïdès...

Quant à l'existence de la formule, et à la force exécutoire des titres, les textes ne sont pas moins probants.

Tout d'abord la formule.

Elle est presque toujours conçue dans les mêmes termes, et dit, que l'exécution aura lieu comme si le jugement de condamnation était intervenu. Il est à remarquer que c'est bien là la théorie caractéristique du titre paré primitif ; et nous aurons plus loin l'occasion d'établir, que c'est de l'application de cette théorie qu'est né dans notre ancien droit, l'acte notarié authentique et exécutoire.

Dans le contrat d'Orchomène, la clause porte simplement que « l'exécution aura lieu suivant la loi » (κατὰ τὸν νόμον) ce qui peut laisser place à la controverse.

Mais les contrats d'Amorgos sont au contraire très affirmatifs ; ils disent, que le débiteur pourra être soumis à exécution, « comme s'il avait été condamné envers le prêteur sur l'action en exécution de chose jugée, et comme s'il s'était trouvé à terme échu. »

Ils nous présentent toutefois deux formules, un peu différentes dans la forme, mais qui au fond, ont le même

sens. Dans l'un des contrats, nous trouvons la formule suivante » :

« Καθόπερ ἐγ δίκης τέλος ἐχούσης κατὰ τὸ σύμβολον τὸ Ναξίων καὶ Ἀρκεσινέων, » (« Comme en vertu d'un jugement de condamnation définitive, conformément au traité de commerce entre les Naxiens et les Arkésiniéens ») (1).

Et dans l'autre celle-ci: « ὡς ὁρληκὼς δίκην Ἀλεξάνδρῳ ἐξούλης ἐν τῇ ἐκκλήτῳ καὶ ὢν ἱπερήμερος. » (Comme s'il eût été condamné envers Alexandros sur l'action en exécution de chose jugée par un tribunal arbitral, et comme s'il fût à terme échu ») (2).

La première formule fait allusion à un traité de commerce conclu entre Naxos et Arkésiné : les mêmes expressions ne sauraient se retrouver dans la seconde : c'est en effet un Arkésinéen qui y joue cette fois le rôle de prêteur.

Mais dans les deux cas, le jugement est supposé rendu par une ἐκκλητος πόλις (3) qui aurait condamné l'emprunteur sur l'action en exécution de chose jugée (δίκη ἐξούλης). Il n'en est parlé que dans la seconde formule, il est vrai ; mais on admet que les mots δίκη τέλος ἐχούσης, qui se trouvent dans la première, peuvent fort bien s'appliquer à la δίκη ἐξούλης.

(1) Contrats d'Amorgos. DARESTE, HAUSSOULLIER et REINACH, *op. cit.*, fascicule II, p. 314, lignes 12 et 13.

(2) Contrats d'Amorgos. DARESTE, HAUSSOULLIER et REINACH, *op. cit.*, fascicule II, p. 318, lignes 40 et 41.

(3) ἐκκλητος πόλις : Cité à laquelle on fait appel dans un différend survenu soit entre deux cités, soit entre une cité et un citoyen de cette cité.

L'action ἐξούλης était donnée au créancier, porteur d'un jugement, qui se présentait pour se mettre en possession des biens de son débiteur, et qui rencontrait de la résistance (1).

En notre matière le contrat équivalait au jugement, et celui qui en était porteur était assimilé au porteur du jugement. Il pouvait donc exécuter sûrement et sans délai.

Quels étaient alors ses droits et comment s'y prenait-il ?

Sur ces points là aussi nous avons quelques renseignements.

Remarquons tout d'abord que la συγγραφή était une arme d'autant plus précieuse qu'elle était indépendante de la loi : c'était là l'un de ses caractères principaux, et l'on rencontre dans les contrats d'Amorgos la clause suivante : « Rien ne pourra prévaloir contre le présent acte ni loi, ni décret, ni arrêté, ni stratège, ni magistrat, décidant autre chose de ce qui est écrit dans l'acte, ni quoi que ce soit. » Et que : « le présent contrat vaudra titre partout où le rapporteront, soit le prêteur, soit ceux qui feront le recouvrement (2). »

Ainsi donc la συγγραφή a une force qui lui est propre, et contre laquelle rien ne saurait prévaloir.

Dans les contrats d'Amorgos, nous voyons que, muni

(1) DARESTE. — *Revue de philologie*, année 1891, t. xv, p. 91.

(2) Les exemples de clauses semblables sont d'ailleurs nombreux dans les papyrus égyptiens.

V. Notamment Papyrus du Louvre, n° 15, 1, 59, 60.

du titre, le prêteur lui-même, ou toute autre personne agissant de son ordre, pourra poursuivre le recouvrement des fonds. Le contrat est irrévocable et vaut titre, étant rapporté soit par le prêteur, soit par ceux qui se présentent pour lui.

Le titre d'emprunt de la ville d'Arkésiné conférait de plus au prêteur, hypothèque générale sur toutes les propriétés publiques ou privées des Arkésinéens et des Métèques, et par là même le droit d'exécution sur eux tous. Le créancier pouvait donc demander la totalité de la somme à chacun en particulier comme à tous.

Une clause semblable se trouvait dans le contrat d'Orchomène. Mais, tandis que les contrats d'Amorgos conféraient le droit d'exécution, aussi bien sur les personnes que sur les biens du débiteur, celui d'Orchomène ne parle que de l'exécution sur les biens.

Cette exécution avait lieu en Grèce, le plus souvent sans intervention d'officiers publics.

On cite (1) des plaidoyers de Démosthène, desquels il résulte que le créancier, ayant pris soin de se faire accompagner de témoins, se mettait de lui-même en possession des biens de son débiteur, en forçant au besoin la maison, saisissant les meubles et les enlevant.

Les contrats d'Amorgos ne paraissent point en contradiction avec cette pratique. Il y est dit en effet que tout trouble, apporté par qui que ce soit, de quelque façon, ou

(1) DARESTE, HAUSSOULLIER et REINACH. — *Recueil des inscriptions juridiques grecques*, fascicule 2, page 337, notes 1 et 2.

sous quelque prétexte que ce soit, à l'exécution opérée par le prêteur, ou par celui que le prêteur a chargé du recouvrement de la créance, sera puni d'une forte amende ; et d'autre part, que toute dépense faite, ou tout dommage éprouvé par le créancier, pendant, ou à raison de l'exécution, sera à la charge de la ville, qui s'engage à payer l'indemnité en même temps que le reste de l'emprunt.

CHAPITRE II

DROIT ROMAIN

Le droit romain n'offrit pas à la théorie du titre exécutoire un milieu favorable à son développement, et c'était un principe dominant de cette législation qu'il était nécessaire de recourir à l'intervention des magistrats, pour faire reconnaître et respecter son droit.

Il est vrai que ce principe ne s'imposa pas toujours avec la même force, et qu'à l'origine, l'exécution d'autorité privée se rencontre également ; nous parlerons plus loin de l'intéressant contrat du nexum, qui, pendant toute une période de l'histoire juridique de Rome, donna au créancier le moyen d'agir directement contre son débiteur ; nous retrouverons aussi les actes exécutoires que nous avons rencontrés en droit grec, et dont l'usage fut sans doute apporté à Rome par les pérégrins de cette race. Enfin nous constaterons plus tard que l'acte notarié français, avec sa force parée, doit son origine et son développement à la théorie romaine de l'*in jure confessio*, qui est elle-même semblable à la théorie de la formule exécutoire grecque. Mais il n'en est pas moins vrai que le droit romain ne connut point de véritable système d'actes exé-

cutoires ; cela ne laisse pas que d'étonner, au moins à première vue, dans une législation si complète et si solidement édifiée.

Il semble pourtant que l'on puisse expliquer ce fait ; d'une part, pour les actes et contrats, en remarquant que l'esprit éminemment formaliste de ce peuple — que les nécessités commerciales ne paraissent jamais avoir beaucoup poussé à réclamer des formes de procédure plus rapides — répugnait sans doute à l'idée de mesures d'exécution prises sans procédure préalable, et sans intervention de magistrat ; d'autre part et pour les jugements, en constatant que les magistrats omnipotents en leur qualité de pontifes, généraux, administrateurs et même juges, donnaient l'ordre d'exécuter leurs actes en leur nom : si bien que la notion d'une formule conçue au nom d'une autorité unique, et permettant de s'adresser directement et par tout aux agents chargés de l'exécution — sans que l'on eût besoin de soumettre son droit à un contrôle préalable — n'était pas encore connue. Cette théorie, nous l'avons déjà dit, est d'ailleurs de création moderne, et n'a pu triompher que grâce à l'extension et à la prédominance de l'autorité centrale jointes à une organisation judiciaire perfectionnée.

En principe, en droit romain, la sentence n'a de valeur, au point de vue de l'exécution, que dans les limites du ressort du magistrat qui l'a rendue ; et d'autre part, plus la société progresse, et plus il devient obligatoire pour le

plaideur, de recourir à l'autorité judiciaire pour faire exécuter la décision rendue à son profit.

La prohibition de se faire justice à soi-même fut maintes fois exprimée (1). On ne permit d'employer la force à l'appui du droit, qu'autant qu'il y eut lieu à légitime défense et que celle-ci fut immédiate. On ne tarda pas à interdire à la partie gagnante de mettre à exécution, de son autorité privée, le jugement qu'elle avait obtenu ; on la menaça des peines qui frappent les voleurs : « Qui iudicati bona auctoritate sua distraxit, furti actione et vi bonorum raptorum ei tenetur. » (Dig., liv. XLII, tit. I, frag. 6, § 2.) C'était au juge qui avait rendu la sentence à la faire exécuter lui-même par l'intermédiaire de ses « apparitores ». Encore fallait-il qu'il eût le *mixtum imperium* ; plusieurs textes nous montrent en effet l'arbitre, qui ne l'avait pas, impuissant à faire exécuter ses décisions (2).

Enfin lorsqu'il fallait poursuivre en un lieu l'exécution d'une sentence rendue dans un autre, il était nécessaire que le magistrat du lieu d'exécution reçut à cet effet un ordre, soit du prince, soit du magistrat qui avait nommé le juge, ou prononcé la sentence : « Sententiam Romæ dictam etiam in provinciis posse praesides, si hoc iussi fuerint, ad finem persequi, imperator noster cum patre rescripsit. » (Ulp. Dig. Liv. XLII, tit. I, frag. 15, § 4.)

Si les sentences n'avaient point en droit romain la force

(1) CICÉRON. — *Pro Caecina*, c. II.

PAUL, *au Digeste*, livre L, titre XVII, fragment 176, *RPUM*.

(2) ULP. — *Dig.*, liv. II, tit. I, frag. 4.

exécutoire dont elles sont revêtues de nos jours, n'existait-il pas du moins à Rome, des actes ou des contrats qui pussent conduire à l'exécution parée?

C'est ici le lieu de parler du nexum ainsi que des chi-rographa et syngraphæ que nous avons nommés plus haut.

Nexum.

« Le nexum, dit M. Girard, est le titre exécutoire du temps où l'exécution porte sur la personne. » On connaît les formalités de ce contrat solennel — simulacre de prêt — qui exigeait l'emploi d'une balance, la présence d'un libripens, de cinq témoins, et dans lequel le créancier qui remettait le métal pesé, prononçait une damnatio, en vertu de laquelle il pouvait au bout d'un certain délai et sans autre forme de procès, mettre la main sur son débiteur et l'emmener dans sa prison domestique.

Les termes de cette damnatio sont inconnus, il est vrai. On a cherché à la reconstituer et on a proposé cette formule : « Quod ego tibi M libras hoc aere aeneaque libra nexas dedi, eas tu mihi post annum, jure nexi dare damnas esto. ».

En tous cas son existence a été directement prouvée, à la suite du déchiffrement d'un texte de Gaius, relatif à l'extinction de la dette née du nexum lui-même, et dans lequel celui qui se libère dit précisément : « Quod ego tibi tot milibus condemnatus sum, me eo nomine a te solvo

liberoque hoc aere aeneaque libra ; hanc tibi libram postremamque expendo, secundum legem publicam. Deinde asse percutit libram eumque dat ei a quo liberatur, veluti solvendi causa. »

C'était donc de la *damnatio* prononcée au moment de la conclusion du contrat, que naissait pour le créancier le droit de mainmise sur la personne du débiteur.

Mais le point le plus curieux, à notre point de vue, c'est que, si l'exécution n'exigeait pas l'intervention expresse de l'autorité publique — à laquelle il n'était point fait allusion dans la formule précitée — elle en supposait du moins en quelque sorte le concours tacite.

En effet, si le pesage du métal était le principal élément et comme l'expression authentique de l'acte, cet acte revêtait aussi un caractère public et religieux, qui, a-t-on pu dire, l'élevait de la sphère du droit privé à celle du droit public.

On n'a pas oublié le caractère religieux de l'ancienne procédure romaine auquel le *nexum* n'est pas demeuré étranger : le culte de la *fides*, principe premier de l'autorité des contrats, était sacré, l'intervention du pontife nécessaire ; d'autre part, l'emploi de la langue nationale était exigé, et un groupe important de citoyens assistait les contractants. Il est vrai qu'on a repoussé la théorie des cinq témoins représentant les cinq classes de Servius Tullius, en relevant entre autres points, que le chiffre de cinq témoins était un chiffre minimum. Il n'en reste pas moins à notre avis que le pesage public du *nexum* *aes* revêtait

un caractère religieux et politique, et que celui qui acquérait par cet acte, avait le peuple et la religion pour garants. Le contrevenant était un coupable, et, par une délégation supposée, le créancier avait contre lui tous les droits de la puissance publique (1).

Chirographa et Sygraphæ (2).

Sous ces noms, nous rencontrons à Rome, des actes semblables à ceux que nous avons étudiés dans le droit grec (*συγγραφαί*) dans lesquels on consignait les obligations de somme d'argent et qui paraissent bien avoir constitué de véritables titres exécutoires.

Leur usage apporté sans doute par les pérégrins de race grecque, se généralisa très vite, même parmi les citoyens, et continua à se répandre, bien qu'il n'y eût plus de pérégrins : à une certaine époque, on rencontre en effet couramment la *sygrapha* aussi bien chez les Romains que chez les Grecs ou que chez les Juifs.

Les textes où il en est question sont nombreux : l'un des plus anciens est l'*Asinaria* de Plaute (acte IV) et Cicéron en parle souvent. Mais si les allusions aux *chirographa* et *sygraphæ* sont fréquentes, la définition n'en a été donnée que dans deux textes : l'un — assez vague — de

(1) V. GAIUS. — *Comment.* IV, § 21.

(2) V. DARESTE. — « Sur la *συγγραφή* en droit grec et en droit romain » (*Bulletin de correspondance hellénique*, fascicule de juin 1881, p. 362.)

Gaius, l'autre plus complet — mais d'une authenticité douteuse — attribué à Asconius le pseudo-grammairien du v^e siècle. Gaius, traitant des *transcriptitia nomina* d'où naissait le contrat littéral permis aux seuls citoyens, ajoute : « *Praeterea litterarum obligatio fieri videtur Chirographis et Syngraphis, id est si quis debere se aut daturum se scribat; ita scilicet si eo nomine stipulatio non fiat. Quod genus obligationis proprium peregrinorum est.* »

Quant au passage du pseudo Asconius, il est ainsi conçu : « *Inter syngraphas et cetera chirographa hoc interest, quod in ceteris tantum quae gesta sunt scribi solent, in syngraphis etiam contra fidem veritatis pactio venit et non numerata quoque pecunia aut non integre numerata pro temporaria voluntate hominum scribi solent more institutoque graecorum; et ceterae tabulae ab una parte servari solent, syngraphae signatae utriusque manu utriusque parti servandae traduntur.* »

D'après cette citation, confirmée d'ailleurs sur ce point par d'autres textes, le chirographum paraît être l'œuvre d'une seule personne, tandis que la syngrapha devait émaner des deux parties, qui la scellaient probablement toutes deux.

Mais si l'on est d'accord sur ce point, des difficultés se sont élevées sur la détermination du rôle de ces actes. Les uns prétendaient qu'il s'agissait de véritables contrats formels, obligeant sans cause, ainsi que le laisse entendre, du moins pour les syngraphae, le texte du pseudo Asconius.

D'autres ne leur reconnaissaient que le caractère de titres simplement probatoires.

La découverte des inscriptions grecques dont nous avons parlé, est venue donner un sérieux appui à la première de ces thèses : on constate par exemple, dans l'emprunt d'Orchomène, que les cautions se trouvaient obligées par la simple allégation d'une numération d'espèces qui en réalité n'avaient pas été comptées.

Il est permis de supposer que la *syngrapha* était à Rome — dans la plupart des cas au moins — ce qu'elle était en Grèce, et, pour donner une idée du caractère exécutoire qui y était attaché, nous allons, en terminant, reproduire dans ses traits principaux l'histoire de deux *syngraphæ* bien connues.

La première (*syngrapha Salaminia*) est relative à un emprunt contracté par la ville de Salamine, débitrice d'une somme de cent talents (environ 600.000 francs) envers Martinius et Scaptius prête-noms de Brutus. Les prêts de cette nature avaient été interdits par la loi *Gabinia* ; mais Brutus avait eu le soin de se faire couvrir par un *senatus consulte*. Les intérêts avaient été stipulés à 4 % par mois, avec capitalisation annuelle ; à l'échéance la ville ne put payer et Scaptius procéda à une exécution *manu militari*. Avec l'assentiment du gouverneur romain, il mit le siège devant le local où le sénat de la ville était assemblé, mais n'obtint d'autre résultat que de faire mourir de faim nombre de sénateurs.

Cicéron, appelé à son tour aux fonctions de gouverneur

proposa de réduire l'intérêt à 1 % par mois, de sorte que la dette se fût ainsi élevée à 106 talents environ. Les Salamiens acceptèrent, mais Scaptius fut inflexible ; ses débiteurs résolurent alors de consigner les fonds. Cicéron ne put les y autoriser, mais comme Scaptius voulait faire une nouvelle tentative d'exécution militaire, il s'y opposa.

La Syngrapha Salaminia était donc bien un titre exécutoire, et son recouvrement ne dépendait que de l'imperium du magistrat romain.

D'autres exemples de Syngraphæ nous sont donnés par l'historien Josèphe. Voici l'un d'eux : en l'an XI av. J.-C. Hérode, qui avait prêté 60 talents au roi des Arabes Obodas et qui lui en réclamait 500 en remboursement — sans doute par l'effet de l'accumulation des intérêts et des clauses pénales — somma Silleus, ancien ministre d'Obodas, qui avait détrôné et chassé son maître, de le payer. Silleus refusa. L'obligation d'Obodas était conçue en termes tels qu'Hérode avait été expressément autorisé, à en poursuivre l'exécution sur tout le pays. Néanmoins Hérode s'adressa préalablement aux gouverneurs romains Saturninus et Volumnius qui intimèrent à Silleus l'ordre de payer dans les trente jours. Silleus, paraît-il, promit, « par la fortune de César », mais ne s'exécuta point. Les trente jours passés, Hérode envahit l'Arabie, prit un château fort, et se paya par la force.

Nicolas de Damas, son ambassadeur, fit valoir dans la suite, auprès de l'empereur Auguste, qu'en exécutant de la sorte, Hérode avait fait preuve d'une grande modération,

en n'usant d'une mesure rigoureuse peut-être, mais légitime, qu'après avoir tenté une démarche amiable par l'intermédiaire des magistrats romains.

Josèphe, dans son récit, emploie le mot *συμβόλαιον* au lieu de *συγγραφή*. Mais l'acte et ses effets étaient les mêmes, ainsi qu'il est aisé de le constater.

CHAPITRE III

DROIT BARBARE ET TRÈS ANCIEN DROIT

Avant d'aborder l'étude de l'ancien droit, où nous assisterons au véritable développement du titre paré en France, et à la naissance de la formule exécutoire, il ne nous paraît pas sans intérêt d'examiner brièvement dans les législations barbares et dans notre très ancien droit, quelques points relatifs à l'exécution forcée.

L'exécution par voie de saisie d'autorité privée, sinon de la personne du moins des biens du débiteur, est, nous l'avons déjà remarqué, la première qui se rencontre à l'origine de toute société : le créancier non payé s'attaque aux biens de son débiteur, s'en attribue directement la propriété, ou les retient en gage jusqu'à complet désintéressement.

Dans les législations barbares qui s'inspirèrent surtout du droit romain, la réaction contre cet usage se fit promptement. Chez les Ostrogoths, par exemple, l'édit de Théodoric consacra le principe romain en vertu duquel c'était au magistrat qui avait rendu la sentence, à connaître de son exécution. Des apparitores, attachés à chaque siège, étaient chargés d'y procéder, et il leur était interdit,

— à peine de déchéance pour les parties, de perte de leur charge et de bastonnade pour eux-mêmes — de s'immiscer dans l'exécution des sentences d'un autre tribunal.

Au contraire les législations barbares où domina l'élément germanique, proscrivirent moins radicalement le droit de saisie privée et se contentèrent d'en réglementer plus ou moins sévèrement l'exercice.

Dans la plupart d'entre elles, l'exécution pouvait avoir lieu, soit sur un objet spécialement affecté par le débiteur à l'acquittement de sa dette (*Wadium*, *pignus*), soit en dehors de toute convention spéciale : dans dernier cas, la saisie des objets appartenant au débiteur devait être précédée de sommations et d'ajournements répétés. L'existence de ce droit de saisie d'autorité privée, est précisément attesté par les textes mêmes qui le suppriment ou le réglementent, et il est à remarquer, que plus on s'écarte de l'influence romaine, moins on trouve de sévérité dans les peines édictées à la suite de la prohibition de se faire justice soi-même. Tandis que la loi Salique (tit. 73) ou la loi des Burgondes (tit. XIX, 4) par exemple édictaient une amende de 15 ou de 12 sous, avec la restitution de l'objet et la perte du droit en plus, la loi des Saxons se contentait de prescrire une simple amende, et celles des Alamans (tit. LXXXVI, 4) et des Frisons (*Additio sapientium*, tit. IX, 2) déclaraient seulement le créancier responsable des dommages causés par l'esclave ou l'animal pris en gage par le créancier.

Dans les lois barbares où le droit de saisie d'autorité

privée conserva le moins d'extension, ce fut encore le créancier qui procéda à la prise du gage, mais avec la permission du juge. La loi des Bavarois (tit. XII, ch. 1, 1) dit en effet :

« Pignorare nemini liceat, nisi permissionem judicis. »
Et plus loin (tit. XII, ch. 3, 1) : « Si quis ante audientiam cujuscumque pignora abstulerit, pignus perdat. »

De même la loi des Wisigoths (tit, VI, 1) : « Pignorandi licentiam in omnibus submovemus. »

Ces dispositions n'eurent sans doute pas, dès le début, une efficacité complète. Toutefois lorsqu'elles se furent peu à peu généralisées, et que l'autorité fut assez puissante pour les faire respecter, il dut se former dans notre très ancien droit un système d'exécution forcée présentant une certaine régularité. La justice se rendit au nom du roi, et nous trouvons un capitulaire de Charlemagne conférant aux missi dominici le pouvoir de faire exécuter en son nom.

Malheureusement le pouvoir central ne tarda pas à faiblir ; la féodalité naquit ; l'autorité se morcela avec le territoire et le droit du plus fort fut bientôt le seul qui pût avoir quelque chance d'être reconnu.

Cette époque fut pourtant riche en formules d'actes de toutes sortes et dont nous possédons des recueils. Mais on peut remarquer que les parties, dans ces formules, n'invoquaient pas en général l'appui d'une autorité humaine quelle qu'elle fût. Comme si elles avaient eu conscience du chaos général, de la multiplication et de la confusion

des pouvoirs, elles préféraient la plupart du temps prendre Dieu à témoin de la sincérité de leurs conventions, et faire appel à sa toute puissance pour en assurer la stabilité. Les formules de Marculphe nous donnent en effet fréquemment l'exemple de clauses de ce genre : « Et ut praesens auctoritas, tam praesentibus quam futuris temporibus, inviolata Deo adjutore permaneat, manus nostrae subscriptionibus infra roborare decrevimus. »

Plus tard, et quand un peu d'ordre fut rétabli, vers le commencement du ^xⁱ siècle, les relations sociales étaient encore loin d'être sûres ; et les pouvoirs locaux — les seuls auxquels on pût avoir recours — avaient une sphère d'influence si restreinte, qu'il n'était pas rare de voir un habitant d'une ville, créancier d'un étranger à sa commune, complètement désarmé à l'égard de son débiteur, et réduit à se demander avec mélancolie comment il pourrait bien s'y prendre pour agir contre lui avec quelque chance de succès ! « Jurati quaerent qualiter isqui clamat jus suum, non perdat », disent souvent les chartes (1).

De plus, le droit de saisie par autorité privée fit sa réapparition. On trouve même une ordonnance de Louis VII — consacrant une décision de Louis VI, et qui

(1) *Usages de Cerny en Laonnais*, confirmés par Ph. Auguste en 1184, article 13. (V. ordonnances des rois de France, collection de Laurière, t. xi, page 231, art. 13.) — Charte de Montdidier (1195) article 15. (V. même recueil, t. xii, p. 288, art. 15.) — Charte de Laon, article 6. (V. même recueil, t. xi, page 259, art. 6.)

fut elle-même confirmée par Louis VIII en 1224 (1) — en vertu de laquelle l'usage de s'adresser à la justice pour saisir les effets du débiteur, est déclaré aboli à Bourges.

« Prava consuetudo Bituris tenebatur in fidejussoribus quod fidejussoris sui vadimonium capere, sine consensu praepositi seu vigerii, nullus audebat. De quo praeceptum est ut quicumque fidejussorem habuit, sine clamore aliquo ad praepositum sive vigerium facto, vadimonium quis capiat. »

Il s'agissait là d'un fidéjusseur ou caution. Le contrat de plévine, duquel naissait le cautionnement, donna en effet au moyen-âge ce droit de saisie d'autorité privée (2).

C'était un contrat intéressant, dont le livre de Jostice et de Plet nous indique les formes : « Plevine si est quant aucun dit tex paroles : « Je doi à P. vingt livre à paier à tel jor ; si vos pri G. que vos me replivissiez. » — P. dit : « G plévissez-vos cest home de vingt livres qu'il me doit ? » — Et G. dit : « Oil, si mi met. » — « Et je vos i met. » — « Et ge i antre. » — « Et je reçoit. »

La scène, on le sent, devait être parlée et mimée. Par ce contrat, le créancier obtenait le droit de saisir en gage les biens de la caution ou plège ; il agissait de la même manière qu'il eût agi dans la pignratio germanique. Mais

(1) Ordonnances royales, même recueil que ci-dessus, t. 1, pages 9 et 48.

(2) V. ESMEIN. — *Etude des Contrats dans le très ancien droit français*, pages 95 et suiv.

la renaissance des études de droit romain, et l'influence qu'elles exercèrent sur notre droit, portèrent le dernier coup au droit de saisie d'autorité privée, tel qu'il avait été conçu jusque-là. Il ne subsista que dans quelques cas particuliers et disparut notamment en matière de plégerie. On venait d'ailleurs d'édifier la théorie des titres exécutoires, et rien ne devenait plus facile que de faire consigner dans un acte notarié les engagements d'un fidéjusseur.

CHAPITRE IV

ANCIEN DROIT

La royauté s'étant reprise vers la fin du ^{xiii}e et au commencement du ^{xiv}e siècles, dut engager, pour mettre fin aux divisions intestines, rétablir l'unité en France, et faire prédominer son autorité — notamment en ce qui touchait l'exécution des sentences ou des actes revêtus du sceau du Roi — une lutte qui devait durer plusieurs siècles, avec la féodalité d'abord, les Cours et les Parlements ensuite.

Les efforts de la royauté se trouvèrent puissamment secondés par l'essor nouveau que prit à cette époque l'étude des lois de Rome et l'interprétation des textes de ses jurisconsultes.

En même temps que, pour reconstituer entre les mains du Roi de France la souveraineté morcelée, les savants et les légistes s'efforçaient d'invoquer à son profit les principes contenus dans la législation de Justinien, ils s'inspiraient aussi d'un usage venu des cités italiennes de leur époque, et, par une ingénieuse subtilité juridique, posaient en France les premiers principes de notre acte notarié.

En sorte que la théorie de nos titres exécutoires, paraît

bien se dégager du développement parallèle dans notre ancien droit de deux ordres de faits, que nous nous proposons d'examiner successivement :

1^o Efforts répétés du pouvoir royal pour faire mettre à exécution partout et sans formalités, les jugements et arrêts rendus en son nom par ses officiers.

2^o Création et développement en France de l'acte notarié exécutoire.

Ce seront là les deux sections du chapitre suivant consacré à l'étude des titres exécutoires de l'ancien droit.

Des Titres Exécutoires dans l'ancien droit.

SECTION I

DES JUGEMENTS ET ARRÊTS. — EFFORTS DU POUVOIR ROYAL POUR ÉTABLIR L'EXÉCUTION DIRECTE ET IMMÉDIATE DES ACTES REVÊTUS DU SCEAU DU ROI. — DES SENTENCES ARBITRALES.

A l'époque où le pouvoir n'était pas encore centralisé, chacune des nombreuses juridictions qui existaient en France, estimait qu'elle possédait une souveraineté propre, en vertu de laquelle elle pouvait refuser de permettre — sans examen préalable — l'exécution, dans son ressort, des actes revêtus d'un sceau qui n'était pas le sien.

Il en résultait, pour la procédure, des complications extraordinaires, des retards considérables et des frais accablants.

Était-on, par exemple, obligé de recourir aux voies d'exécution, dans le ressort d'une juridiction autre que celle

devant laquelle le droit avait été débattu ? Une permission des nouveaux juges était nécessaire ; en outre, avant d'obtenir la formule spéciale qui la conférait (visa ou « pareatis ») on était souvent contraint de recommencer le procès en entier.

Il y avait là de très grands abus, et il fallait, pour les faire cesser, que le pouvoir royal imposât l'autorité de son sceau à toutes les juridictions de France, en leur défendant de discuter les titres qui en étaient revêtus, et assurât la dépendance des diverses juridictions à l'égard du pouvoir royal, en faisant triompher cette idée, que toute justice émanant du roi, tous les jugements et tous les actes auxquels la force exécutoire était conférée en son nom, devaient pouvoir être exécutés sans examen ni révision possibles partout où s'exerçait son autorité. Dans ce but, le pouvoir royal s'employa pendant plusieurs siècles, à lutter contre l'abus des pareatis et autres déplorable usages inspirés par la jalousie et les rivalités de toutes sortes qui divisaient alors les différentes juridictions. Les quelques documents qui vont suivre, nous montreront jusqu'à quel point il y réussit.

C'est d'abord une ordonnance de Philippe IV le Bel, du 23 mars 1302 (1), « sur la réformation du royaume », et où il est dit à l'article 58 que :

« Les prélats et les barons qui ont haute justice auront la connaissance de l'exécution des lettres que leurs justi-

(1) *Anciennes lois françaises*. Recueil Isambert, t. II, p. 759.

ciables auront passées sous le scel royal : (« Si vero contingat aliquos de subjectis prelatorum, baronum vel aliorum subjectorum nostrorum altam justitiam habentium, per nostras literas obligari, dicti prelati et barones habebunt executionem literarum ipsarum »).

C'est ensuite une très intéressante ordonnance du roi Louis XI, rendue à Bourges le 30 janvier 1466 (1), et qui autorise l'exécution à main armée, des arrêts rendus par les Cours et Parlements.

C'est un document capital au point de vue de l'exécution forcée des jugements et arrêts. En voici le texte complet :

« Loys, etc., par la grâce de Dieu, Roy de France, etc.

« Comme nostre Court de Parlement de Tholose ait été japiéça ordonnée et instituée pour faire et administrer justice en raison à un chascun ès fins et limites d'icelle, et pour entretenir le pays en bonne paix, union et tranquillité, et donner ordre et provision au faict public d'icelluy ; et soit ainsi que, à cause des guerres et divisions qui n'aguères ont eu cours en nostre royaume, se sont sours et sourdent chascun jour plusieurs desbatz, questions, rébellions, désobeyssances et esclandes audict pays, auxquels les gens de nostredict parlement ont voulu mettre et donner ordre et provision, et sur ce donné plusieurs appointements, jugements et arrestz ; mais pour ce que ceulx qui ont faict et font les dicts débats, questions et

(1) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. x, p. 528.

désobeyssances sont communément grandz seigneurs, forts et puissants, les dicts appointements, arrestz et jugemens n'ont peu et ne peuvent estre exécutés par les résistances et désobeyssances que l'on a faictes et faict chacun jour par voye de faict à l'encontre des exécuteurs d'iceulx, qui sont choses de très mauvais exemple, et dont grand inconvenient et dommage s'en pourrait ensuivre à nous et à la chose publique du pays de Languedoc et autres pays circonvoisins mesurément ressortissans en nostre dicte cour, se par nous n'estoit sur ce donné prompte et convenable provision, ainsi que remonstré nous a esté :

« Sçavoir faisons que nous, ce considéré, qui ne voulons telles rébellions et désobeyssances estre souffertes ne tolérées en nostre royaume, ains bonne justice estre faicte et administrée à un chacun, et les arrêts et jugemens de nostre dicte cour exécutés entièrement, à ce que nos subjects puissent vivre ensemble en paix, union, et tranquillité, sy avons, pour ces causes et considérations, et par l'advis et délibérations des gens de nostre grand conseil, vouleu et ordonné, voulons et ordonnons par ces présentes, que les appointements, arrestz et jugemens de nostre dicte cour de parlement, faicte et à faire, soyent d'ores en avant exécutés par force et main armée, totesfois que besoin sera et que nostre dicte cour l'ordonnera, de point en point, selon leur forme et teneur, nonobstant quelsconques lectres ou mandemens à ce contraires, lesquels audict cas, voulons être de nul effect et valeur.

« Si donnons en mandement : . . . le . . . soubz nostre séel . . . ainsi signé . . . »

Le principe de la formule exécutoire moderne se trouve posé de façon très nette dans cette ordonnance, et l'on y devine presque le mandement actuel permettant — s'il y a lieu — de requérir les agents de la puissance publique, et de faire procéder par eux à une exécution de vive force. Mais la difficulté principale résidait dans le refus obstiné de nombre de Parlements, d'autoriser dans leur ressort et sans qu'il fût nécessaire d'obtenir un *pareatis* préalable, l'exécution des arrêts du Parlement de Paris. Un édit du 2 septembre 1474 (1) rendu à Soissons tenta de réagir. Le Roi y déplore tout d'abord l'état de choses existant. Il s'indigne que certains Parlements, notamment celui de Bordeaux, aient « faict défense à tous les sénéchaux et juges des limites d'icelui Parlement de donner obéissance, ne souffrir exécuter aucuns arrestez de nostredict Parlement de Paris ne sentences des dictes requêtes de nostre palais, sénéchaux et juges ou d'icelle court . . . »

Puis il ajoute :

« Sçavoir faisons que nous . . . voulons, ordonnons et déclairons par les présentes :

« Que tous arrestz, jugemens, condamnations et appointements de nostredit Parlement de Paris et sentences des requêtes de nostredict Palais, tant du temps passé que du temps advenir, leurs circonstances et dépendances soient

(1) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. v, p. 687.

entièrement mises à exécution en tous lieux, et contre toutes personnes qu'il appartiendra... sans prendre lectres de pareatis, ne demander obéissance... »

« Sous peine de : « privacion de leurs offices et de cent marcs d'or et autre amende arbitraire à nous à appliquer pour les juges ; et de « semblables peines, et de perdicion de ce dont sera question entre elles » pour les parties.

Les anciens usages reprirent vite le dessus, et, en 1539, François I^{er} fut obligé de proclamer à nouveau le même principe. Dans l'article 63 de l'ordonnance de Villers-Cotterets (1), il mande que : « Les lettres obligatoires faictes et passées sous scel royal, seront exécutoires par tout le royaume. »

Art. 66. — « Et quant à celles qui sont passées sous autres sceaux authentiques, elles seront aussi exécutoires contre les obligés ou leurs héritiers, en tous lieux où ils seront trouvés demeurans lors de l'exécution, et sur tous leurs biens quelque part qu'ils soient assis ou trouvés, pourvu qu'au temps de l'obligation, ils fussent demeurans au dedans du destroit et juridiction où lesdits sceaux sont authentiques. »

Mais la pratique résistait toujours, et, à en juger par un édit de Henri II de septembre 1555 (2), sa résistance ne devait même point manquer de vigueur.

Le Roi, dans cet édit, signale, en les regrettant, l'inob-

(1) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. XII, p. 600.

(2) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. XIII, p. 459.

servation de l'ordonnance précitée, « de feu son très honoré seigneur et père, et la désobéissance des cours souveraines : lesquelles y ont eu si peu de regard, qu'à présent il n'y a huissiers, sergens, ni autre qui puisse exécuter aucuns arrêts, décrets, ni provision de nostre dit privé et grand conseil, parce qu'ils sont contraints présenter requête pour avoir les dites permissions... »

Aussi a-t-il hâte de réagir à son tour :

« Sçavoir faisons... que toutes interdictions, évocations, arrests, décrets, commissions exécutoires et autres choses qui seront décernées par nostre dit privé et grand conseil, et pareillement toutes lettres scellées au scel de nostre chancellerie estant les nous, seront exécutoire par tout nostredict royaume, pays, terres et seigneuries de notre obéissance, sans que les parties, huissiers, sergens ni autres commissaires soient tenus demander aucune provision, congé, ne annexe à nosdites cours souveraines n'y autres juges quelconques... » « ne seront tenus les présenter à nos dites cours, ni autres juges, ne leur demander aucune permission... » etc.

Et l'on trouve encore, dans les années qui suivent, nombre d'ordonnances rendues dans le même but.

La fréquence de ces dispositions prouve combien la lutte était vive, d'une part entre l'autorité royale, — soucieuse d'améliorer l'administration de la justice en simplifiant les règles de la procédure, désireuse surtout de réaliser à son profit l'unité de souveraineté en rangeant sous sa dépendance toutes les juridictions du pays, — et ces

juridictions mêmes d'autre part, jalouse de leur indépendance et de leurs anciennes prérogatives.

L'ordonnance de 1560, rédigée par le Chancelier de l'Hôpital, décida comme les précédentes, que tous jugements et arrêts seraient exécutoires dans tout le royaume, sans visa ni pareatis. En outre le principe de la souveraineté royale s'y trouve exprimé avec une netteté particulière. « Considérant », y est-il dit en effet, « que tout ce « qui est faict par nos dictes cours et juges est faict sous « nos noms et autorité, et partant doit estre exécuté « par tout nostre royaume et pays de nostre « obéissance... », etc. D'autre part, les sentences et jugements des juges consuls furent déclarés exécutoires dans tout le royaume sans pareatis, par un édit de novembre 1563 (art. 9), suivi d'une déclaration du 28 avril 1565 (1).

C'est ce qui eut lieu également pour les jugements de la conservation des foires de Lyon, suivant l'art 9 de l'ordonnance de 1669 :

« Les sentences et jugements des dits prévôt des marchands et échevins, juges conservateurs, deffinitifs ou provisionnels — de notre bonne ville de Lyon — seront exécutés dans toute l'étendue de notre royaume, sans visa ni pareatis, de même que si les dits sentences et jugemens

(1) Une ordonnance de 1670 et un édit de 1695, décidèrent de même, la première (tit. X, art. 12) pour les décrets en matière criminelle, le second (art. 44) pour les sentences des juges d'église. (V. l'ordonnance dans le recueil des *Anciennes lois françaises* d'Isambert, à la p. 371 du t. xviii — et l'édit, au même recueil, t. xx, p. 243.)

étaient scellés de notre grand sceau, défendons à nos cours de Parlement, sièges présidiaux, et à tous autres juges, d'y apporter aucun empêchement... »

Mais toutes ces tentatives, y compris celle de l'ordonnance de Blois de 1579 (art. 172), demeurèrent à peu près stériles, du moins relativement aux arrêts et jugements des tribunaux ordinaires.

Au contraire les dispositions de la grande ordonnance de janvier 1629 (1) paraissent avoir reçu application, au moins en certaines parties. Trois articles importants concernent notre sujet : les deux premiers (art. 119 et 120) sont ainsi conçus.

Article 119. — « Défendons aux seigneurs justiciers, empêcher nos huissiers et sergens d'exploiter nos mandemens, de nos juges, et autres actes de justice, sans que les dits sergens soient tenus de demander permission aux dits seigneurs ou leurs juges, et ce à peine de privation de leurs fiefs et justice, et plus grande privation s'il y échet. »

Article 120. — « Nos juges ne refuseront pareatis aux officiers des seigneurs pour ce qui dépend des justices des dits seigneurs et les donneront gratuitement et sans prendre connaissance de cause et ouïr les parties contre lesquelles l'exécution devra être faite. »

Quant au troisième (art. 121), il contient la disposition fameuse relative aux jugements rendus et aux actes pas-

(1) *Anciennes lois françaises*. Recueil Isambert, t. xvi, p. 223.

sés à l'étranger. Il est facile d'en comprendre la rigueur : en effet si la force exécutoire des jugements était limitée en France, à fortiori devait-elle être refusée aux jugements et actes étrangers : *Article 121*. « Les jugements rendus, contrats ou obligations reçus des royaumes et souverainetés étrangères pour quelque cause que ce soit, n'auront aucune hypothèque ni exécution en notre dit royaume, ains tiendront les contrats lieu de simples promesses, et nonobstant les jugements, nos sujets contre lesquels ils auront été rendus pourront de nouveau débattre leurs droits comme entiers par devant nos officiers. »

Les deux autres dispositions qui nous intéressent plus spécialement ici paraissent, avons-nous dit, avoir reçu quelque exécution. Il est permis de croire en effet qu'elles ont dû vaincre tout au moins l'opposition des seigneurs, sinon celle des parlements.

Nous en trouvons la preuve dans l'ordonnance de Louis XIV de 1667 (1), qui, ne se préoccupant plus des seigneurs justiciers — dont il était parlé dans l'ordonnance de 1629 — semble bien n'avoir pour but que de vaincre la résistance des parlements :

« Tous arrêts, dit l'art. 6 du titre 27, seront exécutés dans toute l'étendue de notre royaume en vertu d'un pareatis du grand sceau, sans qu'il soit besoin de demander aucune permission à nos Cours de Parlement, Baillis, Sénéchaux et autres juges, dans le ressort ou détroit des-

(1) *Anciennes lois françaises*. Recueil Isambert, t. xviii, p. 103.

quels on les voudra faire exécuter. Et en cas que quelques-unes de nos cours ou sièges en empêchent l'exécution, et qu'ils rendent quelques arrêts, jugements, ou ordonnances portant défense ou surséance de les exécuter, voulons que le rapporteur et celui qui aura présidé, soient tenus solidairement des condamnations portées par les arrêts dont ils auront retardé ou empêché l'exécution, — et des dommages-intérêts de la Partie, et qu'ils soient solidairement condamnés en 200 livres d'amende envers nous : de laquelle contravention nous réservons la connaissance à Nous et à notre Conseil. — Sera néanmoins permis aux Parties et Exécuteurs des arrêts hors l'étendue des Parlements et cours où ils auront été rendus, de prendre ces Pareatis en la Chancellerie du Parlement où ils devront être exécutés, que le Garde des Sceaux des dites Chancelleries seront tenus de sceller à peine d'interdiction sans entrer en connaissance de cause. Pourront même les parties prendre une permission du juge des lieux au bas d'une requête, sans être tenues de prendre en ce cas ce Pareatis au Grand Sceau et petites Chancelleries. Mandons à nos Gouverneurs et Lieutenants-Généraux de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, sur la simple représentation des Pareatis, ou de la permission des Juges des lieux. »

Quel progrès en somme se trouvait réalisé à la fin de l'ancien droit, en matière d'exécution forcée des jugements et arrêts ?

L'ordonnance de 1667, nous l'avons vu, donnait aux

parties le choix entre trois moyens : ou bien obtenir un *pareatis* du grand sceau, qui devait permettre l'exécution directe dans tout le royaume ; ou bien se munir d'un *pareatis* de la Chancellerie du Parlement du lieu d'exécution, ou enfin demander simplement par voie de requête, la permission du juge de ce lieu. Seulement, dans ces deux derniers cas, la permission n'avait d'effet, que dans le ressort de la juridiction qui l'avait accordée.

En sorte que si le pouvoir royal avait fini par faire reconnaître l'autorité souveraine de son sceau dans toute l'étendue du royaume, il n'était pas encore parvenu à établir l'unité, à faire triompher l'idée que la justice est rendue au nom de l'autorité suprême par ceux qui la représentent ; idée d'où il suit, que toute sentence doit porter avec elle l'ordre adressé par l'autorité souveraine à ses propres agents, d'en assurer, par la force au besoin, l'exécution directe, afin — suivant les termes de l'ordonnance de 1466 — « d'entretenir le pays en bonne paix, union et tranquillité ».

Nous verrons comment cette réforme fut accomplie dans le droit intermédiaire ; quoi qu'il en soit, tout jugement, c'est-à-dire toute « décision rendue sur une contestation, par une autorité régulièrement établie, et ayant pouvoir à cet effet, » formait donc déjà, dans notre ancien droit, un titre exécutoire, quelle que fût la juridiction dont il émanât : justice royale, seigneuriale ou municipale.

Les juridictions ecclésiastiques même rendaient des sentences qu'il n'était point en leur pouvoir de faire exécuter, mais qui avaient cependant autorité de chose jugée

pour les matières de la compétence ecclésiastique. L'exécution en était confiée aux officiers laïcs. — Tancrède (*De judiciorum ordine*) dit : « Nota quod si judex ecclesiasticus sententiam suam exequi non potest, judex saecularis eam exequi tenetur » (1). Au reste l'article 24 de l'ordonnance de février 1560 avait ordonné aux officiers royaux de prêter main forte à l'exécution des sentences des tribunaux ecclésiastiques. Il leur était interdit en même temps de prendre connaissance du fond.

Un édit déjà signalé vint, en 1695, et dans son article 44, édicter les mêmes prescriptions : « Les sentences et jugements sujets à exécution, et les décrets décernés par les juges d'église seront exécutés en vertu de notre présente ordonnance, sans qu'il soit besoin de prendre pour cet effet aucun pareatis de nos juges, ni de ceux des seigneurs ayant justice : leur enjoignons de donner main forte et toute aide et secours dont ils seront requis, sans prendre aucune connaissance des dits jugements (2) ». Toutefois, et ainsi que cela résulte d'un arrêt de la grand' chambre du 1^{er} décembre 1744, ainsi que de l'affirmation de Pothier, au n° 441 de son *Traité de procédure*, la permission du juge laïc fut toujours jugée nécessaire par la jurisprudence des Parlements.

Une autre condition de la mise à exécution des juge-

(1) TANCRÈDE. *De ordine judiciorum*. — V. le *Tractatus universi juris*, t. III, 1^{re} partie, p. 69 au verso. au chapitre : De exequutione sententiæ.

(2) Voir la note de la page 38.

ments en général était qu'ils ne fussent point frappés d'appel, s'ils étaient contradictoires, ou d'opposition, s'ils étaient rendus par défaut. Cependant la théorie de l'exécution provisoire n'avait pas tardé à apparaître ; et, dès la fin du xv^e siècle, des ordonnances fixèrent des cas où il y avait lieu de l'appliquer. C'est ainsi que, tantôt à raison de la nature spéciale de la demande, par exemple : dot, confection d'inventaire, dation de tutelle, interdiction, réfection de ponts de passage, salaires ou loyers de serviteurs, pour trois ans et au-dessous (1), tantôt à raison de la nature de la juridiction et du montant de la condamnation (sentences du prévôt des marchands de Paris n'excédant pas 16 livres (2), sentences arbitrales (3), etc.) l'exécution fut permise nonobstant exécution ou appel.

A côté des jugements des juridictions ordinaires, nous trouvons, comme titres exécutoires de l'ancien droit, les sentences des arbitres.

Ce fut là une innovation. En effet le même principe n'existait pas en droit romain, où l'on était obligé de poursuivre en justice, et par les voies ordinaires, le paiement de la somme stipulée dans le compromis à titre de peine.

La coutume de Toulouse (4) (pays de droit écrit) rédigée en 1283, nous apprend dans sa première partie, et au chapitre : « Rubricae de executione sententiarum arbitrorum » :

(1) Ordonnance de 1498 (*Anciennes lois françaises*, Recueil d'Isambert, t. xi, p. 356, art. 80).

(2) Edit de décembre 1546 (même Recueil, t. xii, p. 919).

(3) Ordonnance de 1560 (même Recueil, t. xiv, p. 49).

(4) *Coutumier général* de Bourdot de Richebourg, t. iv, p. 1037.

« Quod consules Tolosæ sententias latas ab arbitris mandant executioni. »

La cour des consuls, sans examiner le fond, recherchait si l'affaire était de celles où le compromis fût permis et si la sentence ne contenait rien de contraire à « l'honnêteté publique ». Elle délivrait donc un véritable exequatur, et l'exécution pouvait aussitôt avoir lieu. Il n'y avait pas à s'inquiéter d'une confirmation expresse ou tacite de la sentence par les parties : seule, l'allégation d'un paiement ou d'un pacte de *non petendo*, émanée de l'adversaire, avait un effet dilatoire. Les sentences arbitrales apparaissent aussi comme constituant de véritables titres exécutoires, dans le traité précité de Tancrède (*De judiciorum ordine*) ; mais, conformément au droit romain dont l'ouvrage s'inspire, il ne s'agit là que du cas où une peine a été stipulée, ou du cas où les parties ont confirmé la sentence.

Au contraire un ouvrage postérieur d'Antonius de Canario (1), *De instrumentorum executione*, affirme davantage : « Hoc patet in simili in sententia arbitri, quod habet executionem paratam... » Et une constitution d'Innocent III (2) prescrit la mise à exécution d'une sentence arbitrale pourvu que le compromis ait été régulièrement fait.

(1) *Tractatus universi juris*, t. v, p. 40, n° 68.

(2) V. le *Corpus Juris Canonici*, aux Décrets de Grégoire IX, liv. I, lit. 43, *de arbitris*. ch. 9.

Ainsi donc, ces décisions avaient fini par acquérir la force exécutoire.

L'habitude s'était d'ailleurs répandue de les faire confirmer par les juges royaux avant de procéder à leur exécution. Plusieurs ordonnances intervinrent, qui finirent par proclamer que les sentences arbitrales seraient revêtues de la force parée, au même titre que tous autres jugements.

L'ordonnance de 1560 (1) est particulièrement instructive à cet égard « ... Au regard des compromis et arbitrages, notre très honoré seigneur et bysayeul, le roy Loys douzième, aurait ordonné que toutes parties qui auront compromis en arbitre avec peine, pourront des sentences par eux données appelées devant le juge ordinaire. Et où les dites sentences seroient confirmées, en ce cas ne soit l'appel reçu, sinon en payant préalablement la peine apposée en l'arbitrage, sauf à icelle recouvrer (s'il étoit dit) en fin de cause : laquelle ordonnance a esté faite pour abréviation des procez. Toutefois par la malice des hommes l'effect a esté du tout contraire à l'intention de la dicte ordonnance, qui n'apporte que plus grande longueur de procez, et au lieu d'un appellation en fait deux.

« Pour ce est-il que nous désirans singulièrement oster et abrégier les procez, la longueur desquels ruyne et destruit nos subjets, avons par nostre édict confirmé et autorisé, confirmons et autorisons tous jugemens donnez sur

(1) V. la note 3 de la page 44

les compromis n'y eust aucune peine apposée, voulant qu'ils ayent telle force et telle vertu que les sentences données par juges, et que contre iceulx nul soit receu appellant, que préalablement ils ne soient entièrement exécutez, tant en principal et despens, qu'en la peine, si peine y auroit été apposée, sans espérance d'icelle peine recouvrer, ores que la sentence fust infirmée en tout ou en partie. Et sera le dit appel desdits arbitres ou arbitrateurs relevé en nos cours souveraines, sinon qu'il fust question de choses, dont les juges présidiaux peuvent juger en dernier ressort : auquel cas sera le dit appel relevé par devant eux. »

Toutefois, il y a lieu de supposer que cette décision, malgré les termes absolus qu'elle emploie et qui se retrouvent dans certains coutumiers (1), ne fut pas rigoureusement observée. En pratique on dut toujours exiger une sorte d'homologation de la sentence arbitrale. Le coutumier du duché de Bouillon de 1628 l'indique dans l'article 6 de son chapitre VII, et, d'autre part, Pothier, au n° 329 de son *Traité de procédure civile*, tout en reconnaissant que les juges n'ont pas à examiner le fond du litige, nous confirme dans cette opinion. Enfin, en matière commerciale, quand il s'agissait de contestations réglées entre associés, l'ordonnance de 1673 nous apprend qu'il y avait lieu à homologation de la sentence et que cette homologation était donnée par les juges Consuls.

(1) Ordonnances de Metz et pays Messin, art. 108 (v. le *Coutumier* de Bourdot de Richebourg, t. II, p. 382).

SECTION II

DES ACTES NOTARIÉS. — LEUR ORIGINE ET LEUR DÉVELOPPEMENT

On sait quel précieux avantage est assuré au créancier possesseur d'un acte ayant force parée, lui permettant de faire exécuter, « manu militari » au besoin, les conventions arrêtées avec son débiteur et constatées dans son titre, de la même manière qu'il lui serait possible d'agir en vertu d'un jugement.

Mais si, comme nous l'avons déjà dit, l'ordre public exige que l'on ne puisse se faire justice à soi-même, il lui importe aussi que la force publique ne soit pas mise mal à propos en mouvement ; et c'est pourquoi les titres qui permettent de requérir son concours ne sauraient être accordés sans certaines garanties préalables. Les lois de la procédure assurent à ce point de vue, toute valeur aux jugements et aux arrêts ; quant aux actes notariés, ils n'ont pas été pour le législateur l'objet d'une moindre attention.

L'origine de ces actes, les premières phases de leur développement, tels sont les points que nous avons l'intention d'exposer à cet endroit.

C'est en Italie, que furent établis tout d'abord les principes de la procédure exécutoire moderne.

Les coutumes germaniques s'y étaient, après les invasions, rapidement répandues ; et certaines d'entre elles, en matière d'exécution forcée notamment, qui répondaient

mieux aux nécessités sociales que les règles compliquées du droit romain, avaient pris une extension particulière.

De sorte qu'à partir du ^x^e siècle environ, alors que l'étude et l'application du droit romain reprirent une nouvelle vigueur, il y eut, entre la science romaine du droit, et les coutumes juridiques des Germains, une lutte dont ni l'un ni l'autre de ces deux éléments ne devait au reste sortir entièrement vainqueur. Ils se pénétrèrent réciproquement, et la législation qui s'établit alors, témoigne, sur bien des points, de cette double influence.

Comme on n'osait point répudier ouvertement le droit romain, on s'efforçait, lorsque ses prescriptions étaient gênantes, d'en éviter l'application par des clauses spéciales, dont la rédaction était laissée à l'ingéniosité des praticiens. Et c'est ainsi que l'institution du notariat, dont une école se trouvait au ^{xii}^e siècle à Bologne, à côté de la célèbre école de droit, devait contribuer à donner plus de force encore à cette pratique, les notaires de ce temps paraissant avoir eu pour mission principale de trouver et d'appliquer des clauses de ce genre.

A cette époque, d'ailleurs, la plupart des cités italiennes elles-mêmes se donnèrent des statuts particuliers, destinés à consacrer des usages que pouvait réprouver la théorie, mais que consacrait la coutume.

En matière d'exécution forcée surtout, les nécessités du commerce, avaient fait vivement désirer l'avènement d'une procédure plus rapide, et c'est de ce besoin que

devait naître la théorie des actes notariés ayant force exécutoire.

La nouvelle procédure paraît avoir eu son origine dans les statuts des villes de Toscane. On en retrouve ensuite la trace dans ceux des cités lombardes ; puis elle se répandit dans l'Italie entière, gagna l'Espagne et la France, et s'introduisit enfin en Allemagne. Cette théorie fut l'une des manifestations les plus curieuses de la subtilité des juriconsultes de l'époque.

La pratique réclamant la possibilité d'une exécution sans jugement préalable, on avait bien imaginé tout d'abord d'insérer dans les contrats, la constitution, par le débiteur, d'un mandataire irrévocable ayant pouvoir de passer condamnation en jugement et de recevoir commandement de payer. Ainsi le créancier était assuré d'obtenir cette condamnation, sans que le débiteur pût faire naître de difficultés. Mais il fallait quand même qu'il y eût jugement, et c'est pourquoi l'on se mit en quête d'un autre expédient.

C'est alors qu'on eut l'idée de songer à la théorie romaine de la *confessio in jure*. On sait qu'en droit romain, le défendeur qui reconnaissait *in jure* le droit de son adversaire, était assimilé au *judicatus* ; de telle sorte que son aveu suffisait à l'obliger envers le demandeur, de la même manière que si celui-ci avait obtenu un jugement de condamnation à son profit personnel. Le défendeur se condamnait en quelque sorte lui-même.

« *Confessus pro judicato est, qui quodammodo sua sen-*

tentia damnatur (1). » Les jurisconsultes du moyen-âge, s'inspirant de cette solution, et commettant une confusion sans doute intentionnelle, transportèrent l'application de la théorie, du cas de reconnaissance du droit de l'adversaire faite en justice et au cours d'un procès, au cas d'une reconnaissance anticipée, survenant avant même qu'il soit question d'exercer le droit et d'exiger le paiement. L'usage suivant s'établit donc : Les parties se rendaient devant le juge assisté d'un tabellion. Là, le débiteur reconnaissait par avance et en dehors de tout procès, le bien fondé du droit du créancier ; puis, sur cet aveu, il était — également par avance — condamné aussitôt à l'exécution de ses obligations. C'est ainsi que le créancier pouvait se constituer un titre exécutoire, et nous avons de nombreux textes relatifs à la procédure qui vient d'être exposée.

Voici par exemple les termes dans lesquels Pierre de Belle Perche (fin du xiii^e siècle) commente la constitution unique « De confessis » :

« Quacritur de confessione per modum jurisdictionis voluntariæ. Indigeo pecunia ; dico : « Mutues mihi decem, et confitebor ; vado ad officialem, et confiteor quod teneor tibi in decem. Non reperio legem loquentem, tamen non est necessaria sententia ; sed sic vides consuetudinem fiendam, et minime sunt immutanda. » (« Petri A Bella Pertica jurisconsulti vetustissimi ac subtilissimi, repetitiones in aliquot divi justiniani Imp. Cod. Leges » page 142 au n^o 11).

(1) PAUL. — *Au Digeste*, livre XLII, titre II, fragment 1.

Mais le notaire, qui n'était au début qu'un simple greffier, chargé de constater l'avou fait devant le magistrat, le reçut bientôt lui-même. Il fut ainsi considéré comme un véritable juge : « Istud praeceptum debet esse factum per notarium effectum judicem chartularium . . . Si esset notarius tantum, ipse non possit praecipere guarentigiam, considerato quod officium tabellionis est solum scribere factum de quo ipse rogatur, et ulterius non se debet ingerere. (1) ».

C'est ce que nous dit aussi Loyseau : « Depuis, pour abrégér encore cette cérémonie inutile, on inventa les contrats garantigiez (2) ou Confessionnez ; au contrat desquels l'obligé, après avoir confessé et s'être soumis au paiement, y estoit à l'instant condamné de son consentement par le notaire qui est appelé pour cette cause « judex chartularius », et portoit le contract que les parties seroient estées à droict par devant luy ; de là vient qu'encore certains notaires mettent que les parties sont comparues par-devant eux, comme en droict jugement ; et est ceste pratique tirée de la loy unique au Code, De Confessis, où elle est traitée par les interprètes et principalement par le docte praticien Faber. »

Mais pour arriver à ce résultat, la doctrine et l'inter-

(1) BENEDICTUS DE BARZIS. — « De guarent igiis » ; v. *Tractatus universi juris*, t. vi, partie 2, p. 340, à la question 1.

(2) DU CANGE. — V^o Guarentigia.

GAARENTIGIA. — Nihil aliud est, quam summissio quaedam facta ab eo, qui se debitorem constituit tabellioni tanquam judici, et quod ipse scripserit ratione debiti, sit ad instar sententiae.

prétation étaient évidemment insuffisantes ; un texte de loi était nécessaire : « Notarius facit hoc præceptum ex auctoritate statuti sibi concedentis facultatem præcipiendi (1). »

C'était précisément ce qu'avaient fait les villes d'Italie, dans leurs statuts municipaux, et c'est ce qui se retrouva de bonne heure en France, dans la plupart des chartes communales octroyées aux villes du Midi. Il y était dit que les actes passés devant les notaires, devaient avoir la même force que les actes publics.

« Instrumenta publica facta per notarios dictæ villæ auctoritatem habeant per nos vel bajulos nostros et consules dictæ villæ positos ; et illam vim habeant et obtineant quam publica obtinent instrumenta. » (Charte de Lunas 1312, art. 50.)

Les chartes de Villefranche de Périgord (art. 35), de Grenade (art. 15), celle du comté d'Armagnac (art. 19), comprenaient une clause de même genre (2).

Dans les pays du Nord, un usage semblable s'établissait à la même époque. Les *Établissements de Saint Louis* (livre II, ch. XL) nous indiquent comment :

« De dete conneue et prouvée, l'en doit le deteur por-foneier quand il ne veut fere paiement.

Quand aucuns est cognoissans en droit que il doit aucune somme d'argent à aucune personne, et seur ladite

(1) BENEDICTUS DE BARZIS. — *Op. cit.*

(2). Ordonnances des Rois de France, *Recueil* d'Eusèbe de Laurrière, tome III, page 203, art. 35 — tome IV, page 23, art. 15 — tome VIII, page 95, art. 19.

cognoissance li détières en ait données lettres de prévost ou d'aucune autre justice ordinaire, et il soit défaillans du paiement au terme nommé, et cil viegne à la justice plaintif pour enteriner sa lettre en fesant paiement, la justice doit mander à celi que il paie, et le doit porforcier selon droict escrit « des exécutions de choses jugiées, » en la seconde loy en la fin, et le code, en autre lieu, » des transactions », en la loy « si causa cognita » et, en la Digeste, de chose jugiée, « en la loy qui commence « Divo Pio ». Se il ne veut monstrier paiement ou quittance, ou aloignement de terme, lors doit estre ois de la justice, et li doit l'en mettre pour souffisant, selon l'usage de la court laïe, à prouver s'entencion, et se il défaut de preieve, la justice le doit porforcier par la prise de ses choses, si comme il est dit dessus. »

Tout d'abord, on comparut donc devant le juge lui-même, prévôt ou bailli.

Ce magistrat recevait l'aveu que le débiteur faisait du droit du créancier ; enfin l'aveu était constaté dans un acte spécial, où l'on relatait également que le débiteur renonçait à être jugé et se soumettait à l'exécution directe. Tous ces éléments de l'exécution parée sont nettement indiqués dans les actes de l'époque, qui sont rédigés par les notaires, mais dans lesquels il est encore déclaré que les parties comparaissent devant le magistrat, et dont l'intitulé porte le nom de ce dernier.

A titre d'exemple, nous citerons : une quittance de

l'an 1284, et un passage de lettre d'amortissement de l'an 1304.

La quittance (1) est ainsi conçue :

« A tous ceus qui ces présentes lettres verront, Gile de Compiègne, Garde de la Prévosté de Paris, salut ;

« Nous faisons asavoir que par devant nous vint mestre Pierre Lemire, bourgeois de Paris ; affirma et reconnut en droit lui avoir eu et reçu, etc... »

Et elle se termine : « Et promet par son serement ledit mestre Pierre, que encontre cette quittance ne vendra ne venir fera par aucun droit ou par aucune raison ou temps à venir. Et quant à ce tenir et garder fermement et de non venir encontre ledit mestre Pierre a obligié et sousmis lui, ses hoirs et tous leurs biens, meubles et non meubles, présens et avenir, où qu'ils soient, à jousticier par le prévost de Paris. En tesmoins de ce nous avons mis en ces lettres le scel de la prévosté de Paris. »

Quant aux lettres d'amortissement elles ne sont pas moins explicites :

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Pierres li Jumiaus, Garde de la Prévosté de Paris, salut : Nous faisons assavoir que par devant nous « pour ce personnellement établi en jugement » Gauthier de Broisselles, panetier le Roy, et Marguerite sa fame, en regart de pitié et pour le remède de leurs âmes et pour l'oneur du benoist confessor monsieur Saint Loys, vouldrent et octroièrent....

(1) Cet acte, ainsi que les suivants, ont été publiés par M. Dareste en 1849. (V. Bibliothèque de l'école des Chartes, 3^e série, t. 1^{er}, p. 452.)

promettans de bonne foy par devant nous que contre les choses devant dites par eux ou par autres ne veudront ne venir feront à nul jour... Obligian eus, leurs hoirs, leurs successeurs, et tous leurs biens espécialement et expressement quant à ce. En tesmoing de ce, nous, à la requeste desdits Gautier et Marguerite, sa fame, avons mis en ces présentes lettres le scel de la Prévosté de Paris. »

La formule exécutoire apparait donc déjà avec une certaine netteté, dans ces titres dont l'autorité publique proclame l'authenticité.

En outre, le rôle des notaires ne devait pas tarder à prendre plus d'importance.

En effet, s'il est vrai qu'ils reçoivent encore les déclarations des parties, au nom du magistrat, c'est du moins devant eux-mêmes que la comparution est relatée avoir eu lieu.

Pour en fournir la preuve, et donner une idée assez complète des actes notariés de cette nouvelle époque, on nous permettra d'apporter ici le texte de quelques-uns d'entre eux.

Voici par exemple un acte de vente de 1317.

« A tous ceus qui ces lettres verront, Henri de Taperel, Garde de la Prévosté de Paris, salut : Sachent tuit que pardevant Adam de Fresnes et Estienne de Montigny, clercs notaires jurés establis de par le Roy nostre Seigneur, au Chastelet de Paris, ausquien nous adjoutons plénière foi en ce cas et en greigneur, et à ce espécialement de par nous et en lieu de nous Commis, députés et envoiés,

furent présens Jehan le Chambellenc, escuier et demoiselle Katherine, sa fame, et « recognurent » de leurs bonnes volontés sans fraude, decevance ou erreur eus avoir vendu....

Comme sanction de l'obligation qu'ils contractent expressement, les vendeurs renoncent aux voies ordinaires, et soumettent tous leurs biens à l'exécution directe.

« Et promirrent lesdits vendeurs par leurs seremens et par la foi de leurs cors donnée en la main desdits clerics jurés, que eus contre ladite vente et quittance, ne vendront par eus ne par autres ou temps à venir, par raison d'éritage, de conquête, de douaire, de don fait pour nous par nul engin, art ou cautèle, ou par autre droit quel que il soit, commun ou spécial...

Quant à l'acheteur, à ses hoirs et à ceus qui ont ou auront cause de lui, ils garantiront, délivreront et deffendront envers tous et contre tous, en jugement et dehors, toutes fois que mestier en sera et qu'ils en seront requis, à leurs propres coûs, périls et despens, aus us et aus coutumes de France...

... « Et pour droite garantie porter de la vente dessus dite, cous, damages, mises, dépens et intérêts restorer, tenir et garder fermement et loiaument accomplir et de non venir encontre, lesdis vendeurs ont obligié chacun pour le tout au dit acheteur, à ses hoirs et à ceus qui auront cause de lui, eus et leurs hoirs, tous leurs biens et de leurs hoirs, meubles et non meubles, présens et avenir, où que ils soient trouvés, à champ ou à ville, pour

prendre, saisir, arrester partout, vendre et despendre à tel fieur tel vente, sans eus appeler, sans demander quarantaine ou autre délai, sans proposer raisons ne defenses aucunes pour ces lettres du tout en tout entériner. Et se soumirent quant à ce à la juridiction de la prévosté de Paris, en quelconque lieu que ils se transportent. Et renoncièrent en ce fait lesdis vendeurs par leurs disèremens et foy par devant lesdits clerks jurés à tous engins, barras, fraudes, lésions et dévevances.....
ladite Katherine au bénéfice du Sénat consult Velleyan, et à l'epistre di divi Adrian.....

« En tesmoing de laquelle chose, nous à la relacion
 « desdis elers jurés qui nous rapportèrent concordamment
 « par vive vois et par leurs séremens les choses dessus
 « dites, avoir esté accordées en leur présence, avons mis
 « en ces lettres le scel de la Prévosté de Paris ; le dimanche
 « jour de Pasques Flories l'an de grâce mil trois cens dis
 « et sept. »

MONTIGNY.

FRESNES.

A noter également un autre acte de vente de l'année 1316 passé par devant Jehan de Montfreare et Estienne de Montigny, et dans lequel le vendeur consent expressément à ce que, le cas de garantie échéant, l'acheteur agisse directement contre lui par voie d'exécution. C'est une véritable clause de voie parée.

« En sur que tous lesdis vendeurs establirent par
 « devant lesdis clerks jurés le porteur de ces lettres

« leur procureur et message espécial comme en [sa chose
 « propre, quant à la vendue et distraccion faire d'iceux
 « biens ».

Enfin nous citerons un bail de 1355 :

« A tous ceus qui ces lettres verront ou oïront, Guil-
 « laume Staise, garde de la Prévosté de Paris, salut.
 « Savoir faisons que pardevant Jacques de Saint-Denis
 « et Jehan de Poissy clercs notaires jurés du Roy.....
 «fu pour ce personnellement établi Perrin le Nor-
 « mant.....lequel de son bon gré.....reconnut et con-
 « fessa pardevant lesdis notaires jurés comme pardevant
 « nous en jugement.....
 «Et promist par son sérement et par la foy de son
 « corps pour ce baillée corporelment ès-mains des dis
 « notaires jurés comme en la nostre, que contre les choses
 « dessus dites.....il n'ira ne aller fera.....Et quant à ce
 « tenir fermement et loyalement accomplir.....le dit
 « Perrin le Normant a obligié, sousmis et delessié par
 « devant lesdis notaires jurés, comme pardevant nous en
 « jugement, soy, ses hoirs, tous ses biens et les biens
 « tous ses hoirs.....à justicier par le prevost de Paris et
 « par toutes autres justices sous qui juridiction ils seront
 « et pourront estre trouvés pour ces lettres du tout enté-
 « riner..... En tesmoing de ce, nous.....avons mis en
 « ces lettres...le scel de la Prévosté...etc. »

J. POISSY.

J. DE SAINT-DENIS.

Avec l'aveu du droit de l'adversaire et la garantie donnée de « ne venir encontre » les engagements pris, l'apposition du sceau était un des éléments essentiels des actes notariés.

De même en effet que, pour les particuliers, le sceau confirmait la teneur des écrits au bas desquels il se trouvait apposé au lieu de signature, de même, le sceau de l'autorité compétente, — dont se trouvaient revêtus les actes des notaires — affirmait que cette autorité approuvait les dispositions relatées, et que ses agents concourraient au besoin à leur exécution.

D'autre part — et surtout à cette époque où les diverses juridictions étaient indépendantes les unes des autres — il y avait autant de sceaux que de juridictions, et l'apposition de ces différents sceaux était loin d'avoir partout la même efficacité. C'est ainsi que Beaumanoir, dans ses coutumes du Beauvoisis, au chapitre 35, dans lequel il traite des différentes espèces de lettres, parle de celles qu'il est possible de passer sous le sceau des seigneurs, mais recommande aussitôt de se présenter de préférence devant le bailli, afin d'obtenir une lettre de baillie et « por ce qu'elle est plus seure et plus isnelement mise à exécution. »

Et plus loin il ajoute :

« Quiconque s'est obligé par aucune lettre de baillie...
« il n'i convient pas ajornements ne commandement fere
« d'aemplir les; ançois sitost que li sovrains voit la
« teneur de la letre, il le doit faire aemplir sans délai. »

Le sceau du chancelier, administrateur du pouvoir judiciaire du Roi, était évidemment celui dont l'autorité était la plus grande, et l'usage s'était affectivement répandu très vite de s'obliger sous le sceau du Roi.

A cet effet, certaines cours de provinces avaient tout d'abord été investies du petit sceau royal; puis l'on créa des officiers ayant pour mission spéciale d'apposer le sceau sur les contrats. Ce furent les garde-scel ou scelleurs. Ils agissaient, dans leurs fonctions, au nom du Roi, et comme délégué du Chancelier de France.

Leur importance s'accrut, leur nombre augmenta, à mesure que la royauté se fut attachée, surtout depuis Philippe le Bel, à étendre son pouvoir, et à faire prédominer l'autorité de son sceau.

Nous avons déjà indiqué, dans la section précédente, la lutte qu'elle eut à soutenir à cet effet, et nous avons déjà cité la fameuse ordonnance de Villers-Cotterets de 1539. Ses articles 65 et 66 réglèrent d'une façon générale l'importante question qui nous occupe, et qui avait été à peu près abandonnée jusque là à l'interprétation des juriscultes et aux dispositions des statuts.

On sait qu'ils décidèrent que toutes les lettres obligatoires passées sous le scel royal seraient exécutoires par tout le royaume, tandis que celles passées sous le sceau d'une autre juridiction ne seraient exécutoires, dans l'endroit où les obligés ou leurs héritiers se trouveraient au moment de l'exécution, qu'autant que ces obligés auraient, au

moment du contrat, demeuré dans les limites de cette juridiction.

Les seigneurs justiciers ne furent point sans s'émouvoir d'une telle disposition ; et plus d'un passage des anciens auteurs témoigne du ressentiment qu'ils durent éprouver, de la faveur ainsi accordée aux officiers royaux. « Tout cela, dit Coquille (1), dépend de ceste ancienne cabale des « officiers royaux, pour abaisser la juridiction des seigneurs et exalter la royale, iacoit que, selon les règles « du droict, ce qui est de juridiction volontaire, puisse « être expédié par le juge hors de son territoire. »

Ainsi, et bien que l'usage des « lettres confectées sous le scel royal » eût pris une rapide extension, on employait aussi d'autres sceaux judiciaires reconnus légitimes. Les ducs de Bourgogne avaient par exemple obtenu, par privilège royal, le droit d'avoir un chancelier spécial. C'est ainsi que, dans toute l'étendue de ce duché, les scelleurs inférieurs faisaient dériver leur pouvoir de la Chancellerie du duc, et qu'il est dit à l'article 151 de la coutume de Bourgogne : « Se aucun est obligiez sous le scel de Monseigneur, l'on le gaigiera et exécutera nonobstant quelcumques causes qu'il die (2). »

Les fonctions de notaire et celles de scelleur avaient d'abord été distinctes : l'acte recevait l'authenticité du

(1) Coutume du Nivernais. Des exceptions, art. 3.

(2) Ordonnances de 1328 et 1345 (Rec. de Laurière, t. II, p. 21 et 233) constatant la force exécutoire du sceau de Montpellier et aussi : Ord. de 1411 sur le style de la cour de Saint-Marcellin (Même recueil, t. IX, p. 599, etc.).

notaire, et le scelleur achevait ensuite de lui donner la force exécutoire.

Une ordonnance du 2 août 1708 décida que les notaires scelleraient eux-mêmes les actes passés devant eux. Ce fut la dernière phase de leur histoire : ils étaient bien devenus les *judices chartularii*, que les statuts des anciennes cités italiennes avaient créés, et auxquels notre ancien droit avait progressivement donné les mêmes attributions (1).

Appendice.

A la question générale des titres exécutoires dans l'ancien droit français, se rattachent trois autres questions que nous groupons dans cet appendice, et que nous allons examiner successivement.

Elles ont trait :

(1) L'apposition du sceau perdit son importance primitive. Pothier (*Procéd.* n° 442) dit en effet qu'à son époque, aussi bien pour les actes notariés que pour les jugements, il suffit d'acquitter le droit de sceau et d'en faire mention. D'autre part il y eut certains pays — dans le Nord notamment — où la formalité de l'apposition du sceau paraît n'avoir jamais existé, et quelques-uns même, dans les coutumes desquels il n'est pas question d'actes passés devant notaire. On y parle d'obligations passées en justice ou devant des officiers aux fonctions purement administratives, tels qu'échevins, gouverneurs, lieutenants de gouverneurs, auditeur de baillage, etc.

Cout. de Lille, chap. VIII, art. 3, et XVIII, art. 1; Cassel art. 205 et 417. V. le *Coutumier* de Bourdot de Richebourg, t. II, p. 941-948 et t. I, p. 712 et 724).

Quant à l'apposition du sceau, elle était généralement remplacée par la reconnaissance de l'acte faite, par l'officier qui le recevait, devant le maire et des échevins.

- 1^o A la surannation des titres exécutoires ;
- 2^o Aux lettres de debitis ;
- 3^o A l'hypothèque judiciaire et plus spécialement à l'hypothèque naissant des actes notariés.

1^o De la Surannation.

A une certaine époque, ou dans certains pays de l'ancienne France, les titres parés — les jugements tout au moins — étaient considérés comme ayant perdu leur force exécutoire, passé le délai d'un an et un jour et bien que le droit consacré subsistât : cette sorte de prescription de la force parée était ce qu'on appelait le Suran ou la Surannation. « Lettres royaux et commissions, ne sont valables ni les jugements exécutoires après l'an et jour », dit Loysel.

Parmi les anciens auteurs, certains avaient tenté d'expliquer cette pratique, en disant qu'il était à présumer, qu'au bout de ce délai, le sceau, dont les titres exécutoires devaient être revêtus, avait dû subir une certaine altération ; qu'il était dès lors préférable — puisque sa notoriété pouvait être compromise, son authenticité mise en doute — de ne plus laisser procéder à l'exécution, qu'en vertu d'une permission spéciale de l'autorité compétente. D'autres ne partageaient point ce sentiment (1).

Ils faisaient observer tout d'abord, que si — comme on le prétendait — la surannation avait été établie à l'origine,

(1) LOYSEAU. — *Des Offices*, liv. II, ch. IV.

par suite d'une présomption d'altération du sceau, le point de départ du délai eût été la date de l'apposition du sceau, tandis qu'il était fixé au jour où l'acte avait été daté. Ensuite ils rappelaient que le suran avait commencé par être appliqué aux Récrits de Chancellerie, établissaient une comparaison entre ces actes, et les édits des préteurs romains, rappelaient que ces derniers n'avaient force que pour un an, qu'il en avait été de même — au moins à une certaine époque — pour les récrits des empereurs romains, et, ces rapprochements établis, ne s'étonnaient point que l'usage se fût perpétué, et même généralisé.

Quoi qu'il en soit, il fut un temps où la surannation des jugements était de droit commun ; où leur mise à exécution, au bout de l'an et jour, ne pouvait avoir lieu que moyennant une autorisation spéciale.

C'était là une formalité qui n'était guère utile qu'à procurer aux juges un nouveau bénéfice et l'on n'était pas sans le déplorer (1) : « Soit donc que nous ayons appris des Romains la pratique de Suran, soit des Canonistes... tant y a que nous sommes laissez aisément porter à la suivre ès-Récrits de Chancellerie : non pour aucune utilité publique, mais pour le profit des officiers de chancellerie. Afin qu'on n'en doûtât point, eux-mêmes mettaient anciennement cette clause à toutes leurs lettres : « Les présentes après l'an non valables. » Ce que les juges ont favorablement étendu à leurs sceaux pendant qu'ils en avaient la

(1) LOYSEAU. — Ouv. cit.

garde, et en prenaient l'émolument ; de là vient qu'après l'an on prend permission du juge pour exécuter la sentence nonobstant le suran. Et n'y a que les commissions de prise de corps, qu'on dit ne se suranner point : « *In odium scilicet criminum et contumaciæ.* »

Il paraît même qu'il y eut des juges, qui, tentés sans doute par les avantages certains d'une généralisation de l'usage, cherchèrent à l'appliquer aux actes notariés.

« Encore y a-t-il des juges qui veulent faire observer le sur-an ès contracts, afin qu'on leur apporte des cinq sols pour bailler leur permission de les exécuter nonobstant iceluy, chose du tout inutile, soit aux contracts, soit aux sentences, soit aux lettres de Chancellerie et qui n'est qu'à la foule du peuple : mais qui ès-contracts est du tout injuste et sans prétexte, parce que les contracts ne contiennent point de commission pour l'exécution d'iceux, comme les lettres de Chancellerie et les mandemens de justice : mais sont mis à exécution en vertu de l'ordonnance générale de France, qui leur donne exécution parée... (1) »

Mais il ne semble point que l'opinion contraire à la thèse que notre auteur expose ait jamais triomphé. Sans doute il n'y avait pas, en tous ces points, de règles absolument générales ; sans doute les coutumes réglaient différemment la matière du suran, la durée du délai, la sphère d'application de l'usage.

Ainsi, tandis que le style du Parlement de Flandre don-

(1) LOYSEAU. — Ouv. cit.

nait à la force exécutoire de ses arrêts, une durée de dix années (1), le coutumier général du Hainaut ne l'accordait que pour trois ans (2), et la coutume de Bailleul (3), pour un seul ; de plus elle soumettait à la surannation, non seulement les jugements, mais encore les obligations passées ou reconnues en justice (4). Mais cette disposition dernière était une exception, et il semble bien qu'en matière de contrats passés en forme exécutoire, de droit commun l'exécution forcée pouvait avoir lieu tant que durait le droit lui-même : c'était, nous l'avons vu, un principe différent qui régissait les autres titres parés. Pour les exécuter, alors que le délai de l'an et jour était révolu, il était nécessaire de prendre permission spéciale, que l'on obtenait par « lettres d'attache ».

Toutefois, ce principe même ne devait pas tarder à tomber en désuétude : les juges prirent en effet l'habitude de déclarer leurs sentences exécutoires nonobstant surannation.

« Toutefois les juges ont coutumes de déclarer leurs sentences exécutoires nonobstant le sur-an et ce, sans préjudice de l'opposition du condamné : et en donnent les permissions quelquefois judiciairement quand la partie le

(1) MERLIN. — *Répertoire de jurisprudence*. V^o Exécution Parée, § 1, art. IV.

(2) Chap. III, art. 13 et 14 (v. le *Coutumier* de Bourdot de Richebourg, t. II, p. 86).

(3) Rubrique XXIV, art. 16 et 17 (v. le même ouvrage t. I, p. 980).

(4) Toutefois l'article 18 permettait d'éviter l'effet du Suran à condition d'adresser dans l'année, une sommation (v. le *Coutumier* de Bourdot de Richebourg, t. I, p. 980).

requiert, ayant fait appeler à cette fin le condamné ou dénommé par la sentence ; ou bien les écrivent au pied de leurs sentences ou jugemens, sans qu'il soit besoin d'appeler la partie condamnée » (1).

Et bientôt le suran fut lui-même suranné.

2° *Des Lettres de debilis.*

Nous venons de voir qu'il n'avait pas toujours été admis, que la force exécutoire d'un titre eût une durée égale à l'existence du droit qui s'y trouvait constaté.

Il fut d'autre part une époque, où, dans certains pays tout au moins, la nature du titre ne suffisait même point à lui donner complètement le caractère de titre paré, et où l'on devait faire précéder la mise à exécution de formalités spéciales : notamment de la demande et de l'obtention de lettres *de debilis*. Elles contenaient mandement au sergent requis, de procéder par les voies ordinaires de contrainte, contre le débiteur du porteur des lettres, et en vertu des titres exécutoires que ce dernier présentait.

Ces mandements *de debilis* — dont l'usage paraît s'être surtout répandu à partir du ^{xiii}^e siècle — étaient de deux sortes : il y en avait qui émanaient de la Grande Chancellerie, et d'autres qui étaient octroyés par les juges royaux ressortissant directement d'un Parlement.

(1) GUÉNOIS SUR IMBERT. — *La pratique judiciaire*, liv. I, chap. IV, page 29, note 1.

Les premiers avaient un caractère de généralité qui manquait aux seconds. Tandis qu'ils permettaient en effet de : « contraindre les débiteurs par saisie, vente, et exploi-
« tations de leurs biens, et emprisonnement de leurs person-
« nes, si à ce sont obligez, au paiement de toutes debtes qui
« sont deues à l'impétrant, dont il apparaisse par obliga-
« tion, instrumens, ou autres loyaux enseignements ; et
« en cas d'opposition, refus, ou délai, adjourner les oppo-
« sans, refusans, ou delayans, pardevant leurs juges compé-
« tens, pour dire leurs causes d'opposition, refus ou délai,
« la main du Roy avant toutes œuvres suffisamment gar-
« nie, nonobstant oppositions ou appellations quelconques,
« et sans préjudice d'icelle (1). » Les autres ne donnaient qu'un droit de contrainte assez restreint : « par ces man-
« dements, il faut déclarer expressément la somme qui
« est deue, et par qui, et ne les peut on obtenir que contre
« un débiteur à une fois. Et s'ils sont plusieurs debtors,
« contre chacun d'eux faut obtenir du juge un mandement
« *de debitis*. »

Aussi les mandements généraux ne pouvaient-ils être accordés que par des « lettres » émanant de la Chancellerie du Roy : « car par les ordonnances du Roy Louis XII,
« art. 60, et par les ordonnances du Roi François I^{er} de
« ce nom, faictes sur la distinction des juridictions des
« Juges Royaux, Présidiaux, et Prévosts, art. 16, est
« prohibé à tous baillifs, Sénéchaux, et autres Juges

(1) IMBERT. — Ouv. cit., liv. I, ch. IV, n^o 7, 28 et 29.

« Présidiaux de bailler « *debitis* », et sauvegarde en termes généraux (1). »

L'archevêque de Reims, en sa qualité de premier pair du royaume, jouissait toutefois, en cette matière, d'un privilège spécial : dès l'année 1418 en effet, ses mandements avaient reçu force d'application générale.

Mais, alors même que l'usage des lettres *de debitis* était établi, on n'en reconnaissait pas moins qu'il n'y avait là qu'une simple formalité, et que la formule exécutoire résidait quand même dans les actes ou les jugements en vertu desquels on agissait. Cette affirmation se trouve produite par les anciens auteurs, notamment lorsqu'ils discutent la question de savoir « si, après la cédule — ou « écriture privée d'un débiteur — reconnue en jugement, « et par vertu d'icelle et d'un mandement *de debitis* l'on « pourrait faire exécuter. »

Si l'affirmative avait été admise, c'eût été évidemment que le mandement de *debitis* suffisait à lui tout seul, à conférer la force exécutoire. Mais il est facile de constater que cette opinion ne prévalut point, et voici les raisons qui en ont été notamment données par un partisan de la négative, dans plusieurs passages de son livre (2).

Il donne des arguments de textes :

« Davantage est contre droict commun, de commencer un procez par exécution ; et par ce l'ordonnance qui permet d'exécuter obligations, comme contraires au Droict

(1) IMBERT. — Ouv. cit., liv. I, ch. IV, n° 7, p. 28 et 29.

(2) IMBERT. — Ouv. cit., p. 35, 36 et 37.

Commun, ne se doit estendre à autres cas. Aussi par les Ordonnances dernières de l'an 1539 à 93, une cédule recogneue, n'emporte qu'hypothèque.

« En outre, par les Ordonnances faictes sur ladite distinction des Juridictions Royales, article 17, il est dit, qu'après la reconnaissance ou vérification faite d'une cédule par devant les Baillifs ou Sénéchaux, ils renvoyaient les parties pardevant les juges Chastellains, quant à la main garnie, en principal : ce que l'ordonnance n'eust mis, si l'on eust peu procéder par exécution, par vertu de cédule recogneue, car l'on ne laisserait pas la voie d'exécution, pour prendre la voye d'action simple. »

Et, après avoir rappelé que la question avait pu faire doute, à cause de certaines expressions contenues dans de vieux formulaires, notre auteur s'exprime ainsi : « Toutesfois la vérité est que l'on ne peut procéder par exécution par vertu de cédule recogneue : car l'exécution « n'est « pas tant faite par vertu du mandement de debitis, que « par vertu de la condamnation que les notaires mettent « par les obligations, ainsi qu'il appert.

« Parce que les docteurs du droict disent, que par leurs « statuts d'Italie, un instrument garantigié a exécution « parée, au moyen de la condamnation du notaire, et ne « font mention de tels mandements de debitis, tellement « qu'aucun scavants personnages, tant en droict qu'en « pratique tiennent qu'en France même, un sergent en « son baillage, sans mandement de debitis, peut bien « mettre à exécution lettres obligatoires, et ay veu aucuns

« juges de grand sçavoir, quand estoit objicié que le
 « sergent n'avait mandement pour faire l'exécution, ils ne
 « s'y arrestoient; aussi le débiteur n'y a interest : car en
 « tout cas, il doit, ains est soulagé d'autant de coust et de
 « mise, et serois bien de cette opinion.... »

Si le mandement de debitis était impuissant à rendre exécutoire un titre autre que les titres parés ordinaires — jugements et actes notariés — c'était donc que, dans la seule formule contenue dans ces titres, se trouvait la véritable base de la force parée, et que les lettres de debitis n'étaient bien qu'une inutile formalité.

Elle ne tardèrent point, d'ailleurs, à tomber en désuétude. Notons seulement que l'usage s'en maintint, dans quelques Parlements (1), pendant tout le reste de l'ancien droit, et que les coutumes présentaient parfois les traces d'usage du même genre.

C'est ainsi que certaines d'entre elles exigeaient, préalablement à la mise à exécution du jugement ou de l'acte notarié, soit l'affirmation de la créance en justice et sous la foi du serment (2), soit la permission du juge (3) ou la commission du bailli (4).

(1) V. arrêt de Règlement du Parlement de Besançon de 1700, qui en prescrit l'usage à peine de nullité. (*Recueil des arrêts du Parlement de Besançon*, t. II, p. 49.)

(2) *Coutume de Valenciennes*. Ancienne : art. 34 ; nouvelle : art. 74. — V. *Coutumier* de Bourdot de Richebourg, t. II, p. 227 et 246.

(3) *Coutume de Metz*, tit. XV, art. 1 (même ouvrage, t. II, p. 409).

(4) *Coutume de Lorraine*, tit. XVII, art. 2 (même ouvrage, t. II, p. 117).

3° *De l'hypothèque des actes notariés. — Origines de l'hypothèque judiciaire* (1)

Les titres parés de l'ancien droit emportaient hypothèque générale sur les biens du débiteur : ce fut un de leurs traits caractéristiques.

Cette importante garantie, qui, à l'origine, avait sans doute été le complément habituel de toute obligation naissant d'un contrat, n'avait bientôt été attachée qu'aux actes notariés, et à eux seuls. Mais si les actes sous seing privé s'en trouvaient ainsi dépourvus, on ne tarda pas à en étendre le bénéfice aux jugements de reconnaissance et de vérification d'écriture, auxquels on finit par assimiler, sur ce point, tous jugements de condamnation, quels qu'ils fussent.

Le Code civil consacra l'institution de l'hypothèque judiciaire, mais non sans en avoir restreint la portée. Il y est dit en effet :

Art. 2117 : « L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte des jugements ou actes judiciaires. »

Art. 2123 : L'hypothèque judiciaire résulte des jugements soit contradictoires, soit par défaut, définitifs ou provisoires, en faveur de celui qui les a obtenus. Elle résulte aussi des reconnaissances ou vérifications, faites en

(1) V. ESMEIN, — *Etudes des Contrats dans le très ancien droit*, p. 201 et suiv.

jugement, des signatures apposées à un acte obligatoire sous seing privé. »

Ainsi l'acte notarié n'emporte plus aujourd'hui de plein droit, hypothèque générale au profit du créancier.

Il y a là une solution bizarre, une exclusion qui n'est point justifiée, puisque l'hypothèque judiciaire est précisément née de l'hypothèque générale autrefois attachée aux actes notariés. L'histoire de l'institution l'indique, et c'est ce qu'il sera facile de constater d'après le rapide exposé qui va suivre.

Et d'abord, il n'est pas sans intérêt de remarquer quelles différences séparent l'hypothèque conventionnelle et l'hypothèque judiciaire.

En effet, tandis qu'en matière d'hypothèque conventionnelle, les garanties et les formalités se trouvent multipliées tandis que le principe dominant de la matière est le principe de la spécialité ; que le but poursuivi ne peut être que l'affectation d'un bien déterminé du débiteur, à la créance déterminée, d'un créancier déterminé ; au contraire, l'hypothèque judiciaire est générale ; elle existe au profit de tout créancier qui a obtenu un jugement, elle frappe l'ensemble de la fortune immobilière du débiteur, et l'inscription qui en est prise, s'étend à tous les biens situés dans l'arrondissement d'un bureau hypothécaire.

L'hypothèque conventionnelle atteint les biens d'un débiteur qui, le plus souvent, est solvable : en se la faisant consentir le créancier n'a eu d'autre but que de se mettre en garde.

L'hypothèque judiciaire, au contraire, naîtra presque toujours au moment où le débiteur, à bout de ressources, a manqué à ses engagements ; ses créanciers vont se présenter en foule : et le plus diligent aura une place meilleure dans le règlement du prix des biens qui vont être incessamment vendus.

La première est un gage pris sur l'immeuble, la seconde en est l'exécution.

La première est une précaution, la seconde est une véritable saisie.

Or, l'explication d'une telle diversité et d'une telle opposition de caractères, nous est précisément fournie par l'histoire même des deux institutions qui n'ont pas eu la même origine.

Notre hypothèque conventionnelle a gardé la physionomie de l'hypothèque romaine : elle est demeurée avant tout un véritable droit de gage, dont l'effet — s'il doit toutefois se produire — ne saurait être que lointain et c'est là un trait qui lui est commun avec les privilèges et les hypothèques légales. Tel n'est point, au contraire, le caractère distinctif de l'hypothèque judiciaire ; celle-ci qui, dans notre régime hypothécaire, apparaît ainsi comme isolée, est une véritable procédure d'exécution. Elle ne s'inspire point du droit romain : il est vrai qu'il s'y trouvait une institution du même genre : le *pignus ex causa judicati captum*, qui était également une voie d'exécution rapide, comportant la main-mise sur les biens du débiteur condamné. Mais, outre que cette procédure n'appartenait pas

au véritable système hypothécaire romain, et malgré d'apparentes analogies, les deux institutions présentent des différences capitales qui interdisent une assimilation et s'opposent à l'établissement entre elles de liens d'origine.

Notre hypothèque judiciaire est née et s'est développée dans notre ancien droit, et ce sont les différentes phases par lesquelles elle a dû passer avant de trouver place dans le Code civil, qu'il est intéressant d'étudier ici.

Les contrats en forme authentique emportaient, dans l'ancien droit, hypothèque générale sur les biens de celui qui s'y reconnaissait débiteur. Pothier disait : « Les actes reçus par un notaire compétent produisent l'hypothèque, non seulement lorsqu'elle y est expressément stipulée, mais quand même il n'y en aurait aucune mention. »

Le fait est incontestable, mais on a beaucoup discuté lorsqu'il s'est agi d'expliquer cette pratique, de justifier cet effet important. Pothier ajoutait : « L'autorité publique du sceau dont ces actes sont munis, est ce qui leur fait produire cette hypothèque. » Mais on a contesté avec raison l'opinion du savant auteur. En effet, si l'apposition du sceau donnait à l'acte la forme exécutoire, il ne s'en suivait pas que l'hypothèque générale dût naître du même coup. Car la force exécutoire et la force d'hypothèque furent deux effets distincts ; le fait est aisé à prouver : « D'une part en effet, il est à remarquer qu'au début, le seul effet des actes authentiques était de permettre au créancier non payé de se « garnir la main », c'est-à-dire de saisir les meubles de

son débiteur et d'en rester nanti, au cas de contestation, jusqu'à complet désintéressement (1). C'est ainsi que Guy-Coquille (*Institution*, p. 440) dit : « Les obligations sous scel royal ou autre scel authentique de Cour laye emportent exécution et garnison de main, et peut le sergent exécutateur garnir, nonobstant opposition ou appellation et sans préjudice. »

D'autre part des textes nous montrent que des actes passés sous des sceaux seigneuriaux, et qui n'étaient point exécutoires hors du ressort de la juridiction du seigneur, emportaient quand même un droit d'hypothèque générale qu'il était permis de faire valoir dans tout le royaume (2).

« La raison est, disait Basnage, qu'il y a différence entre l'exécution et l'hypothèque ; ce sont deux qualités avantageuses mais différentes qui n'ont rien de commun. L'hypothèque a son origine du droit des gens et du droit civil et procède du consentement des parties, et l'on a trouvé à propos d'y ajouter l'intervention d'une personne publique pour arrêter la fraude des antedates ; mais l'exécution parée n'a son origine que de l'établissement des petits scels inventés depuis 300 ans environ ; l'exécution dépend de la juridiction, laquelle ne se peut proroger étant limitée par le territoire et sur les personnes qui demeurent dans la juridiction : mais l'hypothèque dépend

(1) ESMEIN. — Ouv. cité, p. 202.

(2) LAURIÈRE. — *Sur les articles 161 et 165 de la coutume de Paris*, et t. II, p. 134.

de la convention des parties. » (*Traité des hypoth.*, p. 113-114).

D'autre part l'explication qui a été donnée par certains auteurs — notamment par Pothier — et que nous avons rapportée plus haut, est impuissante à rendre compte de la survenance tardive de l'hypothèque judiciaire : en effet, tandis que dès le ^{xv}^e siècle — ainsi qu'on peut le constater dans la première édition de la *Coutume de Paris* de 1510 — l'acte notarié emportait de plein droit l'hypothèque, les jugements en demeurèrent dépourvus jusqu'en 1566.

On a donc fait remarquer justement qu'il eût été singulier que le sceau d'un baillage ou celui d'un Parlement ne valût point celui d'un notaire !

Il est plus exact d'admettre, avec les anciens auteurs, que l'hypothèque générale des actes notariés, est née de cette idée, qu'en s'obligeant, le débiteur obligeait tous ses biens. Le créancier prit tout d'abord la précaution d'exiger de son débiteur une clause spéciale conçue dans ce sens. On en trouve la preuve dans les actes que nous avons rapportés au début de cette thèse ; la formule de cette clause y est à peu près toujours conçue dans des termes approchant les suivants, qui nous sont indiqués par Beaumanoir (1) :

« Et à ce tenir fermement ai-je obligé moi et mes hoirs, et tout le mien présent et à venir, muebles et héritages. »

(1) BEAUMANOIR. — *Les Coutumes de Beauvoisis*, XXXV, 20. (Edit. Beugnot, t. II, p. 49. — Edit. Salmon, t. II, p. 54.)

Dans la suite, cette clause devint sans doute de style et on la sous-entendit.

Les anciens auteurs en témoignent de même : Loyseau, dans son *Traité du déguerpissement* s'exprime ainsi (1) :

...Pour ce qu'en tous les contrats, par un stile ordinaire des notaires, on s'est accoustumé d'insérer la clause d'obligation de tous biens, on en a enfin tenu pour règle que « tous les contracts portoient hypothèque sur tous les biens, comme ceste clause estant sous-entendue, si elle avoit esté obmise ».

C'était aussi l'avis de Basnage :

« L'hypothèque est censée constituée non seulement lorsqu'il y en a stipulation expresse, mais mesme quoi qu'il n'en soit rien dit... C'est un usage général et certain que toute obligation reconnue emporte hypothèque sans autre stipulation, suivant cet ancien proverbe : qui s'oblige oblige le sien. » (*Traité des hypothèques*, p. 30.)

Toutefois des critiques s'étaient élevées de fort bonne heure contre cette théorie. — Dans ses *Erreurs des Praticiens*, Faber l'attaquait vigoureusement. Il s'appuyait sur la doctrine romaine qui, disait-il, avait minutieusement déterminé les cas d'hypothèque tacite, et dont c'était bouleverser les principes. Il ajoutait que c'était aussi créer une confusion entre l'obligation personnelle et l'obligatio bonorum, et déplorait la facilité avec laquelle les praticiens de son époque l'admettaient : « Quod enim, inquit,

(1) *Du Déguerpissement*, liv. III, ch. I, n° 5.

refert debitoris an bona ejus sint obligata, cum sit ipse obligatus? »

Malgré tout, l'opinion contraire avait fini par prévaloir et l'on considérait la clause d'engagement de tous les biens du débiteur à l'acquittement de la dette, comme sous-entendue dans l'acte.

Logiquement, cela eût dû conduire à décider que l'hypothèque générale naissait de toute obligation contractuelle ; de fait, cette solution fut sans doute admise à une certaine époque, puisque Bouteiller dit qu'en Champagne et en Brie, « aussitôt que l'homme est obligé hypothèque s'y assiet ».

Mais c'était une coutume qui ne devait point prévaloir, et, si d'après un usage constant, les actes notariés produisaient une hypothèque générale, il fut en outre bientôt admis, que seuls, ils pourraient lui donner naissance et, par conséquent, que seuls en seraient assortis de plein droit. Evidemment cette solution n'a rien qui puisse surprendre dans tous les cas où il s'agissait d'actes n'ayant pas date certaine : il eût été par trop facile de se livrer à la fraude, et d'avantager au moyen de l'antidate, un créancier au détriment des autres. Mais ce qui peut sembler plus étrange, c'est qu'on ait refusé le bénéfice de l'hypothèque générale aux contrats passés sous signatures privées, lorsqu'ils avaient date certaine. On a expliqué le fait, en faisant remarquer le lien étroit qui unissait cette question à celles des modes de preuve, et en établissant que, de l'évolution de la théorie des preuves, dépendit en grande

partie l'évolution de la théorie des actes assortis d'hypothèque générale sur les biens du débiteur (1).

De très anciens textes nous permettent en effet de constater que dans un premier état du droit, la seule signature, le sceau des gentilshommes et des principaux ecclésiastiques, ainsi que la déclaration des témoins, suffisaient à faire preuve complète des conventions intervenues. Aussi est-ce précisément l'époque où les auteurs nous montrent que les titres émanés de simples particuliers, lettres scellées, chirographes ou contrats verbaux vérifiés au besoin par la preuve testimoniale, pouvaient valablement servir de cadre aux conventions obligatoires des parties : on trouve des indications de ce genre, dans Beaumanoir (2), Bouteiller (3), ainsi que dans certains coutumiers (4). Mais cet état de choses n'avait pas tardé à se modifier.

Lorsque les gentilshommes furent privés de la parcelle de puissance publique qu'ils avaient un moment détenue, leur sceau perdit sa force parlante spéciale ; il fut assimilé à une signature privée ou à la marque d'un illettré (5), et quant aux obligations constatées dans un acte sous-seing privé elles-mêmes, elles ne faisaient plus foi depuis le

(1) ESMEIN. — Ouv. cit.

(2) BEAUMANOIR. — Ch. xxxv, n^{os} 2, 17, 18, 19, 20, 21, 22.

(3) BOUTEILLER. — *Somme rurale*. Edition Charondas, p. 1034.

(4) V. l'*Ancien coutumier de Picardie* (Edit. Marnier, p. 90 et 91) ; et aussi la *Coutume de la ville et Septène de Bourges*, art. 27.

(5) REBUFFE. — *Commentarii in constitutiones seu ordinationes regias*, édit. 1599, t. 1, p. 45 et 123. — DUMOULIN. Sur l'art. 8 de la *Cout. de Paris*, glos. 1, n^o 12.

xvi^e siècle, et Dumoulin nous en donne la raison suivante :

« *Increbescente hominum malitia et rarescente fide hujusmodi privatae scripturae jamdudum caeperint esse nullius fidei.* »

Ce n'est que plus tard en effet et sous certaines conditions que les actes sous seing-privé devaient emporter hypothèque; la jurisprudence admit tout d'abord que le signataire apparent du titre, pourrait être appelé en justice à reconnaître ou à dénier son écriture; s'il la reconnaissait, elle faisait preuve entière, et l'engagement rétroagissait — entre les parties — à la date même de l'acte. S'il la déniait au contraire, il était loisible d'en faire admettre la preuve par témoins ou par comparaison d'écritures et, si l'on y réussissait, l'écrit faisait également pleine foi à partir du jugement, ou tout au moins du jour où il y avait eu *litis contestatio* pour y parvenir.

De sorte que celui qui s'était fait consentir une hypothèque par acte scellé, ou sous-seing privé, bien que ses droits n'eussent aucun caractère de stabilité jusqu'à la reconnaissance ou la vérification de son titre, pouvait du moins, lorsque ces formalités étaient remplies, tirer librement profit des avantages qu'il s'était fait accorder.

Et puis la jurisprudence admit bientôt que l'acte sous-seing privé, reconnu ou vérifié en justice, emportait de plein droit hypothèque générale sur les biens du débiteur : elle estimait que la clause obligatoire s'y trouvait sous entendue, aussi bien que dans un acte notarié, mais qu'elle

ne devait apparaître que lorsqu'il lui était possible de produire tous ses effets.

C'était là une solution logique, et l'on peut à bon droit s'étonner que les législateurs du Code civil aient, en notre matière, soumis actes notariés et sous-seing privé à des règles différentes, en refusant aux uns l'avantage de conférer l'hypothèque, tandis qu'ils l'accordaient aux autres.

Nous avons cité trois modes de preuve des obligations contractuelles : le sceau, la signature, le témoignage, et nous avons dit que, tant qu'ils avaient fait pleine foi en justice, ils avaient pu servir — aussi sûrement qu'un acte authentique — à établir convention d'hypothèque.

Nous avons vu d'autre part que les deux premiers n'avaient point conservé longtemps la force probante qui leur était propre. Celle de la preuve testimoniale se maintint jusqu'à la seconde moitié du xvi^e siècle. En 1566, par l'ordonnance de Moulins, ce mode de preuve fut prohibé au-dessus de cent livres ; si bien que, dès que la créance était supérieure à cette somme, le créancier était impuissant : d'une part, à prouver par témoins une constitution d'hypothèque non constatée par écrit — d'autre part, et si l'hypothèque avait été consentie par acte sous-seing privé — à en établir la date certaine, afin de lui faire produire effet à compter de cette même date.

Toutefois, à la fin du xvi^e siècle, l'institution du contrôle,

qui avait été créé par un édit de Henri III de 1581, et qui subordonnait l'effet des actes notariés par rapport à l'ordre hypothécaire, à leur enregistrement, aurait pu rendre une valeur égale aux actes sous seing-privé que l'on eût fait enregistrer aussi.

Mais l'édit fut rapporté en 1588, et l'institution ne se conserva que dans de rares provinces.

Telles furent les entraves que la théorie des preuves avait apportées à la liberté des parties pour la constitution d'hypothèque.

Mais la doctrine et la jurisprudence ne devaient point s'en tenir là.

« Même après l'ordonnance de Moulins, dit M. Esmein (1), la règle en cette matière pouvait se formuler ainsi : jusqu'à la valeur de cent livres, l'hypothèque peut être assurée même en vertu d'un contrat verbal, ou d'un acte sous seing-privé ; au-dessus de cette somme elle ne peut produire immédiatement ses effets que lorsqu'elle est constituée dans un acte authentique. » Mais bientôt la théorie se transforme. « En voyant la constitution d'hypothèque et l'acte authentique marcher inséparables, on regarda l'un comme la condition nécessaire de l'autre... Ce qui n'avait été qu'une exigence de la théorie des preuves devint un élément substantiel de la convention. Enfin on fit de l'acte public la cause génératrice de l'hypothèque indépendamment de la volonté des parties. »

(1) ESMEIN. — *Op. cit.*

Voilà comment il se fit que, d'une part, tandis que tout acte notarié emportait hypothèque, d'autre part une hypothèque ne put être consentie directement que par acte notarié.

C'est précisément la théorie qu'exposait Pothier, et qui avait été enseignée avant lui, à la fin de notre ancien droit, par nombre de jurisconsultes, notamment par Prévôt de la Jaunès, son maître.

Ainsi, l'hypothèque générale naissait dans l'ancien droit, des actes notariés et des actes sous seing-privé reconnus ou vérifiés en justice. Elle naissait également des jugements de condamnation, et c'est aussi dans l'ancien droit coutumier que nous trouvons l'origine de cet usage : le créancier qui, le premier, avait poursuivi ou adressé judiciairement un commandement de payer à son débiteur, acquérait un droit de préférence, que l'on n'avait accordé dans la suite — et sans doute par l'interprétation des textes romains relatifs au *pignus ex causa judicati captum* — qu'au créancier saisissant. Puis lorsque l'on eut admis que les jugements de vérification d'écriture emporteraient hypothèque, on ne tarda pas à généraliser et à décider que tous jugements de condamnation en seraient également pourvus. L'idée que le jugement pouvait être regardé comme un contrat, ou tout au moins comme un quasi contrat existant entre les plaideurs, n'y fut d'ailleurs point étrangère. Le principe fut consacré par l'art. 53 de l'or-

donnance de Moulins ainsi conçu : « Dès lors et à l'instant de la condamnation donnée en dernier ressort, et du jour de la prononciation, sera acquis à la partie droit d'hypothèque sur les biens du condamné pour l'effet et exécution du jugement ou arrêt sur lui obtenu. »

CHAPITRE V

DROIT INTERMÉDIAIRE

Les efforts que le pouvoir royal avait tentés dans l'ancien droit, pour améliorer l'administration de la justice, centraliser le pouvoir judiciaire, en établissant un lien de dépendance entre les diverses juridictions par rapport à l'autorité royale, en proclamant que toute justice émanait du roi, et en réprimant l'abus des *pareatis*, n'avaient — on s'en souvient — que très imparfaitement réussi.

Aussi les cahiers des Etats Généraux de 1789 dans lesquels s'exhalèrent les plaintes multiples et longtemps contenues de générations opprimées, sont-ils particulièrement éloquents en ce qui touche notre matière. On y demande « que la puissance exécutive soit placée dans les mains du Monarque » « et que la puissance judiciaire ne puisse s'exercer au nom du Roi, que par des magistrats ou des juges, établis ou approuvés par la Nation (1). » On y réclame « la réforme des lois civiles et des lois criminelles (2) », de nouvelles lois judiciaires plus à la portée

(1) Cahiers de Paris, cahiers des Blancs Manteaux (Tiers Etats).

(2) Cahiers de Paris, 9^e département (Noblesse, assemblée partielle).

Cahiers de Paris, 14^e — — —

des justiciables (1) ; » on s'y élève contre la lenteur des procédures, et l'exagération des frais ; on y émet les vœux les plus ardents pour que « la justice soit administrée promptement et gratuitement » (2), « que l'exercice de la justice ne soit jamais suspendu par aucun acte de pouvoir arbitraire, ni par quelque autorité que ce soit (3) » ; en résumé on veut : « la simplification de la procédure..... la justice, dette du gouvernement, purement gratuite ; en conséquence l'extinction de tous les droits du fisc qui y sont relatifs... des mesures propres à empêcher que le régime ne nuise à l'expédition... la suppression des justices seigneuriales... l'établissement des justices royales, avec des arrondissements déterminés qui les placeront le plus près possible des justiciables, et qui connaîtront de toutes matières, même de celles de commerce (4). »

Ces plaintes ne furent point vainement produites, et — pour la plupart du moins — ces vœux devaient être réalisés.

L'ancien ordre judiciaire fut supprimé, les lettres de pareatis disparurent. Les privilèges en matière de juridiction, parmi lesquels la loi du 7 septembre 1790, art. 13, comprend les privilèges du scel des Chancelleries de Paris, Orléans, Montpellier et autres villes, furent abolis par la loi du 16 août 1790 dont les articles 1^{er} et 17 du titre II sont ainsi conçus :

(1) Cahiers de la Paroisse de Vincennes.

(2) Cahiers de Paris, 9^e département, *op. cit.*

(3) Cahiers de Paris, 14^e département, *op. cit.*

(4) Cahier général du Tiers-Etat.

Art. 1. — « La justice sera rendue au nom du Roi. »

Art. 17. — « L'ordre constitutionnel des juridictions... ne pourra être troublé ni les justiciables distraits de leurs juges naturels, par aucune commission, ni par d'autres attributions ou évocations que celles qui seront déterminées par la loi. »

La même loi réglait à l'art. 6 du premier titre la force des sentences arbitrales. Celle des 6-14 septembre 1790 supprimait, aux articles 20 et 21, les chancelleries établies près les Cours supérieures et présidiaux ainsi que l'usage des lettres royales qui s'y expédiaient, en prescrivant de se pourvoir désormais directement devant les tribunaux, dans les cas où elles étaient auparavant nécessaires.

Enfin la constitution des 3-14 septembre 1791 (1) créait une formule exécutoire unique, en vertu de laquelle, tout acte qui en était revêtu devait directement être mis à exécution, et portait injonction aux agents compétents d'y faire immédiatement droit : « Les expéditions exécutoires des Tribunaux, seront conçues ainsi qu'il suit : N... (le nom du Roi) — par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'Etat Roi des Français, à tous présents et à venir, salut. Le Tribunal de... a rendu le jugement suivant : (ici sera copié le jugement dans lequel sera fait mention du nom des juges). Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis, de mettre le dit jugement à execu-

(1) Titre III, ch. V, art 24.

tion, à nos commissaires auprès des Tribunaux d'y tenir la main : et à tous commandants et officiers de la force publique, de prêter main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi le présent jugement a été signé par le Président du Tribunal et par le Greffier. »

(Art. 25. Les fonctions des commissaires du Roi auprès des Tribunaux seront de requérir l'observation des lois dans les jugements à rendre et de faire exécuter les jugements rendus...)

C'était là une importante innovation. Elle fut complétée par les dispositions suivantes de la loi sur la nouvelle organisation du Notariat, et sur le remboursement des offices de notaires. (Donnée à Paris le 6 octobre 1791. Décret de l'assemblée nationale du 29 septembre 1791.)

Titre I. — Section II. — *Art. 13* : « Les actes des notaires publics seront exécutoires dans tout le royaume, nonobstant l'inscription de faux jusqu'à jugement définitif.

Art. 14 : A cet effet, leurs grosses ou expéditions exécutoires seront intitulées de la formule suivante... (le nom du roi) Par la grâce de Dieu et la loi constitutionnelle de l'Etat, roi des Français, salut.

Savoir faisons que par devant... etc... et elles seront terminées, immédiatement avant la date, par cette autre formule : Mandons que les présentes soient mises à exécution par qui il appartiendra.

Art. 15 : Et néanmoins, lorsque ces actes devront être mis à exécution hors du département dans lequel ils auront été passés, les grosses ou expéditions seront en outre léga-

lisées par l'un des juges du Tribunal d'immatriculation du notaire public qui les aura délivrés, sans qu'il soit besoin d'aucun autre scel ni de visa ».

Ainsi se trouvaient définitivement établis les principes fondamentaux de notre droit moderne en matière d'exécution forcée.

La base en est cette formule spéciale, expression de la souveraineté, qui permet de requérir les agents de la puissance publique pour procéder à l'exécution des titres qui en sont revêtus, et à l'obtention desquels cette même puissance est censée avoir présidé. C'est donc l'étude de cette formule qui va maintenant nous retenir. C'est par son effet que les jugements rendus et les actes passés en France, sont, ainsi que le proclame l'art. 547 du Code de procédure civile, exécutoires dans toute la République, sans visa ni pareatis, et encore que l'exécution ait lieu hors du ressort du Tribunal par lequel les jugements ont été rendus, ou dans le territoire duquel les actes ont été passés. Nous examinerons successivement les questions relatives aux termes qui la constituent, aux actes qui en sont revêtus, et à son apposition même par les fonctionnaires compétents.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA FORMULE EXÉCUTOIRE PROPREMENT DITE.

CHAPITRE I^{er}

DES TERMES DE LA FORMULE EXÉCUTOIRE ET DE L'ADDITION D'UNE NOUVELLE FORMULE

Puisque la formle exécutoire n'est autre chose que l'ordre donné par le chef du pouvoir exécutif aux agents qui lui doivent obéissance, de faire concourir à l'exécution des jugements ou des actes notariés, la force publique dont ils sont dépositaires, on conçoit qu'à chaque changement de gouvernement les termes de la formule aient varié. Si, des deux parties qui la composent, la seconde — c'est-à-dire le mandement proprement dit — ne renferme qu'un ordre donné en termes généraux et impersonnels, et n'a, par suite, jamais été sensiblement modifiée, la première, au contraire, contenant l'indication de l'autorité gouvernante, se présente comme la manifestation expresse de l'existence même de cette autorité ; de sorte que l'histoire des termes de notre formule, n'est que le

reflet de l'histoire des différents régimes, que s'est successivement donnés notre pays.

La formule exécutoire avait été créée par la constitution des 3-14 septembre 1791, dans les termes que nous connaissons.

Après les événements qui marquèrent la fin de l'Assemblée Législative, un décret du 15 Août 1792 vint prescrire une nouvelle formule ; il décida que le mandement serait fait désormais « au nom de la Nation » et par « le Pouvoir Exécutif provisoire ».

Plus tard, la loi du 25 ventôse an XI, relative au notariat, ayant proclamé dans son article 25 que « les grosses seules seraient délivrées en forme exécutoire ; qu'elles seraient intitulées et terminées dans les mêmes termes que les jugements des tribunaux, » fut bientôt suivie du décret du 15 prairial an XI ainsi conçu : « Vu l'article 25 de la loi du 25 ventôse an XI . . .

Art. I. — Les grosses en forme exécutoire des actes passés devant notaire, seront intitulées ainsi qu'il suit : Au nom du peuple Français, Bonaparte, Premier Consul de la République, à tous ceux qui ces présentes verront, salut : faisons savoir que par devant tel notaire à . . .

Furent présents, etc

Art. II. — Les mêmes grosses seront terminées ainsi qu'il suit : Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis, de mettre ces présentes à exécution ; à tous commandants et officiers de la force publique, d'y prêter main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis, et aux

commissaires près les Tribunaux, d'y tenir la main. En foi de quoi nous avons fait sceller les présentes, qui furent faites et passées à ... le ... et ont les dits signé à la minute, demeurée à

Cependant le premier Consul ne tardait pas à se faire sacrer empereur, et le sénatus-consulte du 28 floréal an XII réglémentait à nouveau notre matière :

Art. 141. — « Les expéditions exécutoires des jugements sont rédigées ainsi qu'il suit : N... (le prénom de l'Empereur) par la grâce de Dieu et la constitution de la République Empereur des Français, à tous présents et à venir salut : la Cour de... ou le Tribunal de... a rendu le jugement suivant : ... (ici copier l'arrêt ou le jugement). Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis, de mettre ledit jugement à exécution ; à tous nos Procureurs généraux et à nos Procureurs près les Tribunaux de première instance d'y tenir la main ; à tous nos commandants et officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, le présent jugement a été signé par le Président de la Cour et du Tribunal, et par le Greffier. »

Dix années s'écoulèrent, l'Empereur abdiqua. Le gouvernement provisoire qui lui succéda prit le 7 avril 1814, un arrêté dans lequel il disait ; « Le gouvernement provisoire arrête et ordonne que les arrêts, les jugements, les actes des notaires et tous autres qu'il avait fallu depuis plusieurs années rendre ou faire au nom du gouvernement alors subsistant et maintenant détruit, seront jusqu'à

l'arrivée et l'installation de Sa Majesté le roi Louis XVIII, intitulés au nom du gouvernement provisoire.

Paris, 7 avril 1814.

Signé : Le Prince de BÉNÉVENT.

Le duc de DALBERG.

Le général comte de BEURNONVILLE.

François JAUCOURT.

L'abbé de MONTESQUIOU.

DUPONT (de Nemours), secrétaire.

Puis ce furent le retour de l'île d'Elbe, la campagne de France et Waterloo et l'exil définitif.

Le 26 juin 1815, un nouvel arrêté rendu par la commission du gouvernement, sur le rapport du Ministre d'État, déclarait que les arrêts et jugements des cours et tribunaux, ainsi que les actes des notaires seraient provisoirement intitulés : « Au nom du Peuple Français. » Puis Louis XVIII ayant repris le pouvoir, une ordonnance du 30 août suivant vint, en même temps que prescrire l'intitulé au nom du roi, édicter la nullité de toutes poursuites qui seraient faites en vertu de titres revêtus d'une ancienne formule.

D'ailleurs, un an plus tard, le 17 juillet, une nouvelle ordonnance défendit dans son art. 2 « aux cours, tribunaux, préfets... et tous autres officiers et sujets, d'employer, dans les citations qu'ils seraient obligés de faire d'aucune loi, arrêté, décret, etc., les dénominations et expressions rappelant les divers gouvernements antérieurs au

retour du roi, et supprimées et effacées des codes, d'après l'article I. »

La formule subsista jusqu'à la révolution de 1830 ; à cette époque elle était de nouveau modifiée.

Deux ordonnances intervinrent :

La première du 3 août 1830, statuait provisoirement :

« Les arrêts, jugements, mandats de justice, contrats et tous autres actes seront intitulés ainsi qu'il suit, jusqu'à ce qu'une loi ait fixé définitivement la formule suivante : « Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume, à tous présents et à venir salut. La Cour... ou le tribunal de... a rendu, etc... Mandons et ordonnons, etc... »

La seconde du 16 août modifiait ainsi la formule :

« Louis Philippe, Roi des Français, à tous présents et à venir salut — mandons et ordonnons — etc. »

Mais dix-huit ans ne s'étaient point écoulés, que la Monarchie s'écroulait à nouveau, et que la République était établie. Le gouvernement provisoire lança deux proclamations ; celle du 24 février 1848 est intitulée : « Au nom du Peuple Français » — celle du lendemain soir : « République Française. » Les deux formules furent réunies par un arrêté du Ministre de la Justice, du 13 mars qui suivit ; l'article 1 détermine définitivement l'intitulé de la formule exécutoire : « République Française, au nom du Peuple Français, » tandis que l'article 2 décide que : « les porteurs des expéditions... et des grosses... délivrées avant l'ère républicaine... devront préalablement les pré-

senter... afin d'ajouter la formule ci-dessus indiquée à celle dont elles étaient précédemment revêtues. »

Cette même prescription se trouve reproduite dans l'article 2 du décret présidentiel du 13 mars 1852, dont l'article 1 édictait une formule exécutoire nouvelle : « Louis-Napoléon, Président de la République Française, à tous, présents et à venir, salut. »

Puis — l'Empire ayant été rétabli — elle fait encore l'objet des articles 3 et 4 du décret impérial du 2 décembre de la même année. Quant à l'intitulé des actes il était devenu le suivant : « Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, etc. »

C'est cette dernière formule qui devait faire place — lorsque le régime républicain eut été substitué au régime impérial à la suite des événements que l'on connaît — à la formule exécutoire actuellement en vigueur, dont les termes furent tout d'abord arrêtés par un décret du 6 septembre 1870, puis modifiés par un autre décret du 2 septembre 1871, qui les fixa comme il suit :

Art. 2. — Les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée, seront intitulées ainsi qu'il suit : République Française. Au nom du peuple Français... et terminées par la formule suivante : « En conséquence le Président de la République Française mande et ordonne à tous huissiers, sur ce requis, de mettre le dit arrêt (ou le dit jugement —

ou le dit acte) à exécution ; aux procureurs généraux et aux procureurs près les Tribunaux de première instance d'y tenir la main ; à tous les officiers de la force publique, de prêter main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi le présent arrêt (ou jugement, etc.) a été signé par... »

Actuellement, c'est donc en vertu de cet ordre que les jugements et les actes notariés, peuvent être mis à exécution, directement et par la force armée s'il est besoin. Mais il faut pour cela qu'ils contiennent expressément la formule nécessaire, c'est-à-dire la formule prescrite par le décret du 2 septembre 1871. S'ils ont été rendus ou passés postérieurement à cette date, la question ne saurait faire de doute. Mais la même nécessité s'impose lorsqu'il s'agit de jugements rendus ou d'actes passés avant 1871 : pour autoriser aujourd'hui des mesures d'exécution valables, ces titres doivent non seulement porter la formule en vigueur au moment de leur rédaction, mais encore être revêtus de la formule nouvelle.

Au cours de l'aperçu historique que nous avons donné plus haut, nous avons, à plusieurs reprises, constaté dans les lois, la présence à ce sujet, de dispositions impératives. Le législateur de 1870 et de 1871 a suivi la tradition.

A la date du 6 septembre 1870, il prescrivait aux porteurs d'expéditions de jugements, de grosses et d'expéditions d'actes notariés, délivrées avant l'ère républicaine, de les présenter — avant de les faire mettre à exécution

— soit aux greffiers des Cours ou Tribunaux s'il s'agissait d'arrêts ou de jugements, soit à un notaire s'il s'agissait d'actes, afin que la formule nouvellement édictée fût ajoutée à celles dont elles étaient précédemment revêtues.

Et quand, l'année suivante, le décret du 2 septembre, vint modifier légèrement la formule exécutoire, en substituant dans le mandement les mots : « En conséquence le Président de la République », aux mots : « En conséquence la République » que le décret de 1870 avait prescrits, il renouvela, dans son article 3, l'injonction que le décret précédent avait portée, et maintint pour les actes et jugements antérieurs au 2 septembre 1871, la nécessité de l'addition de la formule nouvelle.

Cette règle comporte toutefois une double exception.

En premier lieu, le décret du 2 septembre 1871, a ajouté lui-même la disposition suivante à celles qui sont déjà connues :

« Les porteurs des grosses et expéditions revêtues de la formule prescrite par le décret du 6 septembre 1870, pourront les faire mettre à exécution sans faire ajouter la formule ci-dessus indiquée. »

La décision s'imposait à raison de la similitude des deux formules dont il s'agit. Dans les deux en effet le mandement émanait de la République, et si, dans la seconde, on avait, il est vrai, personnifié le régime, ainsi que nous l'avons indiqué, la différence créée était si minime qu'elle

ne devait point empêcher de considérer les deux formules comme identiques.

En second lieu, et par voie de conséquence, la jurisprudence a admis les mêmes solutions en ce qui concerne les grosses et expéditions délivrées du 24 février 1848, au 13 mars 1852.

« Attendu en effet, dit un arrêt de la Cour de Toulouse en date du 16 mars 1877 (1), que le décret de 1870 avait remis en vigueur celui du 13 mars 1848 ; attendu que la grosse de l'acte dont copie a été notifiée... portait toutes les mentions exigées par le décret de 1848 ; que les dispositions du dernier paragraphe de l'art. 3 du décret de 1871 ne peuvent raisonnablement s'appliquer qu'aux jugements ou actes, intervenus sous un régime déchu, et qu'on voudrait exécuter avec le mandement d'une autorité qui a cessé d'exister et de commander ; attendu que les formules exécutoires établies par les actes législatifs des 13 mars 1848 et 6 septembre 1870 étant identiquement les mêmes, il est permis d'invoquer en cette hypothèse l'exception établie par l'art. 3 du décret de 1871 ; qu'en réalité l'acte (qui portait la formule de 1848) était revêtu de la formule prescrite par le décret du 6 septembre 1870.....
... Par les motifs etc...

A ces deux exceptions près, la formalité est donc exigée pour tous actes ou jugements antérieurs au décret du 2 septembre 1871.

(1) S., 77, 2, 80.

On a cependant soutenu qu'elle ne pouvait être valablement remplie, quand il s'agissait, soit d'un jugement inattaquable, définitif, soit d'un jugement ayant été signifié avant le 2 septembre 1871.

En effet, a-t-on dit, d'une part il est impossible d'apporter aucune modification aux jugements définitifs, et d'autre part le jugement visé dans la seconde hypothèse ayant reçu un commencement d'exécution, a été soustrait à l'application de la loi par la loi elle-même, puisque le décret de 1871 exige que les jugements et les actes aient été présentés... « avant toute exécution ».

Le texte dit en effet : « art. 3les grosses ou expéditions délivrées avant le 6 septembre 1870, devront avant toute exécution, être préalablement présentées aux greffiers des Cours pour les arrêts ou jugements et aux notaires pour les autres actes, afin d'ajouter la formule prescrite par le présent décret. »

Il y a là une série d'inexactitudes.

Sur le premier point en effet — outre que le décret de 1871 n'établit entre les jugements aucune distinction — lorsqu'il ne s'agit que d'ajouter une nouvelle formule à celle dont un jugement a été revêtu, il n'est nullement question de modifier les termes de cette sentence : la teneur en demeure intacte et l'ancienne formule elle-même se trouve respectée !

La seconde objection n'est pas plus sérieuse. Tout d'abord elle repose sur une erreur juridique, car il est inexact d'assimiler une signification à une exécution. La

signification fait simplement courir le délai d'appel : ce n'est même pas un commencement d'exécution ; d'autre part on a justement fait observer, que — même si cela était — la loi ne saurait être entendue dans le sens qui nous est indiqué, car il serait ainsi par trop facile d'en éviter l'application :

« Signification vaut exécution » dirait la partie intéressée ; « j'ai, il est vrai, un titre rendu exécutoire sous un régime déchu ; je vous l'ai signifié et j'ai exercé des poursuites contre vous. Vous m'opposez les prescriptions du décret qui nous régit actuellement. Mais elles ne me sont plus applicables, puisque j'ai commencé l'exécution ! »

Or telle n'a pu être la volonté du législateur, qui a subordonné, aussi bien le commencement que la consommation de l'exécution, à l'accomplissement de la formalité prescrite.

Il ne pourra bien entendu y être procédé que par un notaire ou par un greffier ; d'où il suit que la rectification doit être datée et signée, afin qu'il soit ainsi démontré qu'elle a été réellement l'œuvre de l'officier ministériel compétent. La nécessité en avait été exprimée par l'ordonnance de 1815, dans son article 3. Depuis, la question a fait doute à plusieurs reprises, et l'on cite notamment un arrêt de la Cour de Bastia (1) qui, au cas d'omission, refusa de prononcer la nullité.

Dans un jugement du 6 octobre 1848, le tribunal de

(1) *Journal des avoués*, t. xxv, p. 175.

Lombez exprima l'opinion contraire. Dans l'espèce qui lui était soumise, il décida que « les bordereaux de collocation servant de base au commandement ayant été primitivement expédiés avec l'ancienne formule, celle-ci aurait dû être conservée en y ajoutant seulement la nouvelle ; mais qu'en admettant que la substitution de l'une à l'autre ne fût pas une cause de nullité, était-il nécessaire du moins que le changement fût fait avec les garanties prescrites par le législateur : que rien n'indiquait que la rectification de la formule eût été faite d'une manière régulière, puisqu'elle n'était ni datée, ni revêtue de la signature du greffier, ce qui lui ôtait le caractère d'authenticité, et entraînait, par voie de suite, la nullité du commandement. »

Cette solution nous paraît exacte : la rectification de la formule exécutoire est un acte véritable qui, comme tous les actes, doit être daté et signé.

De quelle manière devra-t-il être procédé à l'addition de la formule nouvelle ?

L'ordonnance du 30 août 1815, dont nous avons déjà signalé l'extraordinaire rigueur, mais qui du moins eut le mérite de statuer avec une grande précision, s'exprimait fort clairement sur ce point. Voici d'ailleurs le texte complet de son article 3 :

« Le greffier ou le notaire bâtonnera la formule existante, soit au commencement de l'acte, soit à la fin, et « y substituera, par interligne ou à la marge, la formule

« royale. Il datera et signera cette rectification qui sera
« faite sans frais. »

C'était là une des conséquences — nous en signalerons une autre un peu plus loin — du principe dont le pouvoir royal était alors pénétré, et en vertu duquel il refusait aux divers régimes qui s'étaient succédé en France, depuis la mort de Louis XVI, ainsi qu'aux mandements qu'ils avaient pu donner, tout caractère de légitimité.

Il y avait là une conception singulière de la souveraineté nationale !

Les décrets rendus par les gouvernements qui suivirent ne témoignent point d'une semblable exigence.

Une circulaire du Garde des sceaux du 17 juillet 1848 rappelant les termes du décret du 13 mars précédent, indiquait que l'article 2 n'avait prescrit que d'« ajouter », sur les titres, la formule nouvelle à celles dont ils auraient pu être précédemment revêtus.

Quelques années plus tard, le 27 mai 1856, alors que le régime n'était plus le même, que l'intitulé de la formule avait été modifié, mais que le mandement était resté conçu dans les mêmes termes, un arrêt de la Cour de Bordeaux, en statuant sur une question de rectification de la formule exécutoire, décida, à raison de la particularité précédente, qu'il y avait lieu de transcrire sur l'acte l'intitulé nouvellement établi, mais non pas le mandement puisqu'il était identique à l'ancien.

« Le signe de la Souveraineté, dit-elle, ainsi que l'ex-

« pression de la volonté du souverain se manifestent pleinement dans l'intitulé de l'acte. »

La doctrine se préoccupa de la question. Un auteur (1), qui écrivait sous l'empire de ce même décret de 1852, était d'avis qu'il était plus prudent de faire relater dans tous les cas, la formule nouvelle tout entière. Il disait qu'une autre Cour aurait pu rendre un arrêt opposé à celui de la Cour de Bordeaux en s'appuyant sur ce raisonnement que, si le décret de 1852 prescrivait de présenter les titres, soit à un notaire, soit à un greffier, pour que « la formule qu'il indiquait fût ajoutée » à celles dont les actes étaient précédemment revêtus, il fallait donc que la formule fût bien « ajoutée » telle qu'elle avait été « indiquée », c'est-à-dire en entier — et qu'il n'y avait aucune raison de permettre à un officier public, de n'en corriger et de n'en écrire qu'une partie ; que d'autre part le mandement était — au moins autant — et même plus que l'intitulé, l'expression de la volonté du chef du pouvoir exécutif ; qu'il fallait enfin considérer la formule exécutoire comme un tout que le notaire ou le greffier écrivait et signait par délégation du pouvoir exécutif, sans avoir aucune mission de contrôle ou d'examen.

Les décrets des 6 septembre 1870 et 2 septembre 1871, laissent en matière de rectification de formule exécutoire la même latitude que le décret du 2 décembre 1852. La question reste entière. Sans doute l'opinion de Chauveau

(1) CARRÉ et CHAUVEAU. — *Lois de la procédure civ. et com.*
V. le supplément de Dutruc, t. II, p. 8, n° 25.

est la plus sûre, en ce sens qu'un surcroît de précautions ne saurait jamais nuire.

Mais, lorsque l'ancienne et la nouvelle formules ne diffèrent que par l'intitulé, et lorsque, sur un titre exécutoire, le nouvel intitulé a été ajouté à l'ancien, nous ne croyons pas qu'il y ait inconvénient à s'en tenir à cette rectification, et à ne point transcrire, en regard de l'ancien mandement, un mandement identique.

D'autre part, lorsque la rectification, quelle qu'elle soit, a été opérée, il n'y a lieu de « bâtonner » ni de supprimer d'aucune manière, la formule exécutoire ancienne. En effet, le décret de 1871, dit « ajouter » ; il ne dit pas : substituer : la volonté de la loi est clairement exprimée et l'on doit s'y conformer. Agir autrement, serait d'ailleurs enlever à l'acte une partie de sa valeur : ce serait, à notre avis, le priver d'un de ses éléments essentiels. Car la formule dont il avait été revêtu fait corps avec lui : elle prouve qu'il avait déjà, à cette époque, force d'exécution parée ; elle atteste sa vertu en même temps que sa régularité : elle doit être maintenue.

C'est ce qui fut décidé dans un jugement du tribunal civil d'Espalion du 9 décembre 1884. Il s'agissait d'un commandement, fait en vertu d'une grosse délivrée antérieurement au 6 septembre 1870 ; l'original de la grosse était revêtu des deux formules, tandis que la copie, qui en était reproduite en tête du commandement, ne portait que la nouvelle. — Le tribunal annula le commandement, en s'appuyant sur la disposition de l'article 673 du Code

de Procédure civile. Il y est dit que copie entière doit être donnée du titre en vertu duquel on saisit, « d'où l'obligation », dit le Tribunal, « de reproduire dans la dite copie, les formules qui rendent le titre exécutoire et régulier. »

Supposons à l'inverse que des poursuites aient été exercées, en vertu d'un titre ne portant point la formule exécutoire nouvelle, et revêtu seulement de celle qui était en vigueur au moment de sa confection.

Quelles seront les conséquences de l'inobservation des prescriptions de l'art. 3 du décret du 2 septembre 1871 ? — Une difficulté est née de ce fait que la loi elle-même n'a pas sanctionné les dispositions qu'elle portait. Il est toutefois un point qu'il importe de fixer dès maintenant : si l'on se trouve au début de la procédure, si les poursuites ne sont pas encore terminées, il est évident que la partie poursuivie y fera surseoir de plein droit, en signalant l'irrégularité commise, et qu'elle ne pourra être inquiétée jusqu'à ce que son adversaire ait fait réparer l'omission. Mais si la contestation sur la validité de la procédure s'élève lorsque le procès est terminé, faut-il décider que les poursuites qui ont été ainsi exercées sont nulles, ou faut-il les tenir pour valables ?

La question a soulevé la plus vive controverse, et chacune des opinions peut invoquer, avec un nombre imposant de décisions de jurisprudence, l'autorité de jurisconsultes éminents.

Un premier système édicte la nullité des poursuites.

— En effet, y est-il dit, les termes de la loi sont formels : ils ont prescrit — aussi bien en 1871 qu'en 1852 — de faire apposer la nouvelle formule par un notaire ou par un greffier, sur les titres de date antérieure à leur promulgation, et il importe de leur obéir en tous points. Au cas où l'on négligerait de s'y conformer, les poursuites engagées sur la foi d'un titre ainsi incomplet, ne pourraient être que nulles ; en effet c'est le pouvoir exécutif existant qui, seul, peut autoriser l'exécution parée ; or il prescrit dans ce but une formule spéciale, qui — seule aussi — peut permettre de procéder ; il faut donc, à peine de nullité, y avoir recours, et requérir avant tout son apposition par les officiers compétents (1).

Un second système se montre moins rigoureux, et avec raison, à notre sens, refuse de prononcer la nullité dont il s'agit.

Un double argument le justifie.

Et tout d'abord en effet, on ne saurait prononcer la nullité d'actes de procédure sans qu'un texte formel le permit : l'article 1030 du Code de Procédure civile le commande, et

(1) Lombez, 6 oct. 1848, *Journal des avoués*, 1849, p. 320.

Toulouse, 24 janv. 1849, id. id. p. 321.

Paris, 20 janv. 1849, S. 49, 2, 154.

Orléans, 14 août 1849, *Journ. des avoués*, 1850, p. 496.

Cognac, 7 juin 1852, id. 1852, p. 319.

Espalion, 9 déc. 1884, *Gazette du Palais*, 1885, p. 108.

Chinon, 5 août 1886, *Journ. des avoués*, 1886, p. 432.

Poitiers, 20 déc. 1886, *Pand. franç.*, périod. 1887, p. 135.

CARRÉ, CHAUVEAU et DUTRUC. — Ouv. cit. Supplément. V. Exécution forcée, nos 15 et 31.

par contre la loi, en prescrivant l'addition de la formule nouvelle, n'a pas dit de quelle manière elle entendait sanctionner l'omission de cette formalité.

Il n'en fut pas toujours ainsi, et l'Ordonnance de 1815 — dont nous avons déjà rapporté certaines dispositions — édictait la nullité de la procédure d'exécution faite en vertu d'un titre, sur lequel on n'aurait pas pris le soin de faire transcrire la formule nouvelle, dont elle venait de fixer les termes.

Mais cette disposition n'était que la conséquence logique de l'étrange conception que nous avons déjà signalée : « Les actes, arrêts ou jugements » est-il dit dans le préambule de l'ordonnance, « expédiés pendant notre absence, l'ont été au nom de ceux qui se sont successivement emparés de l'autorité. On continue de s'en servir, et les exécutions et poursuites judiciaires sont la plupart du temps fondées sur des actes qui rappellent ce pouvoir « illégitime », et retracent aux Français des souvenirs odieux et affligeants. Il nous a paru urgent de faire cesser un tel état de choses et d'imprimer aux titres dont nos sujets sont dans le cas de faire usage, un caractère de « légitimité » qui ne peut émaner que de nous. » Puisque le gouvernement de Louis XVIII considérait les hommes qui l'avaient précédé au pouvoir comme des usurpateurs, il n'était point surprenant qu'il édictât d'autre part la nullité des actes expédiés en leur nom.

D'ailleurs la jurisprudence créée par cette ordonnance,

suscita de nombreuses critiques, et fut abandonnée après la Révolution de juillet 1830.

Il est donc probable, ainsi qu'on l'a fait justement observer, que si le législateur avait voulu par la suite, remettre en vigueur le système abandonné de l'ordonnance de 1815, il n'eût pas manqué, soit en 1852, soit en 1870, soit enfin en 1871, dans les décrets qui régirent successivement la matière, d'exprimer nettement sa volonté.

Mais il ne nous est point permis de suppléer son silence, et pour d'autres raisons encore, il nous paraît juridiquement impossible d'admettre l'opinion contraire.

S'y arrêter en effet, ce serait décider que les lois et les décrets rendus au nom des gouvernements antérieurs, ne sauraient actuellement avoir le moindre effet, ce qui serait aller à l'encontre du bon sens et aussi des intentions du législateur, car ce serait dénier aux anciens titres tout caractère exécutoire ; si les décrets les plus récents, ont en effet prescrit une adjonction et non plus une substitution, c'est qu'ils reconnaissaient que la précédente formule devait être maintenue, que l'acte n'avait donc pas perdu son caractère exécutoire, ainsi qu'il le perdait d'après les dispositions de l'ordonnance du 30 août 1815.

Evidemment le pouvoir exécutif seul peut autoriser l'exécution des actes et des jugements, et avant de le faire il prescrit une formule. Evidemment les titres postérieurs à l'avènement d'un nouveau régime, doivent porter la formule nouvelle et ne doivent porter que celle-là ; évidemment enfin si l'on agit en vertu d'un titre revêtu d'une

formule ancienne, la poursuite pourra être paralysée jusqu'à ce que le nouveau mandement ait été apposé.

Mais qu'il faille prononcer la nullité de poursuites exercées sous un régime, en vertu d'un titre déclaré exécutoire par un gouvernement déchu, c'est là une induction qui nous paraît singulièrement inexacte : les hommes ont pu disparaître, les régimes se succéder, la souveraineté du pouvoir exécutif — quel qu'il ait été — n'en a pas moins imprimé aux décisions rendues, aux actes passés en son nom, une autorité indélébile. « Il y a là un droit acquis — non du Souverain, mais de la loi — auquel on ne saurait porter préjudice. (1) »

Signalons enfin en terminant ce chapitre, une question qui a donné lieu à de nombreuses et intéressantes décisions de jurisprudence : c'est celle qui a trait aux effets de l'addition de la formule exécutoire française, effectuée depuis l'annexion de la Savoie à la France sur les actes passés sous le régime précédent devant les notaires sardes.

On a soutenu et il a été jugé, que l'apposition de la formule exécutoire actuelle était insuffisante à conférer à ces actes la force d'exécution parée.

La solution contraire paraît cependant triompher en jurisprudence, et nous ne pouvons mieux faire que de rap-

(1) Angers, 5 juillet 1849. — D. P. 49, 3. 96.

Paris, 3 janvier 1852. — S. 52, 2, 142.

Toulouse, 29 juin 1864. — D. P. 64, 2, 154.

La Roche-sur-Yon, 12 mai 1886. *Journal des Avoués*, 1887, p. 58.

BOITARD, COLMET, D'AGE et GLASSON, t. II, n° 799.

porter ici les termes d'un jugement rendu par la deuxième chambre du tribunal d'Annecy le 20 décembre 1893 (1), cette décision exposant le débat avec une clarté particulière : « Le Tribunal... Sur le caractère exécutoire du titre, attendu qu'il faut distinguer entre la force exécutoire d'un acte et les formalités nécessaires pour arriver à son exécution ; que si le premier point touche au fond du droit, si une loi ne peut porter atteinte aux droits acquis résultant du caractère que la législation antérieure attachait à l'acte, le dernier, au contraire, est du domaine de la procédure et se trouve soumis aux lois en vigueur lors de l'exécution ;

Attendu que le commandement du 7 juin a été pratiqué en vertu d'un contrat de mariage passé à Rumilly le 18 septembre 1837 ; que les Royales Constitutions, sous l'empire desquelles cet acte a été passé, reconnaissaient force exécutoire aux actes notariés (§ I, chap. VI, tit. 22, liv. 5) ; que le Code de procédure civile sarde et le règlement du 24 décembre 1854, art. 186, ont consacré à nouveau ce principe en modifiant les conditions et les formes à suivre pour la mise à exécution ; qu'il n'est pas douteux que ces dernières dispositions fussent applicables aussi bien aux actes antérieurs qu'aux actes postérieurs ; qu'au moment de la réunion de la Savoie à la France tous les actes notariés se trouvaient ainsi soumis aux mêmes règles et avaient également force exécutoire ;

(1) *Journ. des Ar. des Cours de Grenoble et de Chambéry* (1893, 2, 164).

Attendu que par le fait de cette réunion les Etats Sardes se sont trouvés soumis, en ce qui concerne la procédure, à la législation française ; que dès lors l'art. 1041 C. pr. civ. français abrogeant expressément toutes lois et tous règlements relatifs à cette matière, la délivrance en forme exécutoire des expéditions des actes antérieurs à 1860 n'est plus soumise aux formalités prévues par l'art. 186 du règlement du 24 décembre 1854 ;

Attendu d'ailleurs que le décret des 12 et 18 juin 1860 a expressément tranché la question ; qu'il résulte des termes généraux des art. 1 et 2, que, dans la Savoie, les expéditions et grosses des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée doivent être revêtues de la formule exécutoire prescrite, sans aucune distinction ; que s'agissant d'une règle de procédure elle devenait nécessairement applicable aux actes reçus antérieurement à sa promulgation ; que c'est en vain qu'on a cherché à tirer argument de l'art. 3 de ce décret ; qu'il n'infirme en rien les dispositions générales des articles qui le précèdent et a eu seulement pour but, en permettant de régulariser les expéditions déjà délivrées par l'adjonction de la formule légale, d'éviter aux parties les frais d'une nouvelle expédition ;

Attendu que l'insertion de la formule exécutoire n'est soumise à aucune formalité spéciale ; que, bien plus, l'article 4 dispose expressément que l'addition prévue par l'art. 3 aura lieu sans frais ; que cette disposition est une conséquence du principe qui fait résider la force exécu-

toire dans l'acte et non dans la formule exécutoire qui varie suivant l'autorité souveraine qui préside à l'exécution ; que la grosse en vertu de laquelle il a été procédé étant régulièrement revêtue de la formule actuellement en vigueur, ce moyen de nullité doit être écarté, etc. (1) »

(1) Dans le même sens : Trib. Annecy, 10 juillet 1861. — Trib. Chambéry, 28 mars 1863. — Cour Chambéry 23 mars 1863.

En sens contraire : Trib. Annecy, 30 sept. 1888, (V. la note de la page 103). — 27 juillet 1889 (V. *La Loi* du 5 oct. 1889).

CHAPITRE II

ACTES REVÊTUS DE LA FORMULE EXÉCUTOIRE

Nous rangerons sous quatre paragraphes les différentes questions que nous avons à étudier sous ce titre, et nous examinerons successivement : les titres exécutoires émanant des tribunaux ordinaires, (jugements — ordonnances — exécutoires de dépens — sentences arbitrales) — puis, les actes notariés — les actes et décisions émanant de l'autorité administrative — et enfin, mais d'une façon très succincte ainsi que nous l'avons annoncé, les actes et jugements passés ou rendus en pays étranger.

SECTION PREMIÈRE

TITRES EXÉCUTOIRES ÉMANANT DES TRIBUNAUX ORDINAIRES

1° Jugements.

Il faut considérer que le législateur dans la disposition de l'art. 545 du Code de procédure civile a entendu prendre le mot « jugement » dans son sens le plus large.

Les jugements émanant de toutes les juridictions doivent donc être revêtus de la formule exécutoire, car ce

sont de véritables lois qui doivent s'imposer, et pouvoir être imposées aux parties, de la même manière que les lois ordinaires s'imposent et peuvent être imposées à tous les citoyens.

Ainsi, qu'il s'agisse d'un jugement émané d'un tribunal civil, d'un arrêt d'une cour, ou de décisions rendues par un tribunal de commerce ou par un juge de paix, le principe recevra son application.

L'article 2 du décret du 2 septembre 1871, fait d'ailleurs précéder dans sa disposition, le mot jugement du mot arrêt, et d'autre part l'art. 470 du Code de procédure civile édicte, que « les autres règles établies pour les tribunaux inférieurs seront observées dans les Cours Royales »,

La question n'est pas plus discutable, à raison de la généralité de la disposition de l'art. 545, en ce qui concerne les jugements des tribunaux de commerce et ceux des juges de paix.

Au reste, pour les premiers, la loi elle-même a décidé de façon expresse : elle renvoie en effet, sous l'art. 433 du Code de procédure, pour la rédaction et l'expédition de ces jugements, aux formes prescrites par les articles 141 et 146.

Et quant aux seconds, la question a si peu fait doute, qu'une jurisprudence très ancienne reconnaît même force exécutoire aux décisions que rend le juge de paix, en matière de prorogation de sa juridiction, autorisée par l'ar-

ticle 7 du Code de procédure civile, et valablement consentie.

La Cour de cassation décidait ainsi dès le 3 frimaire de l'an IX, et la Cour d'appel de Rouen jugeait de même le 18 Janvier 1806 que :

« Lorsque sur le consentement des deux parties un juge de paix a rendu, dans la forme ordinaire, un jugement portant condamnation de l'une d'elles au paiement d'une somme qui excède le taux de la compétence de ce magistrat, ce jugement ne peut être considéré comme une simple décision arbitrale qui ait besoin de l'ordonnance d'exequatur ; il est exécutoire par lui-même et forme un titre suffisant pour opérer une expropriation forcée. »

Mais, pour que le jugement puisse former un titre exécutoire, encore faut-il qu'il porte condamnation. — En effet, c'est le créancier qui poursuit l'exécution, et pour que cette qualité puisse lui être reconnue en vertu du jugement qu'il invoque, il faut bien que ce titre porte une condamnation à son profit.

C'est le principe que formulait la Cour d'Agen, dans un arrêt du 18 décembre 1823, où il était dit que :

« L'acte judiciaire qui ne fait que concéder acte de l'aveu de la signature apposée au bas d'une obligation, ne donne pas titre exécutoire pour en poursuivre le paiement, puisque la partie pourrait avoir, ou la quittance, ou un terme pour payer ; qu'il faut, outre l'aveu, une condamnation pour qu'on puisse agir par voie parée... »

A cette condition, et lorsque la condamnation principale est susceptible d'être liquidée — (il n'est plus exigé qu'elle ne soit que pécuniaire) — le jugement donne à celui qui l'a obtenu, le pouvoir d'en obtenir l'immédiate exécution ; sous la seule réserve, ainsi que l'indique M. Garsonnet, que « les procédés d'exécution forcée varient nécessairement suivant l'objet d'un procès, et le dispositif du jugement », et que « le jugement qui ordonne par exemple de délaisser un immeuble, ne s'exécute pas comme celui qui condamne à payer une somme d'argent déterminée. »

2° *Ordonnances.*

En vertu de la généralité des termes de l'art. 545 du Code de procédure civile — où, comme nous l'avons dit, le mot jugement doit être entendu dans le sens le plus large — il faut reconnaître le caractère exécutoire à toute sentence portant condamnation et émanant d'une juridiction qui agit régulièrement et dans la limite de ses pouvoirs.

Les ordonnances rendues par le juge constituent donc, elles aussi, de véritables titres exécutoires, et peuvent, comme les jugements, porter la formule que nous connaissons. C'est ce qui existe par exemple pour les ordonnances de collocation rendues par le juge commissaire dans une procédure d'ordre ou de distribution par contribution, ainsi qu'il résulte des articles 671 et 771 du Code de procédure civile.

Cependant il n'en est point ainsi pour toutes les ordonnances, et il y en a qui sont mises à exécution sans être revêtues de la formule exécutoire.

Ce sont d'une part celles qui sont rendues par le magistrat, sur simple requête, même en sa demeure, et que notre ancienne jurisprudence appelait des « actes d'hôtel ».

Ce sont d'autre part celles dont l'exécution est, à raison de l'extrême urgence, autorisée sur la minute même.

Dans les deux cas en effet, les ordonnances ne sont point — au moins avant l'exécution — expédiées par le greffier : or, aux termes de l'article 146 du Code de procédure civile, aussi bien qu'aux termes de l'art. 25 de la loi du 25 ventôse an XI, la formule exécutoire ne saurait être opposée que sur la première expédition ou grosse.

L'exécution sur minute est prévue et autorisée par deux textes : le premier est l'art. 814 du Code de procédure civile :

« Dans les cas d'absolue nécessité, le juge (des référés) pourra ordonner l'exécution de son ordonnance sur la minute. »

Le second est l'article 12 de la loi du 25 mai 1838, sur les justices de paix, ainsi conçu :

« S'il y a péril en la demeure, l'exécution provisoire pourra être ordonnée sur la minute du jugement, avec ou sans caution, conformément aux dispositions de l'article précédent. »

On prétend que la faculté ainsi reconnue, au juge

des référés et au juge de paix, doit être également accordée, au cas de nécessité, aux tribunaux de première instance ainsi qu'aux cours d'appel, parce qu'il est inadmissible, dit-on, que le juge inférieur puisse être investi d'un droit que l'on refuse au juge supérieur.

C'est une théorie que la jurisprudence a volontiers admise : de nombreuses décisions sont intervenues en effet dans ce sens (1), et le 2 décembre 1861, la Cour de cassation rendait un arrêt dans lequel il est dit :

« Attendu d'ailleurs qu'à défaut de titre authentique (pour exercer les poursuites) il eût suffi de l'urgence, et que la déclaration faite à cet égard par le juge du fond rentre dans son appréciation souveraine ; attendu que le pouvoir accordé au juge des référés par l'art. 811 Code pr. d'ordonner l'exécution sur minute de ses décisions, ne peut manquer au juge supérieur ; que l'exécution sur minute est donc régulière ; attendu que la signification du jugement n'était pas nécessaire dès que l'urgence était déclarée avec exécution sur minute ; que cette disposition était exclusive de tout ce qui pouvait retarder l'exécution... »

La doctrine a contesté cette solution, et l'opinion contraire qu'elle exprime nous paraît plus exacte, plus conforme à l'esprit de la loi. En effet, l'exécution des

(1) Paris, 20 août 1810. *Pand. chron.* D. A. 11, 545.

Cass., 10 janv. 1814. S. et *Pand. chron.* D. A. 11, 752.

Rennes, 27 août 1819. *Pand. chron.* D. A. 9, 650.

Nîmes, 1^{er} août 1838. S. 39, 2. 100.

Cass., 27 janv. 1858. S. 58, 1, 728.

jugements a été entourée par le législateur d'une série de précautions essentielles, qui sont autant de garanties pour les parties, et notamment pour la partie condamnée.

S'il a été permis au juge des référés ainsi qu'au juge de paix, d'autoriser parfois une exécution plus rapide, ce pouvoir extraordinaire ne leur a été concédé qu'à raison de leur mission spéciale et de l'extrême urgence de la plupart de leurs jugements. Mais ce sont là des règles exceptionnelles et dont il n'est point permis d'étendre l'application.

« La jurisprudence l'admet cependant, dit M. Glasson, en se fondant notamment sur le motif que le pouvoir accordé aux juges des référés ne peut manquer aux juges supérieurs. Mais le juge de paix a le pouvoir de statuer d'après l'équité, sans que sa décision soit soumise à la censure de la Cour de cassation (loi du 25 mai 1838) ; personne ne revendiquerait le même privilège pour les tribunaux civils d'arrondissement et les Cours d'appel. La loi a autorisé l'exécution sur minute des ordonnances de référé et des sentences du juge de paix, qui, d'ailleurs, se lèvent et s'expédient toujours sans rédaction de qualités. Mais accorder le même pouvoir aux tribunaux civils et aux Cours d'appel, ce serait non seulement supprimer la signification du jugement, mais la rédaction des qualités et le droit d'y former opposition (art. 142 à 145 C. pr.) ; il me semble impossible en l'absence d'un texte formel, de priver la partie condamnée de ces garanties protectrices. »

3^e Exécutoires de dépens.

L'exécutoire de dépens est le titre qui permet d'obtenir de la partie condamnée le paiement des frais qui ont été régulièrement exposés. L'utilité de ce titre spécial n'apparaît point en matière sommaire, puisque les frais se trouvent alors liquidés dans le jugement lui-même, et que la taxe qui en est ainsi faite, bénéficie du caractère exécutoire dont la sentence est revêtue.

Mais il n'en n'est point de même en matière ordinaire ; c'est précisément là que doit intervenir l'exécutoire de dépens, pour compléter sur ce point particulier, la décision intervenue.

« C'est, dit M. Garsonnet, l'injonction que le juge taxateur adresse au nom du tribunal à la partie débitrice, de payer le montant des dépens mis à sa charge et préalablement liquidés, à la partie qui les a obtenus, ou à son avoué qui en a obtenu la distraction. »

L'exécutoire de dépens n'est donc qu'une ordonnance, mais une ordonnance assez spéciale, et que l'on pourrait presque assimiler à un jugement à raison des effets qu'elle produit : l'article 4 de la loi du 24 septembre 1897 porte en effet : « L'ordonnance de taxe vaut titre exécutoire ; elle emporte hypothèque judiciaire. »

La minute de l'ordonnance est signée par le magistrat ; la grosse en est délivrée par le greffier, et signifiée, avec l'état des frais taxés, ainsi qu'il est prescrit (art. 4 de la loi précitée).

4° Sentences arbitrales.

« L'arbitrage, disait Bouteiller (*Somme rurale*, liv. II, tit. III), est une volonté ou une puissance donnée à aucun, qui entreprendre le veut, à déterminer ou prononcer sur le débat des parties ce que raison ordonne. »

Les arbitres sont en effet de simples particuliers, auxquels, à raison de leur compétence ou de leur probité reconnues, des parties en désaccord sur un point litigieux, confient, dans un « compromis », le soin de trancher par une sentence le différend qui les partage.

L'arbitrage qui est de droit naturel, repose, dans notre droit, sur deux grands principes : celui de la liberté des conventions, et celui du caractère absolu du droit de propriété, consacrés tous deux par le Code civil, d'une part et par a contrario sous l'article 6, d'autre part sous l'art. 544. Il résulte en effet de la combinaison de ces textes, qu'il est permis de soumettre à l'arbitrage d'une personne librement choisie, les droits que l'on possède et sur lesquels on s'appuie lors d'une contestation, sous la seule réserve des cas spéciaux où la loi le prohibe, pour des raisons qui intéressent l'ordre public ou les bonnes mœurs.

Mais s'il est vrai que la liberté des conventions est reconnue, s'il est également proclamé, sous l'art. 1134, que ces mêmes conventions tiennent lieu de loi aux parties qui les ont légalement consenties, il ne s'en suit

pas moins que les sentences arbitrales dont la force se trouve ainsi déterminée, font pleinement foi entre les parties, à titre de conventions privées, mais ne sauraient par là même avoir d'autre effet, et, comme les jugements proprement dits, emporter de plein droit force exécutoire.

Pour leur donner cette puissance, il faut donc les présenter au visa du pouvoir judiciaire, et les faire revêtir par l'autorité compétente, de la formule nécessaire. Autrement elles ne constitueraient que de simples documents, dépourvus de force à l'égard des parties qu'elles condamnent, et dont il serait impossible au bénéficiaire de tirer directement profit.

Un officier public qui trouverait au cours de ses opérations — (un notaire dans une liquidation par exemple) — une sentence arbitrale ainsi incomplète, n'aurait à en tenir aucun compte : c'est ce qui a été décidé notamment à Lyon le 11 mai 1888 (1).

C'était un principe que notre ancien droit reconnaissait aussi, et l'ordonnance d'exequatur actuelle n'a fait que remplacer celle « d'homologation » dont nous parlent les anciens auteurs : « La partie au profit de qui la sentence arbitrale a été rendue, assigne l'autre partie devant son juge pour en faire prononcer l'homologation », dit Pothier, dans son *Traité de Procédure Civile*, à l'article 2, du chapitre 4, de la seconde partie. — Cette homologation cons-

(1) S. 88, 2, 239.

tituait même une véritable instance, et si, sur ce point, la théorie devait se modifier dans la suite, on n'en continua pas moins à admettre l'absolue nécessité de l'ordonnance d'exécution.

C'est ce que nous trouvons établi, d'abord à l'art. 6 du titre 1 de la loi du 16 août 1790, ainsi conçu : « Les sentences arbitrales dont il n'y aura point d'appel seront rendues exécutoires par une simple ordonnance du président du tribunal du district, qu'il sera tenu de donner au bas ou en marge de l'expédition qui lui sera présentée », et qui se trouve confirmé à l'article 21 de la loi du 10 Juin 1793 : « La sentence arbitrale sera exécutée sans appel et rendue exécutoire par une simple ordonnance du président du tribunal du district, qui sera tenu de la donner au bas ou en marge de l'expédition qui lui sera présentée conformément à l'art. 6, titre 1, de la loi du 16 août 1790. »

C'est ce qu'entend exprimer un arrêt de cassation du 25 prairial an XI ; enfin, c'est ce que le code de procédure, dans ses articles 1020 et 1021 a réglé en ces termes :

Art. 1020. — « Le jugement arbitral sera rendu exécutoire par une ordonnance du président du tribunal de première instance dans le ressort duquel il a été rendu : à cet effet, la minute du jugement sera déposée dans les trois jours, par l'un des arbitres, au greffe du tribunal.

S'il avait été compromis sur l'appel d'un jugement, la décision arbitrale sera déposée au greffe du tribunal d'appel, et l'ordonnance rendue par le président de ce tribunal..... »

Art. 1021. — « Les jugements arbitraux, même ceux préparatoires, ne pourront être exécutés qu'après l'ordonnance qui sera accordée, à cet effet, par le président du tribunal, au bas ou en marge de la minute, sans qu'il soit besoin d'en communiquer au ministère public ; et sera la dite ordonnance expédiée ensuite de l'expédition de la décision.

« La connaissance de l'exécution du jugement appartient au tribunal qui a rendu l'ordonnance. »

La détermination du tribunal que la loi investit de ce pouvoir, n'a pas toujours été faite d'après les mêmes principes. — Les termes de l'art. 1020 « dans le ressort duquel il (ce jugement) a été rendu », n'ont pas toujours été interprétés de la même façon.

C'est ainsi qu'il a été décidé : que le tribunal compétent était celui du ressort où l'arbitrage avait été constitué, notamment quand c'était dans ce ressort que les premiers arbitres avaient commencé leurs opérations et avaient été appelés à se réunir à un tiers-arbitre, même si le même arbitrage avait pris fin ailleurs (1).

Ce qui donnerait à entendre, que la disposition de l'article 1020 doit être interprétée dans le sens le plus large, et que l'on doit considérer comme ressort où la sentence est intervenue, celui dans lequel elle a pu par hasard être rendue : peut-être y aurait-il lieu, à notre avis, de se conformer plus strictement à la lettre de la loi. Dans ce sens

(1) Paris, 2 janv. 1834, S. 34, 2, 302.

il a été jugé que l'ordonnance d'exequatur d'une sentence arbitrale, doit être rendue par le président du tribunal du lieu où l'arbitre demeure, si ce lieu est celui où il a statué et alors même que les parties en différend seraient domiciliées dans un autre ressort (1) ; de même : que ce tribunal n'est pas nécessairement celui qui eût dû connaître du litige s'il n'y avait pas eu compromis ; que les opérations de l'arbitrage et le compromis lui-même, pouvaient en effet fort bien se passer et aboutir à sentence, dans un tribunal autre que celui dont le ressort devait — en forme régulière — retenir le litige, à raison de sa nature ou du domicile des parties (2).

En tout cas, et à moins d'exécution volontaire (3) c'est au greffe, soit du tribunal de première instance, soit de la cour d'appel, que la sentence arbitrale doit être déposée ; c'est là, qu'après avoir reçu du président l'exequatur nécessaire, elle sera, par le greffier, et suivant les règles que nous examinerons plus loin, expédiée, et revêtue de la formule exécutoire.

Ces principes sont formels, et il ne serait pas permis d'y déroger, même par une convention expresse ; c'est ainsi que la clause d'un compromis, par laquelle les parties conviendraient de faire déposer, par les arbitres, la sentence qu'ils doivent rendre, dans l'étude d'un notaire,

(1) Cass. 26 fév. 1824.

(2) Cass. 26 janvier 1824, *Journ. des Av.* t. xvi p. 24.

(3) Trib. de Comm. du Havre, 25 janv. 1887.

annulerait à la fois le compromis et la sentence elle-même (1).

Ainsi encore c'est au président — soit du Tribunal civil, soit de la Cour d'appel, suivant le cas — qu'il appartient de délivrer l'ordonnance d'exequatur ; seul il est investi de ce droit (2) même si les affaires arbitrées étaient de la compétence d'un tribunal d'exception (3) ; en cas d'empêchement de ce magistrat, il doit être remplacé par le juge le plus ancien ; à défaut par un autre juge, et mention de cette circonstance doit être faite dans l'ordonnance même, à peine de nullité d'ordre public, proposable en tout état de cause (4).

L'ordonnance d'exequatur, signée par le président, doit l'être aussi par le greffier qui l'assiste.

Toutefois si, comme toujours, l'assistance du greffier se trouve expressément requise, en vertu de l'article 1040 du Code de procédure, aucun texte n'implique la même nécessité en ce qui touche sa signature. Aussi plusieurs arrêts ont-ils décidé que la signature du président suffisait à donner force à l'ordonnance d'exequatur, et qu'elle ne pouvait être déclarée nulle, par cela seul que le greffier aurait omis de la signer (5).

(1) Riom, 28 mars 1848. *Journ. des Av.*, t. LXXIII, p. 679.

(2) Riom, 21 nov. 1855. *Journ. des Av.*, t. LXXXII, p. 280.

(3) Rennes, 4 juillet 1841, Cass., 14 juin 1831.

(4) Poitiers, 9 mai 1830.

(5) Montpellier, 3 juin 1857. S., 58, 2, 25.

Bourges, 4 août 1831. S., 32, 2, 569.

Paris, 17 avril 1847. S., 47, 2, 295.

Quand la minute de la sentence arbitrale aura été ainsi revêtue de l'exequatur, elle appartiendra en quelque sorte au tribunal, et restera dans ses archives sous la garde du greffier. C'est lui qui en délivrera la grosse et les expéditions, de la même manière que s'il s'agissait d'un jugement ordinaire, sans avoir toutefois à appliquer les art. 142 à 144 du Code de procédure.

Donc c'est le président du Tribunal de première instance ou de la Cour d'appel, qui délivre l'ordonnance d'exequatur, source de la force exécutoire des sentences arbitrales.

Mais quelle est au juste la mission de ce magistrat ?

Doit-il, lui aussi, connaître de l'affaire, ou bien l'apposition de sa signature ne constitue-t-elle qu'un visa de pure forme ? La solution intermédiaire est la solution exacte. Sans doute, dès qu'elle est rendue et telle qu'elle est rendue, la sentence arbitrale oblige définitivement les parties, puisqu'elles ont choisi elles-mêmes leur juridiction, et leur juge ; aussi l'examen du fond ne saurait-il entrer dans les attributions du président. Mais, à côté de celui-là, il en est un autre auquel il est de son devoir de procéder.

De simples particuliers ne peuvent en effet trancher un différend, que lorsqu'ils en ont reçu des parties la mission régulière ; ils ne peuvent statuer que dans les termes du compromis que les parties ont rédigé, et sous la réserve d'autre part que ces termes ne soient pas illicites, comme

soumettant à l'arbitrage, des questions pour lesquelles cette juridiction est interdite par la loi (art. 1003-1004 C. Pr. Civ.) ; enfin ils ne leur est point permis d'imposer aux parties des modes d'exécution que notre législation réproouve.

Il y a là autant de points qui doivent attirer l'attention du magistrat ; il ne délivrera l'exequatur qu'après avoir fait porter son examen sur chacun d'eux ; mais il n'ira pas plus loin, et ne devra point prétendre connaître du fond du litige.

La même solution doit-elle être donnée lorsqu'il s'agit en France de revêtir de la force exécutoire une sentence arbitrale rendue en conformité d'une loi étrangère ?

L'un des auteurs (1) qui se sont montrés partisans de la solution opposée, c'est-à-dire de la révision d'une telle sentence par les juges français, s'attachait surtout à établir, qu'il était inadmissible que l'on pût réclamer l'ordonnance d'exequatur au président du tribunal du lieu d'exécution, et il raisonnait ainsi : Notre législateur admet l'arbitrage pour tout ce sur quoi l'on peut transiger. Une réserve est faite pour les questions intéressant l'ordre public, les bonnes mœurs, les incapables ; et, comme sanction à ces prohibitions, l'on a admis (art. 1028 C. pr. civ.) l'opposition à l'ordonnance d'exequatur et à

(1) MALAPERT. — Exposé des principes sur la formule exécutoire, *Revue critique de jurispr. en matière civile*, t. XVII, p. 226.

l'apposition de la formule exécutoire sur une sentence arbitrale.

Pour faciliter cette voie de recours, la loi a eu soin de déterminer à quel tribunal la sentence serait déposée, et tout autre président que celui du tribunal du lieu où elle a été rendue, serait incompétent pour en ordonner l'exécution : il y a donc là, ajoutait-il, une garantie sérieuse que l'on ne peut supprimer arbitrairement.

Or, s'il est permis de demander l'exequatur au président du tribunal du lieu d'exécution, il s'en suit que la partie condamnée n'aura pas nécessairement avis de la possibilité du dépôt de la sentence dans tel greffe plutôt que dans tel autre, et il ne lui sera pas possible de prendre des mesures, pour éviter de voir sanctionner un acte, que nos lois politiques, notre état social, nos bonnes mœurs, repoussent peut-être unanimement.

Prenez, poursuivait-il, le cas où le condamné a des biens situés dans divers arrondissements ; celui où il voyage, et où ses bagages peuvent être saisis. « Le transport de sa malle » disait-il, fera naître autant de compétences que d'arrondissements parcourus... L'opinion dont je parle, laisse au poursuivant une latitude impossible. Car il faut se rappeler que la sentence revêtue de la formule exécutoire, sera ensuite exécutée dans la France entière, et, pour obvier à l'inconvénient que je signale, la partie condamnée sera réduite à la nécessité de former opposition à l'ordonnance d'exequatur, au greffe de tous les tribunaux français... Ajoutons encore qu'il n'y a pas,

d'après la jurisprudence, de délai fatal pour rendre une sentence exécutoire. De telle façon que l'on ne pourra prévoir, où ni quand, la sentence sera présentée. »

Il concluait donc en décidant qu'une sentence arbitrale rendue en conformité d'une loi étrangère, ne saurait être qu'un simple avis, et que la révision devait s'en imposer aux juges français, comme s'il se fût agi d'un jugement étranger ordinaire.

Telle n'est point notre opinion.

En effet si les termes de l'art. 546 de notre Code de procédure, permettent de soutenir que les jugements des tribunaux étrangers doivent être révisés au fond par les juges français, nulle disposition de ce genre n'est venue régir les sentences arbitrales. Les articles qui, dans notre Code, traitent de la matière, sont au contraire conçus dans des termes plus généraux, et ne laissent nullement entendre qu'une distinction doive être établie sur le point qui nous occupe entre les décisions des arbitres étrangers et celles des arbitres français. Il y a d'ailleurs, une raison péremptoire de décider qu'il ne pourrait en être ainsi : c'est que l'arbitrage est une institution du droit naturel, et que, du moment que les parties se sont entendues pour confier la solution de leur litige à un arbitre choisi par elles, il importe peu — quant au fond de l'affaire — que les opérations de l'arbitrage aient eu lieu conformément à la législation française, ou conformément à telle autre ; les parties, maîtresses de leurs droits, se sont librement engagées, et elles n'ont point à suspecter le juge qu'elles

se sont donné ; le fond de l'affaire est tranché et, quand le juge du lieu où la sentence doit être exécutée a examiné les quelques points que nous avons signalés plus haut, quand il s'est assuré que le compromis était régulier et que les arbitres n'avaient point excédé leurs pouvoirs, quand il a pu constater que ni l'ordre public, ni les bonnes mœurs, ni les modes légaux d'exécution de son pays ne se trouvaient lésés, il a rempli toute sa mission et n'a point, de son propre chef, à s'inquiéter de savoir si les droits des parties ont été exactement reconnus, et si leur différend se trouve équitablement réglé.

Oppose-t-on l'incertitude dans laquelle va se trouver la partie condamnée, relativement à la connaissance du tribunal dont le président sera appelé à délivrer l'ordonnance d'exequatur, et, par voie de conséquence, l'impossibilité à laquelle on prétend qu'elle va se heurter lorsqu'elle voudra former son opposition ?

A cela nous répondrons par un argument tiré du Code de procédure, qu'à raison de l'insuffisance des dispositions de l'article 1028 du même Code, nous prétendons appliquer ici.

Si l'article 1028 indique en effet que l'opposition à une sentence arbitrale sera recevable dans certains cas qu'il énumère, et qui sont précisément ceux que le magistrat doit examiner selon nous avant de délivrer l'exequatur, il laisse entendre que l'opposition n'a pas pour but d'empêcher la délivrance de l'ordonnance, et qu'elle est encore

recevable, même quand cette délivrance a eu lieu ; il ne fixe point de délai à la faculté de l'opposer.

Or comme il semble permis, devant cette lacune, de recourir aux dispositions des articles 158 et 159, qui fixent le délai de l'opposition ordinaire, nous sommes ainsi conduits à décider, que l'opposition à l'exécution d'une sentence arbitrale sera recevable, jusqu'à ce que cette exécution ait été consommée.

Mais les différentes mesures que le texte énumère et considère comme probantes à cette fin, supposent nécessairement d'autre part que la partie condamnée a eu connaissance des poursuites dont elle a été l'objet. Nous prétendons donc que la partie contre laquelle on exécute, en France, une sentence arbitrale rendue conformément au droit étranger et déclarée exécutoire par le président du tribunal du lieu d'exécution, aura toujours, si elle est désireuse de la mettre à profit, la possibilité de faire parvenir son opposition au tribunal compétent ; que les significations requises ne pourront en effet manquer de lui faire connaître ce tribunal, et qu'enfin l'objection de nos adversaires se trouve ainsi réfutée.

Nous admettons ainsi que la sentence arbitrale rendue en conformité d'une loi étrangère, doit — sous les réserves indiquées — être ordonnée en France sans révision au fond, par le président du tribunal dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu (1) ; et, puisqu'il ne s'agit point

(1) Paris, 7 janv. 1833. S., 33, 2, 143.

ici de l'exercice d'une action, mais de l'accomplissement d'une formalité de procédure, nous ajoutons que la même solution doit être donnée, dans le cas où arbitres et parties seraient de nationalité étrangère.

La jurisprudence n'admet la révision par nos tribunaux, d'une sentence arbitrale étrangère, que si elle a été rendue contre un français, par un tiers-arbitre étranger, qu'elle considère comme ayant agi à titre de délégué de la puissance publique étrangère (1). Elle estime en effet que cette circonstance transforme le caractère de l'arbitrage et modifie du même coup la nature de la sentence qui le termine ; que la souveraineté d'une autorité étrangère prenant, à la base de cette sentence, la place de la libre convention des parties, la souveraineté de l'autorité française doit reprendre ses droits ; qu'il ne s'agit pas seulement, dans ce cas, de donner l'exequatur à la simple décision d'un arbitre, mais que la sentence doit être assimilée au jugement d'un tribunal étranger, et que les juges français ont dès lors le droit — conformément à la théorie générale qu'ils appliquent — d'en réviser le fond.

SECTION DEUXIÈME

ACTES NOTARIÉS

Nous avons exposé, à sa place, dans notre première partie, la théorie qui conduisit à conférer la force exécutoire

(1) Paris, 16 déc. 1809. S. et P. ch., D. A. I, 270.
Cass. 16 janv. 1840. S., 40, 1, 583.

aux actes notariés, et signalé les premières phases du développement de l'institution du notariat en France.

Cette institution fut consacrée par la loi des 29 septembre-6 octobre 1791. Puis, les dispositions de la loi du 25 ventôse an XI, complétées par celles de l'ordonnance du 4 janvier 1843 et de la loi du 21 juin de la même année, en achevèrent l'organisation.

La mission des notaires fut nettement définie :

« A côté des fonctionnaires qui concilient et jugent les différends, la tranquillité publique appelle d'autres fonctionnaires qui, conseils désintéressés des parties, aussi bien que rédacteurs impartiaux de leurs volontés, leur faisant connaître toute l'étendue des obligations qu'elles contractent, rédigeant ces engagements avec clarté, leur donnant le caractère d'un acte authentique et la force d'un jugement en dernier ressort, perpétuant leur souvenir et conservant leur dépôt avec fidélité, empêchent les différends de naître entre les hommes de bonne foi, et enlèvent aux hommes cupides, avec l'espoir du succès, l'envie d'élever une injuste contestation. Ces conseils désintéressés, ces rédacteurs impartiaux, cette espèce de juges volontaires qui obligent irrévocablement les parties contractantes sont les notaires (1). »

Le principe n'a donc pas changé : les conventions auxquelles les parties se soumettent, et que les notaires consignent dans leurs actes, tiennent lieu de loi à ceux qui les

(1) Exposé des motifs de la loi du 25 ventôse an XI devant le Conseil d'Etat.

ont faites, et, après avoir été soumises à cette juridiction volontaire, ne peuvent donner lieu qu'à exécution, non plus à action : telle est la raison pour laquelle les actes notariés ont force exécutoire :

« ... Votre section, disait de son côté devant le Tribunal le rapporteur de la même loi de ventôse, a d'abord reconnu que l'attribut le plus essentiel du notariat, pour toutes les classes de citoyens, c'est d'authentifier les conventions, d'en certifier la date, et de leur donner, en les recevant, le caractère et la force de l'exécution parée. Le notaire exerce ainsi une partie de l'autorité de la justice ; ce qu'il écrit fait la loi des parties... »

Et l'art. 1^{er} de la loi du 25 ventôse an XI, fut ainsi rédigé : « Les notaires sont les fonctionnaires publics établis pour recevoir tous les actes et contrats, auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité, attaché aux actes de l'autorité publique, et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions. »

Nous examinerons dans le chapitre suivant — le dernier de cette seconde partie — les questions relatives à l'apposition même de la formule exécutoire.

Nous nous bornerons à faire remarquer ici que la règle, en vertu de laquelle les actes notariés sont exécutoires, n'est pas absolue. Pour qu'un de ces actes puisse recevoir la force d'exécution parée, il faut : qu'il soit délivré en forme authentique et en minute ; qu'il contienne obligation de payer, soit périodiquement, soit à époque fixe, une

certaine somme, ou de livrer des denrées susceptibles d'être évaluées par les mercuriales ; enfin que la dette soit certaine et liquide. (Art. 2213 du Code civil — art. 551 du Code de procéd.)

A ces conditions seulement l'acte peut être revêtu de la formule.

Aussi ne la rencontrera-t-on pas : sur un acte de notoriété par exemple, ni sur un inventaire, un acte de reconnaissance d'enfant naturel, ou encore un testament, sauf si le testateur a institué un légataire universel sans laisser d'héritier réservataire ; — de même encore n'en pourra-t-on revêtir : un acte reçu en brevet (loi du 25 ventôse an XI art. 20) à moins qu'il n'ait été déposé pour minute par toutes les parties, avec reconnaissance d'écritures et de signatures, ou que l'une d'elles n'ait reçu pouvoir à ce sujet ; un acte imparfait (1), un acte sous seing privé, à moins d'accomplissement des formalités que nous indiquerons plus loin ; un acte constatant une vente publique de meubles, qui ne serait pas signé par le vendeur et par l'acheteur (2), un acte constatant une obligation de faire ou de ne pas faire, ou enfin un acte conditionnel, ou portant simplement qu'un compte est dû, ou que des dommages-intérêts seront payés, sans qu'ils se trouvent en même temps liquidés (3).

(1) Grenoble 11 août 1863.

(2) Bruxelles 22 mars 1810. S. et P. chr. D. A. 10, 667.

(3) V. AMIAUD. — *Dictionnaire du notariat*, v^o Grosse.

Appendices aux sections I et II.*Des actes sous seing privé.*

De même qu'une sentence émanée de simples particuliers ne peut — quoique valable — emporter par elle-même force exécutoire, à la différence des jugements et arrêts des tribunaux et des cours, de même un acte sous seing-privé, quoique propre à servir de cadre régulier à nombre d'obligations, ne peut, à la différence d'un acte notarié, constituer un titre paré.

La raison de cette impuissance est la même dans les deux cas : c'est que, seuls, les représentants du pouvoir exécutif ont qualité pour requérir la force publique, et qu'il n'est point permis aux simples particuliers de lui donner mandement.

Le créancier qui n'a pour titre qu'un acte sous seing-privé, devra donc, s'il veut en poursuivre l'exécution, assigner son débiteur devant le tribunal compétent et obtenir un jugement de condamnation, qui lui permettra d'employer la voie parée ; encore faudra-t-il que la sentence porte condamnation et ne se borne point à donner acte de la reconnaissance de l'écriture, et de la signature du débiteur : un tel acte serait impuissant en effet à donner titre exécutoire pour poursuivre le paiement de l'obligation, puisque la partie pourrait avoir, soit la quittance, soit un terme pour payer (1).

1) Agen, 18 décembre 1823, ar. précité.

Mais si l'acte sous seing-privé n'a pas et ne peut avoir par lui-même — au point de vue de l'exécution — la même vertu que le jugement ou l'acte notarié, il arrive cependant à rendre parfois indirectement les mêmes services : il suffit pour cela, qu'il soit reproduit littéralement dans un jugement qui le déclare authentique, ou que les parties le déposent pour minute chez un notaire qu'elles chargent d'en délivrer une grosse.

Au premier cas «, l'acte ne peut plus être séparé du jugement qui le relate en sa teneur, fait corps avec lui et « participe à la force exécutoire attachée à l'intitulé qui le « précède, et au mandement qui le suit (2) », et il en est de même au second (3). La solution ne serait différente — et cela se comprend — que si le débiteur était demeuré étranger au dépôt de l'acte au rang des minutes du notaire.

SECTION TROISIÈME

DÉCISIONS ET ACTES ADMINISTRATIFS

L'autorité administrative, comme l'autorité judiciaire, rend des décisions qui sont de véritables jugements ; elle émet aussi d'autres actes qui constituent des titres exécutoires ; or, comme l'art. 545 est conçu dans les termes les plus généraux, et décide que nul jugement ni acte ne

(2) Dijon, 4 juin 1872. Cassat. 26 mai 1873.

(3) Cassat. 27 mars 1821. Bourges 27 juin 1823. Largentière, 23 juin 1854. Marseille, 11 janv. 1878.

pourront être mis à exécution, s'ils ne portent le même intitulé que les lois et ne sont terminés par un mandement aux officiers de justice, il semble bien que décisions et actes administratifs, lorsqu'ils sont exécutoires, doivent être revêtus de la formule nécessaire.

Le fait contraire n'est cependant pas sans se présenter en pratique et, en même temps qu'on en a donné — pour certains actes au moins — une explication historique, on en a présenté une justification théorique générale.

D'une part en effet, on a rappelé qu'avant 1789, chaque magistrat parlait en son propre nom, en matière administrative comme en matière judiciaire, et que c'est à la suite des modifications apportées à leurs attributions que les magistrats de l'ordre administratif cessèrent de revêtir leurs actes de la formule exécutoire.

Les anciens intendants commandaient en effet dans leur ressort, en vertu de leur autorité personnelle, au moyen d'ordonnances, dont le mandement était identique au mandement des ordonnances royales, et dont l'intitulé — au lieu de porter le nom du souverain — portait précisément le nom de l'intendant lui-même.

Puis les intendants furent supprimés en 1789, et leurs attributions passèrent successivement aux administrations départementales, aux directoires des départements, et enfin aux préfets institués par la constitution de l'an VIII.

Mais entre 1789 et l'an VIII ces administrations avaient vu leurs anciens pouvoirs singulièrement réduits ; en effet la constitution de 1791, en leur interdisant de statuer par

voie d'ordonnances, supprima du même coup l'usage de revêtir les actes administratifs de la formule exécutoire ; c'est ainsi qu'ayant trouvé les choses en cet état, les magistrats créés en l'an VIII ne revêtirent plus leurs actes de l'ordre d'obéir, qui accompagne encore les mandements de l'autorité souveraine et de l'autorité judiciaire.

D'autre part, on a soutenu que les décisions administratives peuvent n'être revêtues ni de l'intitulé des lois, ni de la formule exécutoire et constituer quand même des titres parés, parce que, a-t-on-dit, « soit qu'elles émanent directement du pouvoir exécutif (arrêts du Conseil d'Etat), soit qu'elles soient émises en son nom (arrêtés de condamnation et contraintes des conseils de préfecture, des préfets et autres administrations compétentes), elles portent pour ainsi dire en elles-mêmes l'ordre que la puissance publique donne à ses agents de prêter main-forte à leur exécution. »

Plusieurs textes imposent cependant la nécessité de l'apposition de la formule exécutoire sur des décisions administratives. Il en est ainsi, d'abord pour les arrêts du Conseil d'Etat, suivant les articles 24 de la loi du 24 mai 1872, et 25 du règlement du 2 août 1879. Ces arrêts sont d'ailleurs fort analogues dans la forme, aux décisions des tribunaux judiciaires : ils comportent des visas, qui correspondent aux qualités, et indiquent les noms des parties ; des motifs, en général très succints ; enfin un dispositif qui contient article par article, les diverses solutions

données. La formule qui les rend exécutoire diffère un peu de la formule ordinaire ; elle est ainsi conçue : « La République mande et ordonne aux ministres de..... ; (ajouter le département ministériel désigné par la décision), en ce qui les concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision. »

Elle ne mentionne pas les administrations publiques, départements, communes, établissements publics, parce que l'exécution concernant ces personnes morales est comprise dans celle dont les ministres sont chargés.

Quant à l'exécution elle-même elle est soumise à une signification préalable, et s'opère suivant les modes de droit commun, judiciaires et administratifs.

Les arrêts de la Cour des Comptes sont aussi revêtus de la formule exécutoire en vertu de l'article 3 de la loi du 16 septembre 1807; et le décret du 5 août 1881, a, dans son article 74, édicté la même prescription relativement aux décisions des conseils du contentieux des Colonies.

Au contraire la loi est muette en ce qui concerne les arrêts du conseil de préfecture, et la pratique est constante à leur refuser l'apposition de la formule exécutoire.

Une loi du 29 floréal an X disait déjà (article 4) qu'en matière de grande voirie, les arrêtés seraient exécutés sans visa ni mandement des tribunaux, nonobstant et sauf tout recours ; et que les individus condamnés seraient con-

traints par l'envoi de garnisaires ou saisie de meubles, en vertu des dits arrêtés qui seraient exécutoires et emporteraient hypothèque. De même, le 16 thermidor an XII, le Conseil d'Etat était d'avis que les administrateurs auxquels les lois ont attribué, pour les matières qui y sont désignées, le droit de prononcer des condamnations ou de décerner des contraintes, sont de véritables juges dont les actes doivent produire les mêmes effets et obtenir la même exécution que ceux des tribunaux ordinaires. »

Mais il faut croire que la question faisait difficulté, puisque le 18 février 1809 une lettre du grand juge venait la résoudre à nouveau : « On se plaint, disait-elle, de ce que les huissiers refusent de mettre à exécution les arrêtés rendus par les conseils de préfecture, et de ce qu'ils fondent leur refus sur ce que ces arrêtés n'ont pas la forme indiquée par l'acte de constitution de l'Empire en date du 28 floréal an XII. Ce motif ne saurait les dispenser de prêter leur ministère lorsqu'ils en sont requis. Ils doivent mettre à exécution tous les actes de l'autorité administrative, tels qu'ils leur sont présentés. »

Enfin un autre texte, plus catégorique encore, est un avis du Conseil d'Etat du 5 février 1826 dans lequel il est énoncé que : « la juridiction administrative exercée par les conseils de préfecture, et celle qui appartient aux cours et tribunaux, formant deux ordres de juridiction essentiellement distincts dans leur contexture et leur objet, il y aurait inconvénient à assimiler les formules employées dans les jugements qui émanent de l'une et de l'autre... »

et « ... qu'il n'y avait lieu de donner aux décisions des conseils de préfecture, ni un intitulé, ni d'y joindre un mandement, semblables à ceux qui sont déterminés pour les arrêts des Cours et Tribunaux. »

Tel fut l'usage qui s'établit et qui ne devait point se modifier. La loi du 22 juillet 1889 demeura en effet muette sur cette pratique, et une circulaire ministérielle du 31 juillet 1890 vint encore la consacrer.

Elle est, à notre sens, regrettable ; elle se trouve en effet en contradiction avec les règles établies en matière de décisions judiciaires, d'arrêts du Conseil d'Etat, d'arrêts de la Cour des Comptes, de décision des Conseils du Contentieux des Colonies, et repose sur une inexactitude juridique : le conseil de préfecture statue comme un véritable tribunal et ses décisions, qui sont de véritables jugements, devraient être revêtues de la formule exécutoire ; cela est si vrai que la loi a spécifié qu'il en serait ainsi pour ceux de ses arrêts qui interviendraient en matière de comptabilité publique (1), et la lecture des textes semble d'ailleurs ne laisser aucun doute à ce sujet : outre l'article 545 du Code de procédure civile, il convient en effet de rappeler l'article 2 du décret du 2 septembre 1871 dont la disposition n'est pas moins générale et impérative :

« Les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée se-

(1) Décret du 31 mai 1862, art. 432.

ront intitulées... et terminées... par la formule suivante...»
(suit la formule exécutoire).

La solution contraire actuellement admise est d'autant plus étrange, que la décision du conseil de préfecture comprend, elle aussi, des visas — ou qualités, — des motifs, et un dispositif ; que ses énonciations font foi jusqu'à inscription de faux (1), qu'elle emporte hypothèque et autorise l'emploi des voies de contraintes ordinaires (2).

Aussi — et comme conclusion — estimons-nous que, lorsqu'une juridiction de l'ordre administratif a légalement statué sur un litige, elle a rendu un jugement véritable ; lorsque, d'une façon générale, les prescriptions de l'autorité administrative doivent s'exécuter directement, et par la force au besoin, sur les biens d'un débiteur, celui-ci doit être expressément averti que, dans ce cas comme dans tous ceux où il s'agit de titres exécutoires, c'est le pouvoir souverain — auquel il doit obéissance — qui, par l'intermédiaire de ses représentants, lui ordonne de s'incliner. La règle posée par l'article 545 du Code de procédure et renouvelée dans l'article 2 du décret du 2 septembre 1871, est générale autant que formelle, et il paraît équitable autant qu'obligatoire de s'y conformer (3).

(1) Conseil d'Etat, 29 février 1896.

(2) Loi du 22 juillet 1889, art. 49, al. 2.

(3) Les actes passés dans la forme administrative entre un fonctionnaire représentant une personne morale, telle qu'une commune ou un établissement public, et des particuliers ont seulement le caractère d'actes privés quand ils n'ont pas été reçus par un notaire. Ils ne peuvent donc être mis à exécution qu'avec la grosse d'un ju-

SECTION QUATRIÈME

JUGEMENTS ET ACTES ÉTRANGERS

L'histoire de la formule exécutoire — expression de la souveraineté — est intimement liée à celle du pouvoir souverain lui-même, et l'efficacité des titres qu'il revêt de son mandement, se mesure à l'étendue de sa puissance : en effet les jugements et les actes rendus ou passés au nom de l'autorité qui gouverne, ne sauraient à ce titre être exécutés de plein droit au-delà des limites où s'exerce sa domination.

Ainsi à l'unification progressive du commandement, à l'extension constante de l'influence du pouvoir central au nom duquel la justice est rendue, voit-on correspondre forcément l'extension de l'influence des mandements exécutoires qui en émanent : il y a là comme deux cercles égaux dont les circonférences ne peuvent que croître ou décroître en même temps et d'une façon égale.

La constatation en est aisée à faire dans notre histoire. En effet la force exécutoire des jugements et des actes qui

gement de condamnation rendu sur l'action du créancier (Colmar 28 janvier 1833 — S. 33, 2. 236).

De même il a été jugé que le procès-verbal d'adjudication, passé entre le maire d'une commune et l'adjudicataire, même approuvé par le préfet, n'est pas un titre qui puisse être mis à exécution, s'il ne porte pas la formule exécutoire.

Cassat, 27 novembre 1833. — *Journ. Av.*, 1833, 2, 557.

Limoges, 14 janvier 1837, id. 1837, 1, 118.

Orléans, 11 avril 1840. — D. P. 41, 2, 11. (*Pand. Fr.*, V. exé. forcée).

eut d'abord pour limites celles de la juridiction même qui les avait rendus ou devant laquelle ils avaient été passés, s'étendit ensuite au ressort entier d'un parlement, et fut enfin reconnue sur tout le territoire ; de sorte que la révision préalable à l'exécution, à laquelle on s'arrogeait d'abord, de juge à juge, le droit de procéder, ne put ensuite être pratiquée que de parlement à parlement, jusqu'à ce que la prédominance du pouvoir central et les liens de subordination des diverses juridictions ayant été établis en France, une formalité de ce genre n'eut plus de raison d'exister que de nation à nation. L'indépendance réciproque des Etats ne permet pas en effet que le mandement d'exécution émané d'une puissance souveraine étrangère, puisse, à lui seul, avoir quelque valeur en France, où la force publique ne peut être mise en mouvement que par l'autorité française.

Aussi l'article 546 de notre Code de procédure dispose-t-il, que les jugements rendus par les tribunaux étrangers et les actes reçus par les officiers étrangers, ne seront susceptibles d'exécution en France, que de la manière et dans les cas prévus par les articles 2123 et 2128 du Code Civil ; ce qui signifie — pour les jugements — qu'ils ne pourront être mis à exécution en France qu'après avoir été déclarés exécutoires par les tribunaux français, à moins de dispositions contraires résultant de traités ou de lois politiques, et — pour les actes — qu'ils ne pourront être exécutés que si ces traités ou ces lois le permettent.

Encore n'a-t-on jamais été d'accord sur l'interprétation

de ces articles, sur l'application de ce principe qui se trouvait déjà formulé dans une ordonnance fameuse de 1629, et que nos lois — avec quelques modifications — consacrerent à nouveau. On discute sur la valeur que possèdent en France les actes passés devant des officiers étrangers, lorsque des traités ou des lois — seule exception prévue par l'article 2128 — ne leur confèrent point la force exécutoire. On discute surtout la question relative à la mission des juges français, chargés de déclarer exécutoire une sentence étrangère.

Nous avons annoncé qu'à raison de son étendue, la discussion complète de cette importante question ne pourrait trouver place ici. Nous nous bornerons donc à exposer brièvement les principales solutions qui lui ont été données.

Conformément à la distinction établie par l'ordonnance de 1629, il a été admis dans un premier système, que les juges français, saisis d'une demande à fin d'exequatur d'une sentence rendue par un tribunal étranger, n'avaient qu'à la revêtir d'un simple visa, si la partie condamnée était de nationalité étrangère, mais devaient procéder à la revision du fond du litige, si c'était un Français qui avait succombé. On a rappelé en effet, que l'article 121 de l'ordonnance de 1629 était ainsi conçu : « Les jugements rendus, « contrats ou obligations reçues ès-royaumes et souverainetés étrangères, pour quelque cause que ce soit, « n'auront aucune hypothèque ni exécution en notre dit « royaume : ains tiendront les contrats lieu de simples

« promesses, et nonobstant les jugements, nos sujets
 « contre lesquels ils auront été rendus pourront de nou-
 « veau débattre leurs droits comme entiers par devant nos
 « officiers. »

On a ajouté que la première partie de ce texte avait seule été abrogée par les dispositions des articles 2123 du Code civil et 546 du Code de procédure qui ne s'opposaient pas à l'application du surplus.

Dans un second système, on a soutenu que les décisions du tribunal étranger ne pouvaient, dans tous les cas, être considérées que comme inexistantes ; que le principe de l'indépendance respective des Etats, conduisait à leur refuser toute force et toute autorité hors des frontières du pays où elles avaient été rendues, à tel point que, s'il y avait lieu d'en poursuivre l'exécution en France, la demande formée à ce sujet constituait elle-même la base d'un véritable procès, dans lequel les parties devaient être admises à nouveau à faire valoir librement tous leurs droits, que, du moment que la loi avait gardé le silence sur la mission du tribunal français, sa liberté devait être complète, que c'était dès lors à bon droit qu'il pouvait réformer la sentence et faire ainsi l'office d'un véritable tribunal d'appel.

Tel n'est point au contraire l'opinion professée par un important parti de la doctrine.

En effet, selon certains auteurs qui appuient leur thèse sur la lettre même de l'article 2123, attachant l'hypothèque au « jugement étranger » lui-même, et prétendent à la fois conserver aux Français leur crédit vis-à-vis des

étrangers et leur éviter des mesures de rétorsion désastreuses, le tribunal français, saisi d'une demande d'exequatur pour un jugement étranger, doit se borner à examiner si ce jugement est régulier, s'il a été rendu par un juge compétent, et s'il ne contient aucune disposition contraire à l'ordre public international.

Enfin la jurisprudence paraît demeurer fidèle à un système en quelque sorte intermédiaire : sans s'arroger le droit de substituer ses propres décisions aux décisions étrangères, elle prétend toutefois que le tribunal français appelé à donner l'exequatur, doit examiner le jugement quant au fond, et rechercher s'il a bien ou mal décidé ; qu'il peut dès lors refuser l'exequatur si, en l'appréciant ainsi, il estime mauvais le fond de la sentence qui lui est soumise.

C'est la solution que consacrait tout récemment encore le Tribunal civil de la Seine, dans trois jugements en date des 28 décembre 1898, 19 janvier et 9 juin 1899 (1).

Dans l'espèce qui motiva la dernière de ces décisions, un étranger (Maurer) assignait les héritiers de son ex-associé (Jean-Marie), de nationalité française, afin d'exequatur d'un arrêt de la Cour de Galatz, ayant, à la requête de créanciers de la Société (Mégrot et Portier), et à la suite de diverses opérations, notamment d'une expertise, condamné Jean-Marie à payer une certaine somme à titre de complément de commandite.

(1) V. *La Loi* du 7 juillet 1899.

Le Tribunal de la Seine repoussa la demande, par les considérants que voici :

« Attendu que le Tribunal français appelé à rendre exécutoire en France un jugement étranger, possède, en l'absence de traités spéciaux, un droit absolu de révision, alors surtout que ce jugement a été rendu contre un Français ; qu'il est, en effet, contraire à l'indépendance nationale et au principe de la souveraineté qu'un jugement émané d'un tribunal étranger puisse être déclaré exécutoire en France, avant d'avoir été complètement révisé par la justice française ; qu'il y a donc lieu d'examiner la valeur du dispositif de la sentence étrangère dont il s'agit, sous le double rapport de l'appréciation des faits et de l'application des règles du droit....

« Attendu que dans ces conditions Jean-Marie n'a pas été régulièrement représenté devant les tribunaux roumains et que la défense a pu être incomplète ; qu'en outre l'expertise sur laquelle s'est fondée la Cour de Galtz pour prononcer la condamnation ne saurait être considérée comme ayant été contradictoirement faite entre Mégrot et Portier et Jean-Marie ; que celui-ci n'ayant pas fait valoir ses moyens qui auraient pu modifier les conclusions de l'expert, il est inadmissible que de semblables conclusions soient de nature à entraîner une condamnation contre lui ; attendu qu'il ressort de ce qui précède que la sentence étrangère dont Maurer poursuit l'exécution en France, en qualité de liquidateur de

« ladite société, ne satisfait pas aux garanties que le tribunal est en droit d'exiger ;

« Par ces motifs,

« Déboute Maurer de sa demande... etc..... »

Il resterait à examiner la question des actes passés devant les officiers publics étrangers. Lorsqu'ils sont revêtus de toutes les formalités commandées par les lois du pays, ils peuvent être exécutés en France en vertu de traités (art. 2128). En leur absence, « lorsque leur authenticité ne sera pas déniée, ou lorsque déniée par une partie, elle aura été établie, prouvée par l'autre, ces actes vaudront comme constituant, comme établissant une créance ; mais ils n'auront jamais chez nous la force exécutoire qui ne peut pas leur appartenir.

« La partie qui voudra obtenir, en France, l'exécution d'une convention passée devant un officier public étranger, se pourvoira devant les tribunaux français, non pas pour faire déclarer par eux cette convention exécutoire, non pas pour obtenir une ordonnance d'exequatur, mais pour obtenir contre son adversaire une condamnation qui puisera ses motifs dans l'existence de cette convention (1) .»

(1) BOITARD, COLMET-DAAGE, et GLASSON., t II, p. 234.

CHAPITRE III

APPOSITION DE LA FORMULE EXÉCUTOIRE

DÉLIVRANCE DE LA GROSSE

Lorsqu'un jugement a été rendu, ou un acte dressé, la partie intéressée peut réclamer la délivrance du titre qui constate ses droits, et doit en assurer l'exercice. Sur sa demande, il lui en sera donc remis une copie ou expédition revêtue de la formule exécutoire : cette expédition spéciale, constitue ce que l'on appelle la « grosse » du jugement ou de l'acte, et elle est ainsi nommée parce qu'elle est généralement écrite en caractères d'un format plus grand que celui des caractères de la pièce originale ou « minute ».

C'est cette grosse seule qui autorise l'exécution, puisque c'est elle qui contient le mandement nécessaire.

Suivant l'article 24 de la loi du 25 ventôse an XI, il peut en être délivré une, à chacune des parties ayant le droit de procéder à exécution, et, sauf ce que nous dirons plus loin à ce sujet, il ne peut lui en être délivré qu'une : elle s'adressera à cet effet au greffier, s'il s'agit d'un jugement, ou au notaire s'il s'agit d'un acte.

Autrefois, le soin de grossoyer les actes reçus par les

notaires incombait exclusivement à des officiers spéciaux, les tabellions. Ce fut la loi des 29 septembre-6 octobre 1791, qui, la première, généralisa le droit accordé aux notaires de délivrer des grosses de leurs actes ; on ne leur imposait que la seule condition de les faire légaliser par un juge du tribunal où ils étaient immatriculés : encore était-ce là une formalité que la loi du 25 ventôse an XI ne devait point tarder à abolir.

Aujourd'hui, de même que c'est au greffier du tribunal ou de la cour qui a statué, qu'il appartient de délivrer la grosse du jugement ou de l'arrêt intervenu, de même c'est au notaire possesseur de la minute qu'il convient de s'adresser pour obtenir l'expédition en forme exécutoire de l'acte qui a été passé. Mais le confrère qui le substituerait en cas de maladie ou d'absence, celui qui, après sa destitution ou son décès, aurait été désigné par le président du tribunal pour conserver ses minutes, ou enfin son successeur, seraient également compétents.

Le jugement ou l'acte ayant été enregistré (1), le greffier

(1) Les lois des 22 frimaire an VII art. 41, et 16 juin 1834 art. 10, disent en effet qu'il ne peut être délivré expédition d'aucun acte soumis à l'enregistrement sur la minute ou sur l'original avant qu'il n'ait été enregistré, quand même le délai d'enregistrement ne serait pas expiré. Il n'y a d'exceptions à cette règle, qu'en ce qui concerne : les actes anciens (antérieurs à l'édit de 1691), en vertu du déc. min. du 4 septembre 1824 ; les effets négociables qui peuvent n'être présentés à la formalité qu'avec les protêts qui en sont faits (loi du 22 frimaire an VII art. 41 et 69, § 2, 4, 6) ; les exploits et autres actes de cette nature qui se signifient à partie, ou par affiches et proclamations (art. 41) ; les testaments et les donations éventuelles entre époux, quand l'expédition est demandée par le disposant lui-même. Mais si

ou le notaire l'expédiera donc et en délivrera une grosse.

Quelle sera dans cette grosse la place de la formule exécutoire ?

Tout d'abord viendra l'intitulé, puis le corps de l'acte, et enfin le mandement.

Il faut que la formule encadre ainsi les dispositions, pour leur donner force exécutoire. S'il s'agit par exemple d'un jugement ordonnant l'homologation d'un acte, la grosse portera d'abord l'intitulé, ensuite la copie du jugement, puis celle de l'acte homologué et enfin le mandement. Et si par hasard cet ordre était changé, la partie comprise entre l'intitulé et le mandement serait seule exécutoire. Toutefois on a admis que cette règle ne s'appliquait pas à certaines énonciations de l'acte, et l'on a décidé par exemple (1), que si la date n'était indiquée qu'après le mandement, les poursuites n'en seraient pas moins valables. La grosse ainsi rédigée, se trouvera être le plus souvent la première des expéditions. Il n'y a cependant pas là de règle absolue, et rien ne s'opposerait à ce que l'officier compétent délivrât une grosse d'un acte, dont il aurait déjà dressé plusieurs expéditions ordinaires. Mais il devra, dans tous les cas, faire mention de la délivrance sur la minute même de l'acte.

Le législateur, en édictant cette prescription (2), a eu celui-ci veut en faire usage, il est tenu de faire enregistrer et d'en faire mention par le notaire sur l'expédition.

Journ. du not., n° 9943.

Rép. gén. du Droit franç., v. Grosse.

(1) Bruxelles, 11 février 1829.

(2) Loi du 25 ventôse, an XI, art. 26.

pour but de mettre obstacle à la fraude, et d'enlever au créancier le moyen d'obtenir plusieurs grosses. L'officier public doit donc se conformer à sa volonté, et rédiger avec soin la note exigée, qu'il inscrit généralement en marge de la première page de la minute. Il est plus prudent de la dater, et de la parapher, après avoir indiqué de façon précise, que la délivrance a été réellement effectuée, car il a été décidé (1) que ces simples mots : « Fait grosse » constituaient une mention insuffisante.

On comprend sans peine en effet l'importance d'une telle déclaration, puisque le créancier ne peut obtenir qu'une grosse, et qu'une exécution faite sans grosse en due forme, serait entachée de nullité.

Sans doute la nullité, résultant de l'omission de la formule sur l'expédition d'un jugement, serait couverte par l'exécution accomplie sans réserves, ainsi qu'il résulte notamment d'un arrêt de cassation du 28 novembre 1827 (2) : mais le débiteur n'en a pas moins le droit de refuser de s'acquitter, tant qu'on ne lui présente pas un titre régulier ; c'est ainsi qu'il pourrait dénier toute force exécutoire à une simple expédition, qu'on aurait après coup revêtue de la formule, et tenir à bon droit pour inefficace la copie d'une grosse, à laquelle serait même jointe une ordonnance du président du tribunal suivie de la formule exécutoire.

Ces deux points ont toutefois été controversés.

(1) Orléans, 24 juin et 18 août 1839.

(2) S., 28, 1, 195.

On a soutenu qu'un notaire, ayant rédigé un acte et en ayant délivré une simple expédition, pouvait valablement dans la suite, ajouter la formule exécutoire sur cette expédition même. En effet, a-t-on dit, le titre exécutoire comprend deux parties : la copie de l'acte, et la formule spéciale. Ces deux parties sont indépendantes. Il faut, il est vrai, qu'elles soient réunies pour donner à l'acte sa valeur ; mais cette condition suffit, et il importe peu de savoir de quelle façon le fonctionnaire compétent les a l'une à l'autre accolées.

C'est une solution qu'avec d'autres auteurs, nous jugeons inexacte.

En effet, dès l'instant où un acte est rédigé, sa forme comme sa nature sont irrévocablement fixées. En accomplissant les formalités prescrites, le notaire a entouré les dispositions des parties d'une sorte de cadre qu'il ne lui est plus permis de modifier. C'est le principe qu'a consacré la loi du 23 ventôse an XI, exigeant dans son art. 13, l'unité de contexte pour les actes notariés.

Or une grosse et une expédition simple constituent, dès leur origine, deux actes de nature essentiellement différente. La formule exécutoire n'est pas en effet une partie indépendante de l'acte qui en est revêtu. L'intitulé et le mandement qu'elle comporte, sont inhérents à l'acte grossoyé, de la même manière que le sont aux actes originaux l'intitulé et la formule de clôture. Ils contribuent à donner à l'acte une physionomie propre. Le législateur dit : « les

grosses seules seront délivrées en forme exécutoire (1) », ce qui donne clairement à entendre que, lorsqu'un notaire en a délivré une, il a créé un acte spécial, distinct de l'expédition proprement dite qu'il pourra délivrer dans la suite, et qui présentera — elle aussi — un caractère particulier.

La grosse est créée grosse, l'expédition nait expédition, et toutes deux doivent demeurer ce qu'on les a faites.

Soutenir l'opinion contraire, c'est donc méconnaître la règle : « *Forma dat esse rei* », c'est se heurter invinciblement à la disposition de l'article 25 de la loi du 25 ventôse an XI, c'est en outre faire brèche à d'autres dispositions du législateur. D'après l'art. 1335 du Code civil, nous devons admettre en effet qu'au cas de perte du titre authentique original, seules les grosses, ou tout au plus les premières expéditions certifiées telles, font foi pleine et entière. Si l'on décidait donc qu'une expédition subséquente pourrait être valablement revêtue de la formule exécutoire, on se trouverait ainsi conduit à déclarer que la partie aurait bien entre les mains un titre ayant force parée, mais que, si l'acte original venait par hasard à manquer, ce titre serait impuissant à faire foi pleine et entière de son contenu.

Il y aurait là une véritable incohérence et — qui plus est — un danger très sérieux : il importe en effet à la sécurité publique, qu'on ne puisse transformer en titre exéc-

(1) Loi du 25 ventôse an XI, art. 25.

cutoire « n'importe quelle expédition exhumée de la poussière » et supplanter ainsi la justice qui, au cas où le titre original vient à être perdu, a seule le droit de munir le créancier d'une arme nouvelle.

On a prétendu d'autre part que la copie d'un jugement ou d'un arrêt, suivie d'une ordonnance du président avec formule exécutoire, constituait un titre paré. Des arrêts (1) ont diversement résolu cette question, que la doctrine a, elle aussi, examinée, et un auteur (2), relatant une consultation qu'il avait donnée sur ce sujet, a montré que l'exécution pratiquée en vertu de la copie signifiée de la grosse d'un jugement, ne devait pas être regardée comme valable, parce que l'on ne pouvait reconnaître à cette copie, ni l'authenticité ni la force exécutoire.

D'une part en effet, lorsque l'huissier procède à la signification de la copie de la grosse d'un jugement, il ne peut imprimer le caractère d'authenticité qu'à la relation seule de la signification, et non pas aux autres parties de l'exploit dont les dispositions ne constituent que de simples énonciations. De plus l'article 1335 - 4° du Code civil, n'accorde aux copies de copies, au point de vue de la force probante, que la valeur de simples renseignements : or la copie d'une grosse n'est que la copie d'une copie, et encore n'est-elle entourée d'aucune des garanties qui accompa-

(1) Cassat., 14 juillet 1830, *Journ. des Av.*, 1831, p. 89.

Toulouse, 15 nov. 1858, *Journ. des Av.*, 1859, p. 382.

Toulouse, 17 déc. 1829, S. 30, II, 33 (contra).

(2) CHEVILLAT, *Proc. civ.* (I. IV, Q. 1898, sixies).

gnent la rédaction du modèle : l'huissier ne la collationne et ne la signe même pas pour copie conforme, et d'ailleurs il n'a qualité ni pour délivrer copie d'un jugement ni pour rendre un acte exécutoire.

C'est pour ces raisons que le caractère d'authenticité doit être dénié à la copie qui nous intéresse.

La force exécutoire ne saurait lui appartenir davantage, même en vertu de l'ordonnance du président.

Il est inadmissible en effet, que le magistrat puisse ordonner l'exécution du jugement rapporté dans la copie signifiée, puisque — dans l'impuissance où se trouve cette copie de faire foi — non seulement le contenu, mais même l'existence de la décision ne sont point certifiés.

Il faut ajouter que les cas d'exécution sur ordonnance sont exceptionnels et limitativement déterminés par la loi ; qu'en outre la formule exécutoire ne peut être valablement apposée sur une décision judiciaire que de la main du greffier, et qu'en tout cas, le président qui autoriserait ainsi l'exécution sur la seule foi de la copie du titre, se trouverait commettre une autre irrégularité en effectuant en quelque sorte la délivrance d'une seconde grosse, au mépris des formalités qui — comme nous le verrons bientôt — sont exigées en pareil cas.

La copie de la grosse est donc insuffisante pour autoriser l'emploi de mesures d'exécution : elle ne vaut point comme titre paré.

Dès lors, quand le créancier fait procéder à la signification du jugement qu'il a obtenu, est-il indifférent que la

copie du titre remis au débiteur, soit l'intégrale reproduction de la grosse, ou ne porte que la teneur de la décision sans relater la formule exécutoire qui l'encadre?

Nous ne le pensons pas.

Le débiteur doit être fixé sur les prétentions et les droits exacts de son créancier : on lui doit par conséquent la copie intégrale du titre qui le condamne. Lorsqu'on la lui remet incomplète, lorsqu'on omet surtout de lui donner connaissance de l'ordre invincible d'obéir qui lui est intimé, on le trompe, on le fraude, et il peut refuser de s'exécuter.

En effet, pour lui aussi, la formule exécutoire est une véritable garantie : elle l'avertit que l'acte qui la porte et que l'on signifie, n'est pas une simple mise en demeure, mais une redoutable menace ; elle n'est pas seulement l'arme du poursuivant : elle est en même temps — comme on l'a fort bien dit — le bouclier du poursuivi.

Aussi ce dernier est-il en droit d'exiger que les titres qu'on lui présente soient revêtus de la formule exécutoire.

Mais il peut se faire que cette formule se trouve inexactement reproduite, et la question s'est posée de savoir si l'omission d'une partie de ses termes était une cause de nullité. La cour de Metz s'est prononcée, le 31 décembre 1819, pour l'affirmative, mais nombre de décisions ont consacré la solution contraire. « Attendu, disait le tribunal de Riom (1), le 12 mars 1844, que si le titre ne renferme

(1) S., 44, 2, 446. — Cf. Bordeaux, 14 août 1832 (D. P. 33, 2, 52.).
— Nîmes, 3 juin 1838 (38, 2, 167.)

Il a même été jugé que la copie d'un jugement signifié à avoué, qui

pas littéralement et complètement les termes de la formule légale, il en contient la substance....; que la loi n'a pas frappé de nullité l'omission de quelques termes de la rédaction de la formule, et, lorsque, comme dans celle-ci, on trouve les expressions les plus importantes, telles que celles de : « Louis-Philippe Roi des Français » au nom duquel la poursuite est faite, et le mandement à l'officier ministériel de mettre à exécution, on doit considérer comme suffisamment exprimée la formule exécutoire légale.... »

Nous partageons ce sentiment. Nous estimons que l'indication de l'autorité qui commande doit être exactement donnée, l'ordre de mise à exécution clairement défini ; mais, à ces conditions, nous tenons la force parée pour suffisamment acquise, et, s'il se trouve dans les termes du mandement une omission qui n'en altère point le sens, nous ne croyons pas qu'elle puisse lui enlever toute sa valeur.

Sans doute — et conformément à une théorie que nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer — nous reconnaissons au débiteur le droit d'exiger la régularisation préalable du titre, c'est-à-dire ici la rectification de l'omission commise. Mais si l'exécution a déjà eu lieu, c'est à tort, à notre avis, qu'il en prétendrait poursuivre la nullité.

La question inverse s'est également présentée, et l'on a demandé à la justice d'invalider une poursuite, faite en vertu d'un arrêt, dans la copie duquel l'intitulé de la

ne relatait que les premiers mots de la formule suivis d'un «et cætera» était valable (Rennes, 12 décembre 1817, Grenoble, 7 août 1869).

formule se trouvait deux fois apposé. La Cour de cassation, estimant que « si, dans la copie signifiée à l'avoué du sieur.... la formule sacramentelle « Napoléon par la grâce de Dieu,... etc..... » placée en tête des qualités, a été répétée avant les motifs de la décision, cette répétition surabondante ne saurait constituer un moyen de cassation contre un arrêt parfaitement irréprochable en la forme... » a refusé de sanctionner la thèse du demandeur.

Avant de terminer l'examen du titre relatif à l'apposition de la formule exécutoire, il nous reste à exposer quelques points intéressants, qui touchent à la question de l'addition d'une formule nouvellement prescrite. Nous nous sommes expliqué plus haut sur la nécessité de soumettre à cette formalité, les titres exécutoires émanant d'un régime déchu, et nous avons maintenant à nous demander, si un notaire ou un greffier autres que ceux qui ont délivré la grosse, peuvent valablement procéder à son accomplissement.

Une réponse affirmative nous paraît justifiée, à la fois par le texte de la loi et par les nécessités de la pratique.

L'article 3 in fine du décret du 2 septembre 1871, qui détermine les fonctionnaires auxquels les parties doivent s'adresser dans ces circonstances spéciales, emploie en effet les termes les plus généraux. Et si une interprétation restrictive de la loi ne semble point permise en présence de son texte, il est aisé d'autre part de se rendre compte des inconvénients qu'elle créerait pour les parties, en les obligeant à se dessaisir de leurs titres, à les envoyer sou-

vent fort loin et — en les exposant ainsi aux hasards du transport — à multiplier leurs chances d'altération ou de perte.

Aussi a-t-il été admis que tous les notaires peuvent procéder à l'addition de la formule, et a-t-il été jugé à bon droit, qu'au cas où il s'agissait par exemple de mettre à exécution en France, une grosse délivrée en Alsace-Lorraine avant le démembrement de cette partie de notre territoire, un notaire français — celui du lieu où se poursuivait l'exécution dans l'espèce — avait qualité pour ajouter à la formule exécutoire en usage au moment de la délivrance de la grosse, la formule nouvelle prescrite par le décret de septembre 1871 (1).

Quant aux greffiers, une circulaire ministérielle du 4 septembre 1848 leur reconnaît la même compétence, à condition toutefois qu'ils soient attachés à une juridiction égale à celle qui a rendu l'arrêt ou le jugement représenté.

Enfin si l'authenticité de la signature de l'officier public qui a délivré la grosse fait doute aux yeux de celui qui doit ajouter la nouvelle formule, au point qu'il en refuse l'apposition, on décide que le porteur de l'acte devra introduire un référé dont il supportera les dépens (2).

(1) Nancy, 30 juin 1888. — *Rec. des arrêts de Nancy*, 1889, p. 97.

(2) CARRÉ, CHAUVEAU et DUTRUC *ouv. cité.* (suppl.) v^o Exécution, n^o 20.

Appendice.*1^o De l'apposition du sceau et de la légalisation.*

Pour qu'un jugement ou un arrêt soient exécutoires aujourd'hui, il faut et il suffit que les conditions prévues à l'article 545 du Code de Procédure civile soient remplies, et il n'est pas nécessaire que ces décisions soient en outre revêtues du sceau du tribunal ou de la cour. C'est la solution qui se trouve exprimée dans un arrêt de la cour de Lyon du 7 mai 1825 (1) qui décide « que l'article 545 du Code de Procédure civile dispose qu'un jugement ne pourra être mis à exécution s'il ne porte le même intitulé que les lois et s'il ne se termine par un mandement aux officiers de justice, ainsi qu'il est dit à l'article 146 ; que l'article 146 de la nouvelle édition de ce Code, faite en exécution d'une ordonnance royale du 30 avril 1816, porte que les expéditions des jugements seront intitulées et terminées au nom du Roi, conformément à l'article 57 de la Charte Constitutionnelle ; que cet article 57 n'exige autre chose, si ce n'est que la justice émane du Roi et s'administre en son nom, d'où il suit qu'en intitulant l'expédition du jugement, comme les lois, et en la terminant par un mandement aux officiers de justice, le vœu de la loi est suffisamment rempli : que l'article 146 de la première édition, disposait que les expéditions des jugements seraient intitulées et ter-

(1) D. P., 25, 2, 479.

minées, ainsi qu'il a été prescrit par l'acte des constitutions du 28 floréal an XII, et que l'article 141 de ces constitutions, qui détermine la forme des expéditions exécutoires, n'exige pas que ces expéditions soient scellées du sceau du tribunal, ainsi que cela avait été prescrit par l'arrêt du 21 pluviôse précédent qui a été évidemment abrogé par l'acte des constitutions du 28 floréal an XII (1). »

De même il n'est pas nécessaire de faire apposer sur la grosse d'un jugement à exécuter, la légalisation « qui a pour but d'attester la vérité de la signature d'un acte, et la qualité de l'officier public qui l'a reçu ».

Pour le notariat, au contraire, l'article 27 de la loi du 23 ventôse an XI dit que chaque notaire sera tenu d'avoir un cachet ou sceau particulier, portant ses nom, qualité et résidence, et, d'après un modèle uniforme, le type de la République Française. Il ajoute que les grosses et expéditions des actes porteront l'empreinte de ce cachet, et l'article suivant exige d'autre part, que les grosses des actes notariés soient légalisées par le juge de paix ou par le président du tribunal de la résidence du notaire, quand il s'agit de les mettre à exécution hors de son département, ou hors du ressort de la cour d'appel s'il habite au chef-lieu de cette cour. Mais la loi ne sanctionne pas ses dispositions, de sorte qu'il serait impossible, à notre avis, de

(1) Cf. Arrêt du 4 février 1819 (Rouen) qui donnait une solution contraire, en matière de contrainte par corps. (S. 1819, 2, 222.)

prononcer la nullité de poursuites exercées en vertu de la grosse non scellée ou non légalisée (1) d'un acte notarié.

Cependant il faut admettre qu'un tribunal aurait toujours le droit de s'assurer de l'authenticité de l'acte, et, pour y parvenir, de faire surseoir jusqu'à ce qu'il lui ait été justifié de l'apposition du sceau du notaire, ou de la légalisation requise.

2° *Des secondes grosses*

Nous avons déjà exposé qu'en vertu de l'article 26 de la loi du 25 ventôse an XI, le notaire ne peut délivrer à chacune des parties intéressées, qu'une seule grosse de l'acte qu'il a retenu, et la même règle s'impose aux greffiers, ainsi qu'il résulte de l'interprétation de l'article 854 du Code de procédure.

Mais un cas fortuit peut amener la destruction du titre ; ou bien le débiteur, qui par hasard s'est trouvé le détenir, peut refuser de s'en dessaisir : et, comme il eût été injuste, dans ces circonstances, que le créancier se trouvât irrévocablement désarmé, le législateur a autorisé, sous certaines conditions, la délivrance d'une seconde expédition exécutoire et organisé une procédure spéciale pour en régler l'obtention.

Sans doute il y aurait de graves inconvénients à per-

(1) Cassat. 22 oct. 1812 et 10 juillet 1817 — S. et P. chr. D. A. 8. 360, et 10, 668. — Poitiers 19 mars 1822, S. P. chr. D. A. 12, 683. — Carré, CHAUVEAU, et DUTRUC, quest. 1902.

mettre cette délivrance sans nécessité reconnue (1) : il ne faut pas oublier en effet qu'il y a une présomption légale de remise de la dette ou de paiement, en faveur du débiteur qui possède la grosse ; d'autre part, la demande en délivrance d'un nouveau titre peut n'être formée par la partie intéressée, que dans le seul but de priver le débiteur du bénéfice des mentions libératoires que le créancier a pu porter au dos ou en marge de la première grosse.

Aussi a-t-on toujours pris le soin d'entourer la délivrance des secondes grosses de formalités protectrices.

L'ordonnance de Villers-Cotterets du mois d'août 1539 réglementait déjà la question et portait dans son article 178 : que « depuis qu'ils (les notaires) auront une fois dé-
« livré a chacune des parties la grosse des testaments et
« des contrats, ils ne la pourront bailler, sinon qu'il soit
« ordonné par justice, parties ouyes (2) ».

La règle était fermement établie, et les dispositions contraires qu'il est possible de rencontrer dans l'histoire sont expressément indiquées comme de véritables exceptions.

C'est ce qu'il est permis de constater par exemple, dans les « lettres patentes du 23 août 1776, qui autori-
« sent tous les créanciers domiciliés en la ville de St-Di-

(1) V. ROLLAND DE VILLARGUES. — *Répertoire de la jurisprudence des not.*, v° Grosse, n° 84.

(2) *Anciennes Lois Françaises*. — Recueil Isambert, tome XII, page 637. — De plus : la note (2) de cette même page renvoie à l'article 37 de la coutume de la Marche ; à l'arrêt en forme de règlement rendu aux grands jours de Clermont le 30 janvier 1666 ; et à l'article 119 de l'arrêt de Règlement du parlement de Rouen, du 6 avril 1666.

« zier, qui ont été compris dans l'incendie du 20 août de
« l'année dernière, à se faire délivrer une seconde grosse
« des contrats passés à leur profit. »

Ce document porte en effet que les secondes grosses
devront être délivrées... « encore qu'il ne soit point ainsi
« ordonné par justice », et il ajoute « dérogeant, quant à
« présent seulement et sans tirer conséquence, à l'ordon-
« nance de 1539, et à toutes choses à ce contraires (1). »

Dans notre droit, la manière est régie par l'article 26 de la
loi du 25 ventôse an XI, et les articles 844, 845 et 854 du
Code de procédure civile.

Remarquons tout d'abord que « le créancier n'est pas
« assujetti à prouver l'accident qui a causé la perte de la
« première grosse ; que c'est au contraire au débiteur à
« démontrer l'inutilité de cette nouvelle délivrance, en
« rapportant la preuve du paiement effectué depuis la pre-
« mière (2) et, cette observation faite, parcourons les di-
« verses phases de la procédure légalement prescrite. »

Aux termes de l'article 844 du Code de procédure ci-
vile, « la partie qui voudra se faire délivrer une seconde
grosse, soit d'une minute d'acte, soit par forme d'amplia-
tion sur une grosse déposée, présentera, à cet effet, requête
au président du tribunal de première instance » ; la requête
dont il s'agit sera présentée par ministère d'avoué et le
président y répondra par une ordonnance.

(1) Recueil Isambert, t. xxiv, pag. 72.

(2) Bordeaux, 31 août 1864 (S. 65, 2. 70. — D, 65, 187).

Ce magistrat seul a compétence pour donner l'autorisation exigée.

L'article 844 du Code de procédure le dit formellement pour les actes notariés, dans les termes que nous venons de rapporter ; et, si la question a pu faire quelque difficulté en ce qui concerne les jugements, elle a été maintes fois résolue dans le sens que nous venons d'indiquer.

On avait prétendu en effet, qu'à raison des termes de l'alinéa 4 de l'article 854 du Code de procédure civile ainsi conçu : « Une seconde expédition exécutoire d'un jugement » ne sera délivrée à la même partie qu'en vertu d'ordonnance du président du tribunal où il aura été rendu », le président du tribunal ayant rendu la sentence, était compétent — quel que fût ce tribunal — pour répondre à la requête.

C'est une solution que la jurisprudence a justement repoussée.

L'article 854 présente; il est vrai, une rédaction défectueuse, mais il est cependant aisé de pénétrer sûrement l'intention du législateur, et de constater qu'il n'a pas entendu édicter pour les jugements, une règle différente de celle qu'il avait énoncée à propos des actes notariés.

En effet, outre que les tribunaux d'exception n'ont pas à connaître de l'exécution de leurs sentences, et que le tribunal d'arrondissement est le seul qui ait pleine juridiction ; que l'article 845 du Code de procédure dispose, qu'en cas de contestation lors de la délivrance de la se-

conde grosse, les parties devront se pourvoir en référé, et qu'alors le président du tribunal d'arrondissement est encore le seul qui ait qualité pour trancher le différend, qu'il est donc tout naturel que le législateur n'ait conféré qu'à ce magistrat le pouvoir d'autoriser un acte, qui donnera peut-être lieu, dans la suite, à des difficultés dont lui-même sera précisément le seul juge, il suffit de lire en entier l'article 854 précité, pour se convaincre que la question n'aurait même pas dû faire doute : car si l'alinéa premier peut sembler ambigu, l'alinéa second écarte toute équivoque, en décidant que : « pour la délivrance des secondes expéditions exécutoires des jugements, seront observées les formalités prescrites pour la délivrance des secondes grosses des actes devant notaires », et en renvoyant ainsi aux dispositions — qui nous sont déjà connues — des articles 844 et 845 du même Code.

Ainsi donc l'art. 854, C. proc., alinéa 1, en désignant le président du tribunal où le jugement aura été rendu, a très certainement entendu viser, non pas le tribunal qui a statué, mais bien le tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel la sentence est intervenue.

C'est donc au président de ce tribunal qu'il convient dans tous les cas, de présenter requête (1).

(1) C'est ainsi qu'il a été décidé que le juge de paix n'était pas compétent pour autoriser la délivrance d'une seconde grosse, même d'un jugement de la justice de paix (trib. de Bourges, 18 mars 1847. — S. 47. 2. 642. — D. 47, 3, 114), et que, de même, le président du tribunal de commerce ne jouissait pas de pouvoirs plus étendus.

En matière de jugements, l'ordonnance sera rendue par le président du tribunal de l'arrondissement où la décision a été émise ; elle le sera, en matière d'actes notariés, par le président du tribunal dans l'arrondissement duquel réside le notaire dépositaire de la minute.

Cette dernière opinion n'est pas unanimement admise, et il a été jugé (1) que la demande en délivrance d'une seconde grsse, pouvait être portée devant le président du tribunal du domicile du défendeur.

La première solution semble toutefois préférable ; on fait justement remarquer en effet, qu'obliger un notaire à la délivrance d'un acte, c'est procéder à une exécution véritable ; que le président du tribunal de l'arrondissement de résidence du notaire, se trouve dès lors avoir tout naturellement qualité, pour connaître de toute exécution devant avoir lieu dans son ressort (2).

Supposons donc l'ordonnance rendue... « En vertu de l'ordonnance qui interviendra, elle (la partie) fera sommation au notaire pour faire la délivrance à jour et heure indiqués, et aux parties intéressées pour y être présentes ; mention sera faite de cette ordonnance au bas de la seconde grosse, ainsi que de la somme pour laquelle on pourra exécuter, si la créance est acquittée ou cédée en partie. »

— dus en ce qui concerne les jugements du tribunal de commerce. (Cassat., 11 août 1847. — S. 47, 1. 665. — D. 47. 1. 307).

Colmar, 10 novembre 1833. — S., 34, 2, 664.

(1) Pau, 31 août 1837. — S. 39, 2, 468.

(2) ROLLAND DE VILLARGUES. — Ouv. cit. v^e grosse n^o 94.

Ainsi s'exprime le législateur dans la deuxième partie de la disposition de l'article 844 du Code de procédure. Il est évident que si, l'ordonnance ayant été rendue, le débiteur consent à la délivrance, et intervient lui-même dans la procédure qui permet de l'obtenir, il n'y a pas lieu de lui faire les sommations prescrites ; le notaire n'a alors qu'à constater l'acquiescement du débiteur, en même temps qu'à relater le fait même de la remise du nouveau titre.

Mais lorsque le débiteur n'est pas intervenu ou n'a pas consenti, l'utilité des sommations dont il s'agit apparaît, tant à l'égard du notaire, qu'elles couvrent, qu'à l'égard du débiteur lui-même : il importe en effet que ce dernier soit mis à même de connaître les projets du créancier, afin qu'il lui soit possible de s'opposer — s'il croit en avoir le droit — à leur mise à exécution.

Aussi l'absolue nécessité de ces actes a-t-elle toujours été proclamée, et trouve-t-on dans ce sens de nombreuses décisions de jurisprudence. C'est ainsi qu'il a été jugé, à Rennes, le 8 décembre 1824, que la seconde grosse obtenue sans sommation préalable au débiteur, ne pouvait valablement servir de base à une saisie ; à Bordeaux, le 24 août 1855, que le commandement fait en vertu d'un semblable titre était nul ; à Riom le 25 février 1817 et à Metz le 6 février 1819, qu'étaient nulles également les poursuites dirigées contre un débiteur et contre la caution, en vertu d'une seconde grosse délivrée à leur insu, etc...

Ajoutons qu'il n'y a point de délai de rigueur pour som-

mer le notaire de faire la délivrance; qu'il est donc possible de fixer le délai le plus court, c'est-à-dire vingt-quatre heures, et qu'il y a lieu d'ailleurs à augmentation à raison des distances, en vertu de l'art. 1033 du Code de Procédure civile, quand les parties sont éloignées (1).

Les sommations faites, trois cas peuvent se présenter : le débiteur peut ne pas comparaître ; il peut comparaître et consentir ; ou enfin comparaître et s'opposer.

Si le débiteur ne comparait pas — il est d'usage d'attendre trois heures, — le notaire donne défaut contre lui, passe outre à la délivrance, et dresse un procès-verbal de ces faits.

Si le débiteur comparait et consent, le notaire dresse un procès-verbal de consentement et délivre la grosse.

Enfin si le débiteur comparait et s'oppose à la délivrance, l'officier public en fait de même mention, joint dans son procès-verbal la réponse du créancier, s'abstient de délivrer le titre, et renvoie les parties à se pourvoir conformément à la loi (2).

Nous savons déjà que c'est le président du tribunal auquel l'article 845 C. pr. c. donne compétence, et l'on admet qu'il a qualité pour juger en référé toutes les questions qui peuvent s'élever à cette occasion (3).

Enfin lorsqu'il a été définitivement ordonné que la se-

(1) ROLLAND DE VILLARGUES. — Ouv. cit. n° 99.

(2) ROLLAND DE VILLARGUES. — Ouv. cit., numéros 101-102.

(3) Bordeaux, 7 janvier 1869 (S. 69, 2, 230. — D. 69, 2, 245).

Paris, 8 mai 1857 (S. 57, 2, 357. D. 59, 3, 322).

conde grosse serait délivrée, le créancier doit faire signifier au notaire une copie du jugement, à laquelle il lui faut joindre le certificat exigé par l'art. 548. C. pr. c., et une sommation d'opérer la délivrance.

Il est, cette fois, inutile d'appeler le débiteur, puisqu'il n'est plus permis à ce dernier de présenter d'observations, et que le jugement est exécutoire contre le notaire lui-même (art. 548 précité).

Le rôle du créancier est terminé lorsqu'il a invité le notaire à se conformer à l'ordre de la justice, et les formalités qui suivent sont l'œuvre de l'officier public.

« Peut-être, dit Rolland de Villargues (ouv. cit. n° 115), suffirait-il alors d'annexer à la minute de l'acte dont il est délivré une seconde grosse, l'ordonnance ou jugement qui autorise cette délivrance ainsi que les exploits de sommation et de signification faits aux notaires...

« Toutefois il est d'usage que le notaire dresse, dans ce cas, un procès-verbal dans lequel comparait le créancier, et qui contient l'analyse des procédures par suite desquelles la seconde grosse est délivrée. A ce procès-verbal, qui est rédigé à la suite de la minute du titre, sur une feuille de papier séparée, sont annexées l'ordonnance et les significations. ... C'est une excellente précaution ». Le même auteur rappelle ensuite les diverses mentions qui doivent, aux termes précités de l'article 844 C. pr. c., figurer au bas de la seconde grosse. Il ajoute qu'il n'est pas nécessaire de mentionner sur la minute la délivrance de la seconde grosse, cette délivrance résultant suffisamment du

procès-verbal qui la constate et qui est rédigé en minute (1) ; que les divers procès-verbaux dont il a été question, doivent être eux-mêmes revêtus de toutes les formalités prescrites pour les actes notariés ; que les formalités prescrites pour obtenir délivrance d'une seconde grosse, s'appliquent aux grosses subséquentes ; que les frais sont à la charge du créancier, et que le notaire peut refuser la remise du nouveau titre, si les frais de la minute ou de la première grosse lui sont encore dus, et alors même qu'on lui offrirait le montant de ceux de la seconde (2).

Telles sont les formalités nécessaires pour parvenir à la délivrance d'une seconde grosse : elles s'imposent rigoureusement.

On a cependant prétendu que la règle n'était pas absolue, et que le consentement des parties pouvait suppléer l'ordonnance du président.

En effet, a-t-on dit (3), la loi n'exige certaines forma-

(1) AMIAUD (*Dict. du not.*, V^e Grosse) juge, que cette mention n'est point nécessaire, mais convenable. Nous estimons aussi que c'est une précaution qui ne saurait nuire.

(2) V. art. 851 C. pr. c. — Déc. du garde des Sceaux du 15 novembre 1844. — Trib. de Périgueux, 11 août 1894 (*Rev. not.*, n^o 9255). — Paris, 27 novembre 1834 (S. 34, 2, 687. — Paris, 23 oct. 1834, S. 34, 2, 649).

(3) ROLLAND DE VILLARGUES. — Ouv. cit., V^e Grosse, n^o 89, cite comme partageant cette opinion : Ferrière, *Parf. not.*, liv. 1, ch. XXV. — TOULLIER, t. VIII, n^o 453 et 454. — DELVINCOURT, t. II, p. 619. — DURANTON, *Cours de Droit*, t. XIII, n^o 62. — PIGEAU, V^e Actes, t. II, p. 330. — DALLOZ, t. X, n^o 706. — BIOCHE, *Dict. de proc.*, V^e Copie, n^o 38. — BILLIARD, *Traité des Référés*, p. 133. *Ann. du not.*, t. VIII, p. 386. — AUGAN, t. I, p. 180.

lités que pour s'assurer que la créance existe encore, et conférer à la seconde grosse, une autorité qu'elle ne pourrait avoir sans elles.

Or, poursuit-on, le consentement du débiteur majeur et capable remplit ce double objet. En effet, du moment qu'il est dressé un procès-verbal authentique constatant la demande par le créancier d'une seconde grosse et la délivrance de cette grosse en vertu du consentement du débiteur, donné au besoin par acte authentique séparé et annexé au procès-verbal, et du moment que ce procès-verbal est rédigé à la suite de la minute de l'acte dont il s'agit, la certitude de l'existence de la créance est affirmée, et la seconde grosse, remise dans ces conditions, possède la même autorité que si elle avait été délivrée d'ordre du président.

Avec d'autres auteurs, nous ne partageons point ce sentiment. Nous faisons remarquer avec eux, que le législateur n'a établi qu'un mode unique de délivrance des secondes grosses, et n'a déclaré nulle part que le consentement des parties pourrait suppléer à l'autorisation de justice. Nous estimons que la délégation de l'autorité publique en vertu de laquelle agit l'officier compétent, ne lui a été confiée que pour la délivrance d'une première grosse, et que, s'il y a lieu d'en établir une seconde, il faut se conformer en tous points aux prescriptions que le législateur a expressément édictées (1).

(1) Cassat. 23 août 1826 (S. 27, 1, 555) (D. P. 27, 1, 40).

Le notaire qui délivrerait une seconde grosse sans ordonnance du

La règle fléchirait toutefois si le premier acte avait été déclaré nul, comme manquant des formalités qui constituent un titre exécutoire ; en effet, la nouvelle grosse qui serait alors délivrée, ne serait en réalité que la première (1).

Mais nous hésitons à affirmer que l'accomplissement des formalités judiciaires ne serait point requis, lorsque, les minutes et les grosses d'une étude ayant été détruites par un incendie ou une inondation, l'officier public serait appelé à délivrer des expéditions exécutoires d'anciens actes, même en admettant qu'il eût la certitude de n'avoir pas encore remis leurs titres aux parties intéressées. — L'opinion contraire est cependant professée (2).

président est passible de la destitution. (art. 26 loi du 25 ventôse an XI). On admet toutefois que cette peine ne serait point applicable au successeur du notaire qui délivrerait une grosse, dans l'ignorance de la délivrance de la première, et si la minute n'en portait pas mention. V. ROLLAND DE VILLARGUES, ouv. cit. n° 88. — *Répert. général du droit français*, V° Grosse.

(1) Cassat, 24 mars 1835. (S. 37, 1, 357).

(2) V. AMIAUD. — *Dict. du not.* V° Grosse.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
A. GLASSON.

Vu : LE DOYEN,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	pages
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Du titre paré en général

HISTORIQUE

CHAP. I. — <i>Droit grec</i>	7
CHAP. II. — <i>Droit romain</i>	14
Nexum.....	17
Chirographa et Sygraphæ.....	19
CHAP. III. — <i>Droit barbare et très ancien droit</i>	24
CHAP. IV. — <i>Ancien droit</i>	30
<i>Des Titres exécutoires dans l'ancien droit.</i>	
<i>Sect. I. — Des jugements et arrêts.</i> Efforts du pouvoir royal pour établir l'exécution directe et immédiate des actes revêtus du sceau du roi, <i>Des sentences arbitrales</i>	31
<i>Sect. II. — Des actes notariés.</i> Leur origine et leur développement.....	48

APPENDICE

1 ^o <i>De la surannation</i>	64
2 ^o <i>Des lettres de débitis</i>	68
3 ^o <i>De l'hypothèque des actes notariés. Origines de l'hypothèque judiciaire</i>	73
CHAP. V. — <i>Droit intermédiaire</i>	87

DEUXIÈME PARTIE

De la formule exécutoire proprement dite.

CHAP. I. — <i>Des termes de la formule exécutoire et de l'addition d'une nouvelle formule</i>	93
CHAP. II. — <i>Actes revêtus de la formule exécutoire.</i>	
<i>Sect. I. — Titres exécutoires émanant des tribunaux ordinaires.</i>	
1 ^o Jugements	116
2 ^o Ordonnances.....	119
3 ^o Exécutoires de dépens.....	123
4 ^o Sentences arbitrales.....	124
<i>Sect. II. — Actes notariés</i>	136
<i>Appendice aux sections I et II. Des actes sous seing-privé</i>	140
<i>Sect. III. — Décisions et actes administratifs</i>	141
<i>Sect. IV. — Jugements et actes étrangers</i>	148
CHAP. III. — <i>Apposition de la formule exécutoire. Délivrance de la grosse</i>	155

APPENDICE

1 ^o <i>De l'apposition du sceau et de la légalisation</i>	167
2 ^o <i>Des secondes grosses</i>	169



BUZANÇAIS (INDRE). IMPRIMERIE F. DEVERDUN.
